



## **Rapport Financier Annuel 2009**

### **Sommaire**

- Rapport de gestion
- Comptes annuels
  - Compte de résultat
  - Bilan
  - Annexe
  - Filiales et Participations
- Comptes consolidés
  - Compte de résultat consolidé
  - Etat de situation financière consolidée
  - Tableau de flux de trésorerie consolidé
  - Variation des capitaux propres consolidés
  - Annexe
- Rapport des commissaires aux comptes sur :
  - les comptes annuels,
  - les comptes consolidés
- Attestation du rapport financier annuel

# RAPPORT DE GESTION 2009

## Plan du rapport

Explosifs et Produits Chimiques – Comptes Sociaux.....	8
Comptes Consolidés .....	8
Situation Financière et Risques.....	9
Marge brute d'autofinancement .....	9
Dépenses d'investissement .....	9
Besoin en fonds de roulement d'exploitation .....	10
Financement .....	10
Trésorerie.....	11
Risques .....	11
Faits marquants en 2009.....	11
Direction générale du Groupe EPC.....	11
DG Construction.....	12
Usine de Sydvaranger en Norvège.....	12
Arabie Saoudite.....	12
BFMS (Burkina Faso).....	12
EPC Ceska.....	12
Minexplo.....	12
Restructuration en Irlande.....	13
Restructuration en Guinée .....	13
Procédure collective de STIPS TI et ses filiales.....	13
Crise économique mondiale.....	13
Évolution de l'activité par zone géographique.....	13
Zone France Benelux.....	13
Zone Europe du Nord – Europe de l'Est .....	14
Zone Europe du Sud, Afrique et autres.....	14
Évolution des principales filiales.....	15
EPC FRANCE .....	15
Simeco .....	15
Alpharoc.....	16
Occamat.....	16
ATD .....	16
Prodemo.....	17
EPC UK.....	17
Blasting Services au Royaume-Uni (forage minage) .....	17
Kemek en Irlande .....	18
EPC NORGE en Norvège.....	18
SEI .....	18
EPC EXPLO MAROC .....	18

Événements survenus depuis la clôture de l'exercice.....	19
Cession de STID.....	19
Signature d'une promesse de bail avec SOLAIRE DIRECT.....	19
Cession de l'activité Défense en Italie.....	19
Politique Sécurité Santé Environnement.....	20
Système de gestion de la sécurité santé environnement.....	20
Des actions en matière de sécurité santé.....	21
Le renforcement de la sûreté.....	21
Prise en compte croissante de problématiques liées à l'environnement.....	22
Résultats du Groupe EPC pour 2009.....	23
Recherche et Développement.....	23
Perspectives 2010.....	23
Franchissement de seuil.....	24
Transactions sur titres.....	24
Prises de participation.....	24
Administrateurs.....	25
Rémunération des mandataires sociaux.....	27
Résultat – Affectation.....	30
Projet de résolutions.....	31

# Rapport de gestion

---

**Mesdames, Messieurs,**

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis pour vous exposer, d'une part, l'activité de notre Société et des sociétés du Groupe pendant l'exercice écoulé, les résultats de cette activité et les perspectives d'avenir et, d'autre part, vous présenter et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes consolidés du Groupe et ceux de notre Société, afférents au cent quinzième exercice social clos le 31 décembre 2009.

## **EXPLOSIFS ET PRODUITS CHIMIQUES – COMPTES SOCIAUX**

Le chiffre d'affaires s'élève à un montant de 2.3 M€, contre 3.8 M€ en 2008.

La perte d'exploitation s'est réduite, passant de -9.5 M€ à -6.5 M€, traduisant les efforts réalisés pour maîtriser les frais généraux au niveau du Groupe.

Le résultat net affiche une perte de -4.1 M€, contre une perte de -27.2 M€ l'année précédente (pour mémoire, les comptes 2008 étaient impactés pour 25 M€ des conséquences de l'affaires STIPS TI).

La dégradation du résultat net hors impact STIPS TI s'explique par des remontées de dividendes moins importantes en 2009 qu'en 2008.

## **COMPTES CONSOLIDÉS**

Le chiffre d'affaires du Groupe à fin 2009 s'élève à 272.0 M€ en retrait de -8.5 % par rapport aux 297.1 M€ de l'exercice 2008.

En milliers d'euros	<b>2009</b>	<b>2008 Retraité</b>	<b>Variation %</b>
France & Benelux (dont Holding)	113 407	118 396	-4,2%
Europe du Nord et de l'Est	100 437	110 448	-9,1%
Europe du Sud, Afrique et autres	58 128	68 256	-14,8%
<b>Total</b>	<b>271 972</b>	<b>297 100</b>	<b>-8,5%</b>

En 2009, le chiffre d'affaires de 272 M€ se compare à 289.6 M€ en 2008 à taux de change et périmètre constant, soit une baisse de 6.4%.

En milliers d'euros	2009	2008	Variation %
France & Benelux (dont Holding)	113 407	118 799	-4,5%
Europe du Nord et de l'Est	100 437	107 682	-7,6%
Europe du Sud, Afrique et autres	58 128	63 114	-7,9%
<b>Total</b>	<b>271 972</b>	<b>289 595</b>	<b>-6,4%</b>

Le résultat opérationnel courant s'établit à 7.5 M€ contre 5.3 M€ en 2008, soit une progression de 41%. Cette amélioration dans un environnement difficile s'explique par le redressement des comptes de certaines activités historiquement déficitaires comme la Guinée et la Norvège qui contribuent aujourd'hui positivement au résultat du Groupe par la gestion au plus serré des frais généraux et par la prise rapide de mesures de restructuration sur les marchés les plus affectés, en Irlande notamment.

Le résultat net consolidé ressort en bénéfice de 1.3 M€ à comparer à celui de l'exercice précédent qui ressortait en perte de (26.9) M€.

## SITUATION FINANCIÈRE ET RISQUES

### MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT

En 2009, la marge brute d'autofinancement s'établit à 13 M€.

En milliers d'euros	Exercice	
	2009	2008 Retraité
<b>Résultat net consolidé</b>	<b>1 321</b>	<b>-26 871</b>
Elim. du résultat des mises en équivalence	- 2 273	-2 717
Elim. des amortissements et provisions	14 023	35 995
Elim. des résultats de cession et des pertes et profits de dilution	122	-23 967
Elim. des produits de dividendes / autres produits	-133	316
<b>Marge brute d'autofinancement</b>	<b>13 060</b>	<b>-17 244</b>

### DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

En 2009, les dépenses d'investissements en immobilisations corporelles (incluant les biens acquis en crédit bail) s'élèvent 14.7 M€ à comparer à 22.4 M€ en 2008.

Cette baisse significative correspond à la volonté du Groupe d'avoir une approche particulièrement sélective des projets d'investissements dans un contexte économique incertain.

En plus des investissements de renouvellement et de mise aux normes habituels, les principaux projets d'extension de capacité menés à bien en 2009 concernent :

- La construction de l'usine d'émulsion pour le projet de Sydvaranger en Norvège qui a démarré en novembre 2009.
- La construction d'une usine de production d'ANFO en Espagne qui a démarrée en mars 2010.
- L'extension des installations de production en Suède.
- La construction d'une usine d'assemblage de détonateurs non électriques au Royaume Uni.

## BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION

Le besoin en fonds de roulement affiche une réduction de 3.4%, inférieure à la réduction du chiffre d'affaires. Les efforts réalisés par le Groupe pour accélérer les encaissements clients notamment sur l'Afrique ont été compensés par la baisse du délai de paiement fournisseur dans les sociétés françaises résultant de l'application de la LME (loi de modernisation de l'économie).

En milliers d'euros	Exercice 2009	Exercice 2008
Stocks et en cours	31 603	30 670
Créances clients et autres créances	97 965	108 072
Dettes fournisseurs et autres dettes	(69 868)	(77 052)
<b>Total</b>	<b>59 700</b>	<b>61 690</b>

## FINANCEMENT

Le montant des dettes financières a diminué de 8.4 M€ au cours de l'exercice 2009 :

En milliers d'euros	Exercice 2009	Exercice 2008 Publié
Dettes financières non courantes	31 489	15 703
Dettes financières courantes (y compris découverts bancaires)	36 325	60 528
<b>Total dettes financières</b>	<b>67 814</b>	<b>76 231</b>

Le montant des dettes courantes (à moins d'un an) a diminué de 24,2 M€.

## TRÉSORERIE

La trésorerie nette a diminué de 6.2 M€ au cours de l'exercice 2009. Cette évolution traduit la meilleure optimisation par le Groupe de sa structure financière. En effet, une partie de ses excédents de trésorerie a été utilisée pour rembourser l'endettement court terme du Groupe.

En milliers d'euros	Exercice 2009	Exercice 2008
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	31 531	39 930
Découverts bancaires	(7 060)	(9 268)
<b>Total trésorerie nette</b>	<b>24 471</b>	<b>30 662</b>

## INFORMATION SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT

Décomposition des dettes fournisseurs dans les comptes sociaux d'EPC SA.

	TOTAL	ÉCHÉANCE EN NOMBRE DE JOURS				
		Échu	- de 30	De 30 à 60	De 60 à 90	Plus de 90 <sup>(1)</sup>
Au 31/12/2009	707	1	194	119	98	295

<sup>(1)</sup> Dont Fournisseurs, Factures non parvenues : 295 K€  
Fournisseurs, retenues de Garantie : 0 K€

## RISQUES

Le Groupe est confronté aux principaux risques suivants :

- Risque de recomposition de l'environnement concurrentiel dans le secteur des explosifs.
- Risque d'augmentation du prix des matières premières, notamment en matière de fluctuation du prix du gaz naturel, du pétrole et de l'ammoniac.
- Risques techniques liés à la dangerosité des métiers exercés par le Groupe.
- Risques réglementaires avec une évolution continue du renforcement des réglementations appliquées.

## FAITS MARQUANTS EN 2009

### DIRECTION GÉNÉRALE DU GROUPE EPC

Monsieur Antoine DARBOIS a quitté le Groupe EPC pour mener à bien des projets personnels dans le respect de son obligation de non concurrence.

Monsieur Henri LORAIN, Directeur Général Délégué du Groupe, a fait valoir ses droits à la retraite le 30 mars 2009. Il avait rejoint le Groupe en 1987 et avait occupé la fonction de Directeur Général pendant plus de 21 années. Il reste administrateur et Vice Président du Conseil d'Administration.

Monsieur OBST a été nommé Directeur Général le 24 juin 2009.

## **DG CONSTRUCTION**

L'ouverture de la procédure collective de STIPS TI, ayant imposé l'interruption, fin septembre 2008, du processus de rapprochement avec DG Construction, EPC a étudié avec eux la possibilité de réaliser ce rapprochement sur de nouvelles bases. Ces discussions n'ont pas abouti.

Le 30 décembre 2008, DG Construction, Financière Constructeam, qui détient 50% du capital de cette dernière, et certains dirigeants ont mis en demeure et assigné EPC devant le Tribunal de commerce de Paris en demandant pour réparation de leurs hypothétiques préjudices un montant de 8,725 millions d'euros toutes causes confondues.

EPC montrera devant le Tribunal que ces procédures sont abusives, en tous cas sans fondement, et que la réalisation du rapprochement annoncé en juillet 2008 est devenue impossible du fait de circonstances exclusives de toute faute d'EPC et donc de toute obligation de réparer un quelconque préjudice.

## **USINE DE SYDVARANGER EN NORVÈGE**

EPC NORGE, filiale norvégienne d'EPC, a signé début 2009 un contrat important de cinq ans de fourniture et mise en œuvre d'explosifs pour la mine de fer de Sydvaranger, au nord de la Norvège. L'usine d'explosifs a débuté sa production en novembre 2009. La montée en pleine charge a été réalisée en janvier 2010.

## **ARABIE SAOUDITE**

Le 6 mai 2009, le Groupe EPC a signé à Riyad, avec la société saoudienne Modern Chemicals, un accord de partenariat pour la création d'une société commune, Modern Chemical Services (MCS), détentrice de la 2<sup>ème</sup> licence de commercialisation et production d'explosifs d'Arabie Saoudite. Les statuts de la société ont été signés le 15 octobre 2009 entre les partenaires Modern Chemicals Company et EPC Minetech (filiale à 100% du Groupe EPC). La société a été dûment enregistrée auprès des autorités saoudiennes. Les travaux de construction ont commencé sur les deux sites de production.

Les premières productions et commercialisations d'explosifs sont attendues courant 2010.

## **BFMS (BURKINA FASO)**

En décembre 2009, la société Etruscan, exploitant la mine de Youga au Burkina Faso et cliente de notre filiale BFMS, a prononcé la résiliation anticipée du contrat de Forage Minage qui les liait. Notre filiale BFMS conteste les conditions dans lesquelles cette résiliation a été prononcée et va demander réparation des préjudices subis. Le résultat de la société a été classé en résultat des activités abandonnées au 31 décembre 2009.

## **EPC CESKA**

EPC Ceska a signé un contrat pour la réalisation du forage minage dans 7 nouvelles carrières en République Tchèque, confirmant ainsi sa position d'acteur majeur sur ce marché.

## **MINEXPLO**

La Joint Venture MINEXPLO montée en partenariat avec AEL au Royaume-Uni a démarré sa production industrielle de détonateurs non électriques au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009. Elle fournira dans un premier temps les filiales du Groupe au Royaume-Uni. Ces produits pourront à terme être exportés dans les autres filiales européennes du Groupe en fonction des besoins du marché.

## RESTRUCTURATION EN IRLANDE

L'importante restructuration entamée fin 2008 s'est achevée en 2009. Cette restructuration qui a touché près de la moitié des effectifs de la filiale, a été mise en œuvre pour adapter la structure à la baisse du marché.

## RESTRUCTURATION EN GUINÉE

Des actions fortes d'adaptation des moyens de production, face à la réduction du niveau d'activité en Guinée, ont été prises en 2009. Elles ont permis de rétablir la rentabilité d'exploitation des le 4<sup>ème</sup> trimestre de l'exercice.

## PROCÉDURE COLLECTIVE DE STIPS TI ET SES FILIALES

Les opérations de liquidation suivent leurs cours. Notamment, le 26 mars 2009, le Tribunal de Commerce d'Aix-en-Provence a prononcé la liquidation judiciaire de Roosevelt-Dumas, filiale indirectement détenue à 100% par STIPS TI. Roosevelt-Dumas avait pour actif majeur un terrain à Vaux-en-Velin.

## CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE

La lecture sur l'exercice 2009 des conséquences pour le Groupe de la crise est contrastée. Certains pays comme la Roumanie et l'Irlande subissent des baisses d'activité importantes alors que d'autres pays résistent bien. Le niveau particulièrement bas des taux court terme a été positif pour le Groupe compte tenu de la structure de son endettement.

## ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

### ZONE FRANCE BÉNÉLUX

En M€	2009	2008
Chiffre d'Affaires	113 407	<b>118 396</b>
Résultat Opérationnel Courant	- 2 008	<b>- 735</b>

- L'activité a été particulièrement difficile en 2009 sur la zone dans les activités d'explosifs et de forage minage. Le secteur de carrières a été particulièrement touché aussi bien en France qu'en Belgique. La reprise d'une activité dynamique dans les tunnels, intervenue en fin d'année, n'a pas pu compenser la faiblesse de l'activité sur les autres chantiers de travaux publics.
- Le secteur de la démolition et du désamiantage a, en revanche, été bien orienté en particulier pour les sociétés actives dans le domaine du logement. Ce secteur a en effet bénéficié des premières mesures du plan de relance gouvernemental sur le deuxième semestre. La démolition industrielle est en revanche restée atone sur tout l'exercice suivant en cela la tendance générale des budgets d'investissements dans l'industrie.

La baisse du résultat opérationnel traduit ce faible niveau d'activité ainsi que les pressions sur les prix de vente qui ont été orientés à la baisse sur la période. L'activité démolition produit un résultat nettement positif en 2009 bien qu'en retrait par rapport à 2008 (hors STIPS TI). Les résultats 2008 avaient été soutenus par un prix très élevé de la ferraille.

## ZONE EUROPE DU NORD – EUROPE DE L'EST

En M€	2009	2008
Chiffre d'Affaires	100 437	<b>110 448</b>
Résultat Opérationnel Courant	5 885	<b>4 995</b>

La baisse du chiffre d'affaire traduit la poursuite du décrochage des marchés irlandais et roumains qui pâtissent du ralentissement drastique des chantiers d'infrastructure. Après un premier trimestre difficile en raison des conditions météorologiques en Allemagne et en Europe Centrale notamment, l'activité s'est nettement redressée sur la fin de l'année 2009. La performance de la Pologne a été bonne grâce notamment aux travaux d'infrastructure préparatoires à la Coupe d'Europe de football. L'activité au Royaume-Uni est restée stable sur la période, elle est en léger recul en Scandinavie.

Dans ce contexte, la progression du résultat opérationnel constitue une vraie performance. La baisse du résultat de l'Irlande, contributeur historiquement très important de la zone, a été compensée par l'augmentation du résultat au Royaume-Uni et en Scandinavie.

En Grande-Bretagne, l'activité « explosif » a été soutenue par le redémarrage du secteur minier et par la très bonne tenue des additifs diesels. Après une année 2008 extrêmement difficile, la Norvège a renoué avec les bénéfices grâce à une politique sélective privilégiant les marges au volume. La Pologne a commencé à bénéficier de sa nouvelle unité de production d'émulsion. Le marché allemand reste extrêmement concurrentiel avec des niveaux de prix bas qui pénalisent les résultats de nos filiales dans ce pays.

## ZONE EUROPE DU SUD, AFRIQUE ET AUTRES

En M€	2009	2008
Chiffres d'Affaires	58 128	<b>68 256</b>
Résultat Opérationnel Courant	3 614	<b>207</b>

L'activité est en retrait sur 2008 du fait de l'abandon des activités chez Nitrokemfor Services en Guinée et de BFMS au Burkina Faso, et également d'un recul important du chiffre d'affaires de l'activité « explosif » en Italie.

Le résultat opérationnel courant s'améliore en revanche nettement grâce à la suppression des foyers de perte en Afrique sub-saharienne. Les résultats se sont significativement améliorés en Guinée grâce à une gestion rigoureuse de l'exploitation et à l'ajustement des frais de structure. Le Maroc a connu un début d'année difficile en raison des conditions climatiques, la fin de l'exercice a montré une très nette amélioration qui a permis de dégager un résultat significativement meilleur qu'en 2008. L'activité en Espagne a été faiblement impactée par la conjoncture ce qui a permis de maintenir les comptes à l'équilibre. L'Italie a également maintenu son résultat grâce à une bonne tenue des prix dans un contexte de volume déprimé.

## ÉVOLUTION DES PRINCIPALES FILIALES

### En France

#### **EPC FRANCE**

L'exercice 2009 a été marqué par une baisse du chiffre d'affaires France et Export de l'ordre de 11% par rapport à l'an dernier, mais de 16% en France. La faible activité dans les carrières et dans les TP explique ces mauvais résultats, bien qu'ils aient été compensés en partie par des prises de marché sur la concurrence. Ce manque d'activité se traduit par une concurrence plus dure sur les prix dont le niveau moyen baisse encore par rapport à l'an dernier.

L'activité « tunnel » progresse bien grâce en particulier aux compétences du personnel et de l'UMFE Morse.

Le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 33,7 M€, contre 37,5 M€ pour l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation ressort à -1,2 M€, à comparer aux -0,9 M€ en 2008.

Le résultat net de l'exercice se solde par une perte de 3,4 M€, contre une perte de 1,9 M€ au titre du précédent exercice.

#### **SIMECO**

L'exercice 2009, prévu en fort retrait, aura finalement été légèrement en dessous de celui de 2008 grâce à la capacité de la société à conserver ses parts de marché durant la crise.

L'activité « confortement – travaux en accès difficile » a permis de maintenir les marges grâce à de nouvelles investigations sur les marchés publics et des réalisations très techniques.

L'activité « fondations spéciales » a connu un chiffre d'affaires en progression avec une marge positive.

Concernant l'activité « minage TP et carrières », bien qu'en nette diminution, une bonne organisation a permis de mener parallèlement trois chantiers de haute technicité qui ont fait la différence.

La complémentarité des métiers du Minage, du Confortement et des Fondations Spéciales a permis de maintenir les résultats.

En matière de Qualité Environnement des démarches ont été entamées afin d'obtenir la certification ISO 14001 en 2010.

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 13,8 M €, contre 14,6 M € au titre de l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation ressort à 0,9 M€, contre 1,2 M€ en 2008.

Le résultat de l'exercice se solde par bénéfice de 0,6 M€, contre 1 M€ au titre de l'exercice précédent.

## **ALPHAROC**

L'année 2009 a été marquée par un fort déclin du chiffre d'affaires de l'activité « Confortement et Grands Travaux ». Seuls les chantiers démarrés en 2008 se sont poursuivis et peu de projets ont été lancés en 2009, année par ailleurs marquée par de nombreuses intempéries qui ont pesé sur les résultats.

L'activité « minage en carrières » a connu une très forte diminution des volumes sur l'année, aggravée par la perte d'une grosse carrière qui n'a pu être compensée par les nouveaux clients.

En revanche l'activité « tunnels » a été très dynamique et marquée par l'obtention de marchés importants à partir du second semestre.

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 8,8 M€, contre 12,3 M€ au titre de l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation, y compris opérations faites en commun, ressort en bénéfice de 0,3 M€, contre un bénéfice de 0,4 M€ en 2008.

Le résultat de l'exercice se solde par un bénéfice de 0,3 M€, contre un bénéfice de 0,2 M€ au titre de l'exercice précédent.

## **OCCAMAT**

L'activité est restée soutenue grâce aux commandes enregistrées fin 2008 et début 2009. Il faut ajouter la réalisation, pour le secteur déconstruction, de chantiers en collaboration avec ATD. Le chiffre d'affaires, hors paiement direct, est resté élevé et nous avons conservé un niveau de rentabilité intéressant malgré la tension des prix.

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 24.1 M€, contre 18.5 M€ au titre de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique essentiellement par la prise en compte dans les chiffres 2009 de la sous-traitance en paiement direct.

Le résultat d'exploitation ressort à 0.4 M€, contre 0.9 M€ en 2008.

Le résultat de l'exercice se solde par un bénéfice de 0.1 M€, à comparer aux 0.5 M€ de l'année dernière.

Les résultats sécurité se sont nettement améliorés après une année 2008 plutôt mauvaise. Dans la continuité de la politique Groupe, OCCAMAT continue de travailler afin d'améliorer encore ses résultats.

Le marché s'est nettement contracté en 2009 en terme de consultation, et en particulier sur le deuxième semestre. La concurrence qui s'est renforcée les années précédentes a joué un rôle prépondérant sur le niveau de prix de marché.

## **ATD**

L'activité 2009 a été marquée par une activité soutenue tout au long de l'année grâce au bon niveau de carnet de commandes. Les enregistrements de commandes de l'exercice ont en revanche été difficiles, en particulier sur le marché industriel du fait de la morosité des marchés et d'une forte concurrence.

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 12,2 M€, contre 9,5 M€ au titre de l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation ressort à 0,3 M€, contre 0,4 M€ en 2008.

Le résultat de l'exercice se solde par un bénéfice de 0,2 M€, contre un bénéfice de 0,1 M€ au titre de l'exercice précédent,

## **PRODEMO**

Le marché francilien est entré dans la crise avec 6 mois de retard par rapport au marché national entraînant une forte pression sur les prix. Toutefois, le chiffre d'affaires et le résultat ont pu être maintenus à un bon niveau grâce aux chantiers traités avant la crise. Les chantiers en cours fin 2008 se sont terminés dans de bonnes conditions économiques et techniques.

L'effectif a légèrement augmenté, en rapport avec la stabilisation du CA à un niveau élevé.

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 8,2 M€, contre 8,3 M€ au titre de l'exercice précédent,

Le résultat d'exploitation ressort à 0,6 M€, contre 0,4 M€ en 2008.

Le résultat net de l'exercice se solde par un bénéfice de 0,6 M€ (contre un bénéfice de 0,1 M€ au titre de l'exercice précédent).

## **FILIALES ÉTRANGÈRES**

### **EPC UK**

Le chiffre d'affaires est en progression pour s'établir à 39.5 M£ (44,3 M€) contre 37.6 M£ (44,6 M€) en 2008.

Le résultat opérationnel s'établit à 3.8 M£ (4,2 M€) contre -3,3 M£ (-3,9 M€) en 2008.

L'activité « explosif » a été soutenue cette année, le redémarrage des activités minières compensant la baisse rencontrée sur les chantiers de travaux publics.

Les « Additifs Diesels » ont connu des records d'activité en 2009, (+10% par rapport à 2008), dans un contexte de prix particulièrement favorable.

Le fond de pension a réduit son déficit en 2009 grâce à la hausse des marchés financiers. Du fait des hypothèses actuarielles retenues fin 2008, la société a néanmoins été obligée de constater un coût financier de 0.8 M£ (0,9 M€) sur l'exercice.

Le résultat net reste néanmoins en forte progression à +2.4 M£ (2,7 M€) contre 1,6 M£ (1,9 M€) en 2008. A noter que la société paye à nouveau l'impôt cette année, les déficits reportables ayant été intégralement épuisés.

### **BLASTING SERVICES AU ROYAUME-UNI (FORAGE MINAGE)**

Le chiffre d'affaires est en nette baisse en 2009 pour s'établir à 7.6 M£ (8,5 M€) contre 9.4 M£ (11,15 M€) en 2008.

Le résultat opérationnel ressort en perte de 0.1 M£ (0,11 M€) contre un résultat à l'équilibre en 2008

La société a été pénalisée par la baisse d'activité dans les carrières et l'absence de grandes opérations de travaux publics. Elle a néanmoins continué à consolider sa position dans le secteur des mines de charbon à ciel ouvert.

Le résultat net ressort en perte de 0.1 M£ (0,11 M€) contre un résultat à l'équilibre en 2008.

## **KEMEK EN IRLANDE**

L'exercice 2009 a été marqué par une baisse spectaculaire de l'activité. Cette baisse avait été amorcée au deuxième semestre 2008 et s'est prolongée sur l'ensemble de l'exercice. Cette baisse est liée à la baisse massive dans le secteur de la construction et des travaux publics

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a baissé pour s'établir à 25.2 M€, contre 43.8 M€ en 2008.

Le résultat net est passé de 11 M€ à 2 M€ en 2009. A noter que la société a mis en place un plan de restructuration très important la conduisant à fermer son unité de production de gel en Irlande du Nord et à redimensionner sa structure de distribution. Les coûts de restructuration ont représentés 1.4 M€ sur l'exercice.

## **EPC NORGE EN NORVÈGE**

Le chiffre d'affaires d'EPC Norge s'est retrouvé en légère baisse en 2009 à 56 MNOK (6,4 M€), contre 64 MNOK (7,2 M€) en 2008.

Le résultat opérationnel affiche un bénéfice de 0.4 MNOK (0,04 M€) contre une perte -14.2 MNOK (-1,6 M€) en 2008. Ce rétablissement spectaculaire a été le résultat combiné du changement de management et d'une approche commerciale beaucoup plus sélective qui a permis de restaurer les marges.

La société a également consacré une partie importante de ses efforts à la construction de la nouvelle usine de production d'émulsion située sur la mine de fer de Sydvaranger au nord du pays. Cette unité est entrée en production en novembre 2009 et produira ses pleins effets en termes d'activité et de résultat en 2010.

## **SEI**

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 33.9 M€, contre 39.2 M€ en 2008, soit une baisse de 13%.

Le résultat d'exploitation atteint le montant de 1.4 M€, contre 2.5 M€ en 2008.

Le résultat net ressort en bénéfice à 0.5 M€, à comparer aux 0.4 M€ de 2008.

Dans l'activité « explosifs industriels », l'année 2009 a été marquée par un retrait des volumes, en particulier sur le 2<sup>ème</sup> semestre, en partie compensé par des hausses de prix de vente.

En matière de défense, en revanche, le chiffre d'affaires n'a été qu'en légère baisse sur l'exercice. Le carnet de commandes pour l'année 2010 s'annonce satisfaisant.

## **EPC EXPLO MAROC**

Le chiffre d'affaires s'est élevé 110.5 MMAD (9,7 M€) en augmentation par rapport à celui de l'année précédente qui s'élevait à 97.7 (8,6 M€) MMAD.

Le résultat d'exploitation est à nouveau en progression à 9.2 MMAD (0,81 M€) contre 0,1 MMAD (0,01 M€) en 2008.

Le résultat net présente un bénéfice de 6.8 MMAD (0,59 M€), à comparer à une perte de 0.8 MMAD (0.07 M€) en 2008.

Sur l'ensemble de l'année 2009 l'activité a été bonne malgré un début d'année difficile lié aux conditions météorologique qui a entraîné des retards sur les chantiers de Travaux Publics.

L'année 2010 s'annonce en ligne avec 2009. La bonne tenue des volumes et des prix constatée fin 2009 se poursuit début 2010.

## **ÉVÉNEMENTS SURVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE**

### **CESSION DE STID**

La Société STID, filiale à 100% du Groupe, a été cédée à ses dirigeants le 25 février 2010. Cette société active dans la démolition de sites industriels en Lorraine n'avait pas de synergie réelle avec le Groupe. Les actifs de cette filiale ont été reclassés en actifs destinés à être cédés au 31 décembre 2009.

### **SIGNATURE D'UNE PROMESSE DE BAIL AVEC SOLAIREDIRECT**

Le 11 mars 2010, EPC a signé avec Solairedirect les premiers accords (dont une promesse de bail) formalisant le partenariat en vue de l'installation, sur le site de EPC FRANCE de Saint Martin de Crau, d'un parc photovoltaïque d'une puissance de l'ordre de 50 MWc.

EPC FRANCE dispose à SMC d'un terrain particulièrement bien adapté à la production d'énergie solaire. Solairedirect est l'un des acteurs français majeurs du secteur photovoltaïque, intégrant une large part de la chaîne des métiers, de la production de panneaux au développement de projets.

L'objectif, ambitieux, vise à la création de l'un des plus importants parcs photovoltaïques d'Europe. La signature de ces accords permet de démarrer la phase de l'étude d'impact. Objectif de démarrage de la construction : fin 2011/début 2012.

### **CESSION DE L'ACTIVITÉ DÉFENSE EN ITALIE**

Le 24 mars 2010, EPC a accepté de céder au groupe allemand Rheinmetall l'activité et les biens composant la Division défense de sa filiale italienne Società Esplosivi Industriali Spa (SEI). Rheinmetall reprendra ces activités sous le nom RWM Italia Munitions S.r.l.

SEI Spa continuera son activité actuelle dans le secteur des Explosifs à usage civil sur le marché italien où cette société est leader.

La reprise de cette activité Défense par RWM Italia Munitions S.r.l. prendra effet dès l'obtention de toutes les autorisations de la part des autorités italiennes.

Les parties ont décidé de ne pas diffuser publiquement le montant de l'opération.

Ce désinvestissement dans un secteur non stratégique pour EPC est partie intégrante de la stratégie du Groupe de se concentrer sur les Explosifs à usage civil, son cœur de métier. Cela permettra en outre à SEI Spa de se renforcer sur le marché Italien des explosifs en ayant tous les moyens pour saisir les opportunités possibles de développement.

On n'anticipe pas d'impact significatif sur le résultat consolidé du Groupe lors de la réalisation de cette opération. Elle aura en revanche un impact favorable, à terme, sur l'endettement net consolidé.

## POLITIQUE SÉCURITÉ SANTÉ ENVIRONNEMENT

EPC a poursuivi quatre axes prioritaires en matière de Sécurité Santé Sûreté Environnement en 2009 :

- La poursuite du développement du système de gestion de la sécurité, santé, environnement.
- Des actions plus spécifiques en matière de sécurité santé.
- Le renforcement de la sûreté.
- La prise en compte croissante de problématiques liées à l'environnement.

### SYSTÈME DE GESTION DE LA SÉCURITÉ SANTÉ ENVIRONNEMENT

Le système de gestion de sécurité santé environnement du Groupe EPC s'applique pour ses implantations situées en Europe ou en Afrique ainsi qu'en Arabie Saoudite depuis 2009. Animé par la Direction Sécurité Hygiène Environnement, rattachée directement à la Direction Générale du Groupe, ce système de gestion est applicable à toutes les filiales quelles que soient leurs implantations géographiques et leurs activités.

Il repose sur :

- Un engagement fort de la Direction du Groupe et des Directions des Filiales, matérialisé par une déclaration Santé Sécurité Environnement du Groupe EPC spécifiant :
  - La vision du Groupe EPC et les objectifs en matière de Sécurité Santé Environnement. Cette vision a été modifiée et sera communiquée en 2010. Elle revendique désormais clairement le ZERO accident.
  - Les principes du Groupe EPC en matière de Sécurité Santé Environnement déclinés dans l'ensemble du Groupe. Ces principes ont fait l'objet d'un projet de modifications.
- Un contrôle au travers d'audits et d'inspections systématiques.
- Une analyse systématique des accidents.
- Une mobilisation du personnel.

Les éléments apportés en 2009 au système de la gestion de la sécurité, santé et environnement du Groupe EPC sont les suivants :

- **Comité**

Le comité de Direction Groupe « *sécurité santé environnement* » est actif. Ce comité se réunit tous les 3 mois soit 4 réunions en 2009. Il est composé de la direction générale, des directions opérationnelles et de fonctionnels. Son rôle consiste à être le garant et à assurer le suivi de l'application de la politique Sécurité Santé Environnement décidée par le Président. Il se réunit trimestriellement. A l'image de ce comité, chaque filiale a mis en place un comité filiale sécurité santé environnement.

- **Objectifs 2009 :**

Des objectifs en matière de sécurité santé environnement ont été définis par le comité et communiqués à chacune des filiales. Le suivi des objectifs est validé lors des réunions de comité groupe Sécurité Santé Environnement.

- **Suivi d'indicateurs mensuels :**

Les indicateurs permettent d'évaluer la performance du Groupe dans son ensemble mais aussi de faire des « zooms » en fonction des zones géographiques ou par métier.

- **Règles d'or**

Des règles communes au sein du Groupe ont été définies.

## **DES ACTIONS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ SANTÉ**

Pour 2009, les actions supplémentaires initiées par le Groupe ont été :

- **Formation**

Un programme de poursuite de formations aux visites de sécurité sur le terrain par les directions locales et leurs équipes a été mis en place au cours de l'exercice et ce pour plusieurs pays : le Royaume-Uni, l'Irlande, la Suède, la Norvège, la Pologne, la République Tchèque et l'Espagne. 29 salariés ont été formés pour améliorer la sécurité grâce à des changements de comportement. Ces visites sécurité sont l'occasion sur le terrain de se rendre compte des situations dangereuses, de les identifier et de les corriger en associant le personnel concerné.

- **Risque routier**

Le risque routier est considéré comme un enjeu majeur pour l'amélioration de la sécurité par le Groupe. A ce titre, il convient de rappeler 2 actions réalisées :

1. Une pause sécurité a été demandée par la direction générale. Il s'agit de réfléchir et de sensibiliser l'ensemble du personnel de toutes les filiales par des réunions organisées par les directions locales à la prévention du risque routier. Les conclusions de ces pauses ont été communiquées.
2. Un groupe de travail interne au Groupe a été constitué pour proposer un standard risque routier avec 8 exigences et des recommandations à implanter avant octobre 2009.

- **Risque feu**

Le risque feu avait été identifié lors d'un diagnostic sécurité comme un élément à améliorer en sensibilisant notre personnel et en renforçant l'application des bonnes pratiques. Une pause sécurité a été réalisée dans chaque filiale avec communication d'un support « risque feu » destiné à l'ensemble des salariés. Un courrier de la direction générale a rappelé l'importance de réaliser des exercices d'évacuation et d'entraîner les salariés à la pratique des extincteurs.

## **LE RENFORCEMENT DE LA SÛRETÉ**

Des efforts marqués pour le renforcement de la sûreté ont été déployés dans plusieurs pays, notamment pour rendre plus sûr le déplacement de nos salariés.

Un projet de mise en place d'un programme d'assistance crise et sécurité, destiné aux salariés du Groupe EPC dans le cadre de leurs déplacements ou séjours professionnels à l'étranger a été étudié et finalisé en fin d'année 2009.

Ce programme d'assistance met l'accent sur la prévention et la préparation des voyages en mettant à disposition des salariés des outils via un site web par :

- des informations liées à la sécurité du pays ;
- les précautions à respecter pour une bonne organisation des voyages.

## **PRISE EN COMPTE CROISSANTE DE PROBLÉMATIQUES LIÉES À L'ENVIRONNEMENT**

### **• REACH**

REACH, nouvelle réglementation européenne adoptée en décembre 2006, correspond à l'enregistrement, l'évaluation, l'autorisation et aux restrictions relatives à l'usage des substances chimiques.

Il s'agit de s'assurer que les produits chimiques sont sûrs et que l'information liée à la sécurité est disponible sur toute la chaîne d'approvisionnement.

L'impact pour le Groupe EPC est parfaitement identifié : il concerne en tant que producteur les deux substances suivantes , d'une part le nitrate de monométhylamine, intermédiaire pour la fabrication de gels explosifs et, d'autre part, le di-éthyl hexyl nitrate, additif pour le gasoil. Pour ces deux substances, des dossiers d'enregistrement seront déposés à l'ECHA avant l'échéance de novembre 2010. Les enregistrements seront sous traités à des prestataires de service.

Concernant la communication à effectuer sur la chaîne d'approvisionnement pour nos achats de substances nécessaires à nos activités ou productions, une démarche Groupe a été lancée avec un contrôle et un suivi des actions obligatoires à effectuer par chaque filiale pour garantir une conformité à la réglementation Reach.

### **• Décontamination Démantèlement Dépollution de sols.**

Un suivi des dépenses dans le cadre des obligations liées aux normes comptables IFRS est réalisé chaque année pour mettre à jour les estimations initiales des filiales concernées, effectuées en 2006.

### **• Promotions d'actions de développement durable**

Des actions s'inscrivant dans une logique de développement durable continuent à être menées sur un site pilote au cours de l'exercice :

- diminution constatée par rapport à l'année précédente des consommations d'eau de 10 % par amélioration d'une partie du réseau ;
- diminution constatée par rapport à l'année précédente de 12% des consommations d'énergie par changement de chaudière et de 10 % des rejets de CO2 par réduction des consommations énergétiques et d'opérations de brûlage.

### **• Sites Seveso**

Dans le cadre de l'exploitation de sites SEVESO seuil haut, principalement en France, Grande Bretagne et Italie, le Groupe EPC s'est assuré du respect de ses obligations par rapport aux différentes réglementations locales, par des couvertures responsabilité civile adéquates.

Par ailleurs, les polices d'assurance Groupe mises en place lors de la constitution de la société captive de réassurance EPCapRé, intègrent 3 types de couverture :

- Responsabilité Civile Exploitation ;
- Responsabilité Civile Générale ;
- Responsabilité Civile Atteintes à l'Environnement.

Le périmètre de ces polices d'assurance a été élargi en 2009 de la façon suivante :

- Toutes les filiales françaises sont désormais assurées pour ces 3 niveaux de couverture ; à cela s'ajoutent également les filiales dans les pays suivants : Belgique, Suède, Norvège, Royaume-Uni, Allemagne, Espagne.

Cet effort d'extension va se poursuivre en 2010 avec l'ajout des filiales en Pologne, Roumanie, Maroc.

## RÉSULTATS DU GROUPE EPC POUR 2009

Les résultats du Groupe font l'objet d'un rapport publié chaque mois et sont composés d'indicateurs permettant de suivre l'évolution des résultats. Les indicateurs historiques basés sur des statistiques permettent d'analyser l'évolution de notre performance.

Ces résultats montrent une amélioration de la performance depuis 2006 grâce à une réduction du taux de fréquence de 40 %.

	2006	2007	2008	2009
Nombre d'accidents avec arrêt	97	99	75	70
Taux de fréquence des accidents avec arrêt	30	26	18	18
Taux de gravité des accidents avec arrêt	0,75	0,90	0,36	0,36

## RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Le Groupe poursuit ses projets de développement des technologies d'explosifs « vrac » ainsi que le développement de cartouches d'émulsion et de boosters répondant mieux aux attentes des clients Mines, Carrières et Travaux Publics.

Par ailleurs, sont développées de nouvelles approches de gestion des tirs, depuis la conception des plans de tirs jusqu'aux contrôles après la réalisation des tirs, visant à optimiser les paramètres d'exploitation des clients du Groupe.

## PERSPECTIVES 2010

Pour la zone France Benelux, les perspectives 2010 restent incertaines. Une attention particulière sera portée sur le niveau des frais généraux et sur le choix des investissements. En revanche, la reprise de grands chantiers d'infrastructure TGV qui devrait se concrétiser pour le Groupe en 2011 donne une bonne visibilité à moyen terme pour l'activité. Par ailleurs un certain nombre de projets de démolition dans les domaines industriels et de l'énergie, qui ont été retardés en 2009, devront nécessairement se faire pour des raisons environnementales. Ils contribueront également à soutenir l'activité sur la zone.

L'activité sur la zone Europe du Nord et de l'Est est attendue en hausse en 2010 notamment en Scandinavie avec l'exploitation de l'usine de Sydvaranger. Les mesures de restructuration prises en Irlande et au Royaume-Uni devraient permettre de maintenir les résultats à un niveau satisfaisant.

Les perspectives de la zone Europe du Sud, Afrique et Moyen Orient sont mieux orientées notamment en Afrique sub-saharienne, où certains contrats sont en cours de renégociation. Le Maroc est également bien orienté. L'Espagne devrait bénéficier du démarrage de sa nouvelle usine d'ANFO.

## FRANCHISSEMENT DE SEUIL

Nous n'avons reçu, au cours de l'exercice, aucun avis de franchissement d'un seuil de détention de 5 % de nos actions.

Selon les informations qui nous sont parvenues, l'identité des Actionnaires détenant plus de 5 % du capital de la Société à la clôture de l'exercice est la suivante :

- détention entre 5 % et 10 % du capital : COMPAGNIE FINANCIERE NOBEL,
- détention entre 50 % et 66,66 % du capital: Société E.J. BARBIER (plus de 66.66% des droits de vote).

## TRANSACTIONS SUR TITRE

En 2009, selon les chiffres cumulés publiés en fin d'exercice par EURONEXT, le volume des transactions sur les actions de la Société a concerné, sur l'ensemble de l'année, 2 326 titres, soit 1,38 % des actions pour un montant en capitaux de 504 260 €, ce qui représente une valeur moyenne de 216,79 € par titre.

Ces chiffres sont à comparer aux 6 871 titres échangés en 2008 pour un montant en capitaux de 1 685 750 €.

A fin décembre 2009 le cours de l'action s'élevait à 238,98 €, contre 121€ l'année précédente.

Le 31 décembre 2009, la Société détenait 16.102 de ses propres actions, d'une valeur nominale de 31 € chacune, représentant 9,56 % du capital, qu'elle avait achetées au prix moyen de 153,97 €, conformément aux dispositions de l'article L.225-209 du Code de commerce.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 24 juin 2009 a renouvelé l'autorisation donnée au Conseil d'opérer en Bourse sur les actions de la Société en vue de régulariser les cours, par achat et/ou vente de petites quantités d'actions, en contre tendance du marché et en respectant les conditions suivantes :

- le nombre maximum d'actions pouvant être acquises restera dans la limite de 0,44% du total des actions de la Société,
- le prix maximum d'achat sera de 250 € et le prix minimum de vente de 250 €,
- l'autorisation étant valable jusqu'à la tenue de la prochaine Assemblée statuant sur les comptes.

Au titre de l'exercice écoulé, il n'a été procédé à aucune acquisition ou cession d'actions dans le cadre de la régularisation des cours.

Nous vous proposons de renouveler l'autorisation donnée au Conseil d'Administration pour opérer en Bourse sur les actions de la Société en vue de régulariser les cours par achat et/ou vente, en contre tendance du marché, de petites quantités d'actions ne pouvant, en tout état de cause, représenter plus de 0,44 % du capital social et moyennant un prix maximum d'achat de 200 € et un prix minimum de vente de 300 €.

## PRISES DE PARTICIPATION

EPC a augmenté son pourcentage de détention dans ses filiales EPC Ceska et EPC Romania à l'occasion d'opérations d'augmentation de capital.

## ADMINISTRATEURS

Conformément aux dispositions de la loi relative aux nouvelles régulations économiques, nous vous communiquons la liste des mandats et fonctions exercés en France et à l'étranger par chacun des mandataires sociaux durant l'exercice 2009 :

### Le Président : M. Paul de BRANCION

- Président du Conseil d'Administration et Administrateur de la SA EPC
- Président de la Société : \* E.J. BARBIER
  - \* DEMOKRITE
  - \* EPC MINETECH
  - \* LES DEPOTS D'EXPLOSIFS
  - \* DIOGEN
  - \* GENISSIAT PARTICIPATIONS
- Co-représentant d'EPC à la présidence de la SOCIETE DE MINAGE EN GUINEE
- Gérant de : \* SICIEX
  - \* NITRATES & ENGRAIS
- Président du Conseil d'Administration et Administrateur :
  - Au Luxembourg \* EPCapRé
  - En Belgique \* EPC Belgique
    - \* DGOM3
  - En Espagne \* GALILEO EXPLOSIVOS
  - En Grande Bretagne \* EPC UK
  - Au Maroc \* EPC MAROC
  - En Italie : \* SARDA
    - \* SEI
    - \* INTER.E.M.
- Gérant en Allemagne : \* EPC GmbH
- Administrateur de : \* EPC NORGE (Norvège)
  - \* EPC SVERIGE (Suède)

### Le Directeur Général: Olivier OBST

- Président de : \* EPC GMBH (Allemagne)
  - \* EPC MINETEK
  - \* SAMS
  - \* SMA
- Président et Administrateur de : \* SERAFINA (Espagne)
  - \* SOCCAP
- Directeur Général de : \* DEMOKRITE
  - \* EPC MINETECH
  - \* GENISSIAT PARTICIPATIONS
  - \* LES DEPOTS D'EXPLOSIFS
- Administrateur de : \* DGOM3 (Belgique)
  - \* EPC ESPANA (Espagne)
  - \* SEI (Italie)
  - \* EPC NORGE (Norvège)
  - \* EPC SVERIGE (Suède)
  - \* EDLS (Grande Bretagne)
  - \* GALILEO (Espagne)
  - \* IIE (Irlande)
  - \* INTER.E.M. (Italie)
  - \* KEMEK (Irlande)
  - \* MCS (Arabie Saoudite)

- \* SARDA (Italie)
- \* SILEX (Espagne)
- \* UIE (Irlande)

- Représentant permanent d'EPC FRANCE au Conseil d'Administration de SMG
- Représentant permanent d'EPC au Conseil d'Administration de SMG
- Représentant permanent de SOCCAP – Société Présidente de SFG
- Représentant d'EPC au Conseil d'Administration de KINSITE
- Représentant d'EPC au Conseil d'Administration d'EPCapRé (Luxembourg)
- Représentant d'EPC, Administrateur de : \* EPC BELGIQUE  
\* MARODYN

#### Le Vice Président M. Henri LORAIN

- Administrateur de : \* EPC SA  
\* EPCapRé (Luxembourg)  
\* EPC GmbH (Allemagne)  
\* EPC UK (Grande Bretagne)  
\* SEI (Italie)
- Administrateur et Vice-président d'AREAS Dommages, 49 rue Miromesnil, Paris 8<sup>e</sup>
- Administrateur d'AREAS Vie, 49 rue Miromesnil, Paris 8<sup>e</sup>

#### Les Administrateurs d'EPC

- M. Patrick JARRIER
- M. Aurélien KREJBICH
- Mme Elisabeth LABROILLE :  
Administrateur et Directeur Général d'E.J. BARBIER
- M. Pierre LAVERGNE
- M. Roger RICHARD
- Mme Jacqueline DUTHEIL de la ROCHERE :  
Administrateur et Directeur Général Délégué d'E.J. BARBIER

## RÉMUNÉRATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

Le présent chapitre rassemble les informations requises par le Code de commerce et les tableaux recommandés par le Code de gouvernement d'entreprise AFEP-MEDEF de décembre 2008 ou par la recommandation AMF du 22 décembre 2008 relative à l'information à donner dans les documents de référence sur la rémunération des mandataires sociaux.

### RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES EN NATURE

<b>Tableau 1 : Tableau de synthèse des rémunérations nettes et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social</b>		
<b>Paul de BRANCION Président</b>	2009	2008
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détaillées au tableau 2)	396 943	404 826
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 4)		
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 6)		
<b>TOTAL</b>	396 943	404 826

<b>Henri LORAIN Vice Président</b>		
	2009	2008
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détaillées au tableau 2)	94 024	118 742
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 4)		
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 6)		
<b>TOTAL</b>	94 024	118 742

<b>Olivier OBST Directeur Général</b>		
	2009	2008*
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détaillées au tableau 2)	218 936	58 875
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 4)		
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 6)		
<b>TOTAL</b>	218 936	58 875

\* *nommé le 3 octobre 2008*

**Tableau 2 : Tableau récapitulatif des rémunérations nettes  
de chaque dirigeant mandataire social**

<b>Paul de BRANCION Président</b>	2009		2008	
	montants dus	montant versés	montants dus	montants versés
rémunération fixe	368 357	368 357	368 909	368 909
rémunération variable				
rémunération exceptionnelle				
jetons de présence	23 594	23 594	30 925	30 925
avantages en nature	4 992	4 992	4 992	4 992
<b>TOTAL</b>	<b>396 943</b>	<b>396 943</b>	<b>404 826</b>	<b>404 826</b>

<b>Henri LORAIN Vice Président</b>	2009		2008	
	montants dus	montant versés	montants dus	montants versés
rémunération fixe	72 324	72 324	94 948	94 948
rémunération variable				
rémunération exceptionnelle				
jetons de présence	21 700	21 700	23 794	23 794
avantages en nature				
<b>TOTAL</b>	<b>94 024</b>	<b>94 024</b>	<b>118 742</b>	<b>118 742</b>

<b>Olivier OBST Directeur Général</b>	2009		2008	
	montants dus	montant versés	montants dus	montants versés
rémunération fixe	204 827	204 827	49768*	49768*
rémunération variable				
rémunération exceptionnelle				
jetons de présence	12 921	12 921	9 007	9 007
avantages en nature	1 188	1 188		
<b>TOTAL</b>	<b>218 936</b>	<b>218 936</b>	<b>58 775</b>	<b>58 775</b>

\* Rémunérations perçues à compter du 3 octobre 2008, date de la nomination d'O.Obst en qualité de mandataire social.

<b>Tableau 4 : Options de souscription ou d'achat d'actions attribuées durant l'exercice à chaque dirigeant mandataire social</b>						
Options attribuées à chaque dirigeant mandataire social	N° et date du plan	Nature des options (achat ou souscription)	Valorisation des options selon la méthode retenue pour les comptes consolidés	Nombre d'options attribuées durant l'exercice	Prix d'exercice	Période d'exercice
<b>NÉANT</b>						

<b>Tableau 5 : Options de souscription ou d'achat d'actions levées durant l'exercice par chaque dirigeant mandataire social</b>						
Options levées par chaque dirigeant mandataire social	N° et date du plan	Nature des options (achat ou souscription)	Valorisation des options selon la méthode retenue pour les comptes consolidés	Nombre d'options attribuées durant l'exercice	Prix d'exercice	Période d'exercice
<b>NÉANT</b>						

<b>Tableau 6 : Actions de performance attribuées à chaque dirigeant mandataire social</b>
<b>NÉANT</b>
Aucune action de performance n'a été attribuée par la société en 2009

<b>Tableau 7 : Actions de performance devenues disponibles durant l'exercice</b>
<b>NEANT</b>
Aucune action de performance n'est disponible en 2009

Le Président est tenu à une obligation de non concurrence prévue contractuellement dans le cadre de son activité, susceptible d'être indemnisée à son terme par application des règles en vigueur dans la convention collective de la chimie et dont l'éventuelle mise en œuvre devra respecter les préconisations du code du gouvernement d'entreprise de l'AFEP-MEDEF.

Il n'est pas prévu d'indemnité conventionnelle au titre du départ du Président ou du Directeur Général, ou plus généralement d'un mandataire social et ce, quelle que soit la cause de ce départ.

Concernant l'ancien Directeur Général, Antoine DARBOIS, qui a démissionné avec effet au 12 janvier 2009, le versement de l'indemnité de non concurrence (qui était totalement provisionnée sur l'exercice 2008) s'est poursuivi dans les conditions autorisées par le Conseil d'Administration du 11 octobre 2007, approuvées par l'Assemblée Générale du 19 juin 2008 et modifiées par le Conseil d'Administration du 22 décembre 2008.

## RÉGIMES DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRES

Le Président et le Directeur Général bénéficient d'un complément de retraite par capitalisation à cotisations définies (Article 83) et d'un régime de retraite à prestations définies (Article 39).

Ces régimes de retraite complémentaires ont été mis en place en 2006.

## RÉMUNÉRATION DES AUTRES ADMINISTRATEURS

<b>Tableau 3 : Tableau sur les jetons de présence</b>		
Membres du Conseil	Jetons de présence versés en N-1 au titre de l'exercice N-2	Jetons de présence versés en N au titre de l'exercice N-1
Paul de Brancion	14 000 €	7 000 €
Patrick Jarrier	7 000 €	7 000 €
Pierre Lavergne	7 000 €	7 000 €
Henri Lorain	7 000 €	7 000 €
Roger Richard	7 000 €	7 000 €
Aurélien Krejbich	7 000 €	7 000 €
Laure Cherlonneix	7 000 €	7 000 €
Antoine Darbois	7 000 €	7 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>63 000 €</b>	<b>56 000 €</b>

A l'exception du Président, du Vice Président et du Directeur Général, les membres du Conseil d'Administration n'ont bénéficié, au cours de l'exercice, d'aucune autre rémunération ni d'aucun autre avantage.

Ils n'ont pas bénéficié de l'attribution d'options de souscription ou d'achat d'action ni d'actions gratuites.

## RÉSULTAT – AFFECTATION

Les comptes de l'exercice écoulé, soumis à votre approbation, se traduisent par une perte de :

	<b>- 4 227 116,36 €</b>
• Auquel il faut ajouter le report à nouveau antérieur	- 605 905,21 €
Formant un total disponible de :	<b><u>- 4 833 021,57€</u></b>

Nous vous proposons de ne pas distribuer de dividendes cette année.

Nous vous proposons l'affectation suivante :

• Autres réserves	- 4 000 000,00 €
• Report à nouveau	- 833 021,57 €
	<b><u>- 4 833 021,57 €</u></b>

A titre de comparaison les dividendes versés au cours des trois derniers exercices s'élevaient à :

	<b>Exercice 2008</b>	<b>Exercice 2007</b>	<b>Exercice 2006</b>
Pour l'action	0,00 €	6,75 €	5,50 €
Pour la part de fondateur	0,00 €	12,87 €	10,48 €

## PROJET DE RÉSOLUTIONS

En résumé, nous vous proposons :

1. d'approuver les rapports des commissaires aux comptes dans toutes leurs parties, ainsi que les comptes sociaux et consolidés, inventaires, bilan, compte de résultat et annexe de l'exercice 2009,
2. de donner quitus de leur gestion aux Administrateurs en fonction,
3. de ratifier l'affectation des résultats mentionnée ci-dessus,
4. de fixer le montant des jetons de présence à 68 000 €,
5. de renouveler l'autorisation donnée au Conseil pour opérer en Bourse sur les actions de la société en vue de régulariser les cours,
6. de prendre acte du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les opérations visées à l'article 225-38 du Code du Commerce et d'approuver en tant que de besoins les dites opérations, et de renouveler aux Administrateurs en fonction les autorisations prévues par le dit article
7. de renouveler le mandat d'administrateur de M. Pierre LAVERGNE, administrateur sortant et rééligible, pour une durée de six années soit jusqu'à l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos en 2015.
8. de renouveler le mandat d'administrateur de M. Henri LORAIN, administrateur sortant et rééligible, pour une durée de six années soit jusqu'à l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos en 2015.
9. de renouveler le mandat d'administrateur de Mme Jacqueline DUTHEIL de la ROCHÈRE, administrateur sortant et rééligible, pour une durée de six années soit jusqu'à l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos en 2015.

Fait à Paris, le 25 mars 2010

Le Président

COMPTES ANNUELS  
AU 31 DÉCEMBRE 2009

---

# Compte de résultat de l'exercice

(en milliers d'Euros)

	<b>2009</b>	<b>2008</b>
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Ventes de marchandises	914	2 025
Production vendue (biens et Services)	1 390	1 823
	<hr/>	<hr/>
<b>Montant net du chiffre d'affaires</b>	<b>2 304</b>	<b>3 848</b>
	<hr/>	<hr/>
Reprises sur provisions (et amortissements)	109	
Transferts de charges	36	56
Autres produits	185	253
	<hr/>	<hr/>
	<b>2 634</b>	<b>4 157</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises	738	1 780
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	5 442	6 254
Impôts, taxes et versements assimilés..	291	276
Salaires et traitements	496	534
Charges sociales	858	884
Dotations aux amortissements et aux provisions :		
• Sur immobilisations : dotations aux amortissements	15	33
• Sur actif circulant : dotations aux provisions		
• Pour risques et charges : dotations aux provisions		340
Autres charges..	119	63
	<hr/>	<hr/>
	<b>7 959</b>	<b>10 164</b>
	<hr/>	<hr/>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>-5 325</b>	<b>-6 007</b>

	<b>2009</b>	<b>2008</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participations	3 818	10 828
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	1 524	2 286
Autres intérêts et produits assimilés	167	420
Reprises sur provisions et transferts de charges	6 578	4 045
Différences positives de change	2	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	59	488
	<b>12 148</b>	<b>18 067</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>		
Dotations aux amortissements et aux provisions	10 782	35 246
Intérêts et charges assimilées	779	4 933
Différences négatives de change	1	1
	11 561	40 179
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>587</b>	<b>-22 112</b>
<b>RÉSULTAT COURANT avant impôts</b>	<b>-4 738</b>	<b>-28 119</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	53	1
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
	<b>53</b>	<b>1</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opération de gestion	5	50
Sur opération en capital...		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
	5	50
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>48</b>	<b>-49</b>
Impôts sur les bénéfices	-463	-964
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>14 835</b>	<b>22 225</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>19 062</b>	<b>49 429</b>
<b>BÉNÉFICE OU PERTE</b>	<b>-4 227</b>	<b>-27 204</b>

# Bilan

(en milliers d'Euros)

ACTIF	2009		2008	
	BRU T	Amortis- sements et provisions	NET	NET
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Autres	2	-	2	-
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains.	3 984	17	3 967	3 967
Constructions	4 280	4 173	107	120
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2	2	-	-
Autres	98	96	2	1
Immobilisations corporelles en cours	59	-	59	59
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations.	67 859	27 874	39 985	30 709
Créances rattachées à des participations	43 331	8 442	34 889	38 986
Autres titres immobilisés				
Prêts	699	609	90	229
Autres	-	-	-	-
	<b>120 314</b>	<b>41 213</b>	<b>79 101</b>	<b>74 071</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
Matières premières et autres approvisionnements	-	-	-	-
En-cours de production (biens et services).	-	-	-	-
<b>Avances et acomptes versés sur commande</b>				
	-	-	-	-
<b>Créances</b>				
Créances clients et comptes rattachés	2 289	-	2 289	2 630
Autres	18 429	5 339	13 090	15 162
<b>Valeurs mobilières de placement</b>				
Actions propres	2 478	-	2 478	2 264
Autres titres.	1 077	-	1 077	12 546
<b>Disponibilités</b>				
	31	-	31	1
<b>Compte de régularisation</b>				
Charges constatées d'avance	154	-	154	104
<b>Écart de conversion actif</b>	<b>24 458</b>	<b>5 339</b>	<b>19 119</b>	<b>32 707</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>144 772</b>	<b>46 552</b>	<b>98 220</b>	<b>106 778</b>

PASSIF	2009	2008
<b>Capitaux propres</b>		
Capital	5 220	5 220
Écarts de réévaluation	2 417	2 417
<b>Réserves</b>		
Réserve légale	522	522
Réserves statutaires ou contractuelles	1 740	1 740
Autres	66 171	92 171
<b>Report a nouveau</b>	-605	598
<b>Résultat de l'exercice</b>	-4 227	-27 204
<b>Provisions réévaluées</b>	37	37
	<b>71 275</b>	<b>75 501</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>		
Provisions pour risques	726	340
Provisions pour charges		
	<b>726</b>	<b>340</b>
<b>Dettes</b>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	24 003	28 243
Emprunts et dettes financières divers	605	1 161
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	707	1 094
Dettes fiscales et sociales	296	379
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	608	60
<b>Comptes de régularisation</b>		
Produits constatés d'avance		
	<b>26 219</b>	<b>30 937</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>98 220</b>	<b>106 778</b>

# Annexe comptable EPC SA

---

Annexe comptable au bilan avant répartition, de l'exercice clos le 31 Décembre 2009, dont le total est de 98 220 000 €, et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le total des produits est de 14 835 000 € et dégagant une perte de 4 227 000 €.

L'exercice a une durée de douze mois recouvrant la période du 1<sup>er</sup> Janvier au 31 Décembre.

Les notes et tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

## 1. FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Le chiffre d'Affaires, d'un montant de 2.3 M€, est en forte baisse par rapport à celui de l'exercice précédent, qui s'élevait à 3.8 M€.

Le résultat net affiche une perte de -4.2 M€, contre une perte de -27.2 M€ l'année précédente.

L'exercice 2008 avait supporté les conséquences de l'affaire STIPS TI à hauteur de 25 M€.

L'exercice 2009 supporte les conséquences des pertes de nos filiales indirectes EPC France (2,0 M€) et BFMS (1,5 M€) ainsi que la baisse des dividendes perçus de KEMEK (- 6,7 M€).

## 2. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2009 ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect du principe de prudence et de l'indépendance des exercices et en présumant la continuité de l'exploitation.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

## 3. NOTES SUR LE BILAN

Sauf indication particulière, les montants ci-après, sont exprimés en milliers d'Euros.

### 3.1 ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISÉ

DÉSIGNATION	Immob. incorp.	Immob. corporelles	Immob. financières	TOTAL
Valeur brute début	0	8 420	104 135	112 555
Acquisitions, apports, créations	2	4	7 851	7 857
Cessions et mises hors service			- 97	- 97
Valeur brute fin	2	8 424	111 889	120 315

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat majoré des frais accessoires nécessaires à la mise en état d'utilisation de l'immobilisation).

### 3.2 ÉTAT DES AMORTISSEMENTS

DÉSIGNATION	Immob. incorporelles	Immob. corporelles	TOTAL
Amort. cumulés début exercice	0	4 273	4 273
Reprise s/cession et mises hors service			
Dotation p/dépréciation linéaire		15	15
Amort. cumulé fin exercice	0	4 288	4 288

TAUX USUELS D'AMORTISSEMENT PRATIQUES		
<b>Logiciels</b>	LINÉAIRE	12 mois
<b>Constructions</b>		
- Constructions en dur, merlons	LINÉAIRE	30 ans
- Constructions légères, clôtures, pistes	LINÉAIRE	15 ans
<b>Matériel et outillage</b>	DÉGRESSIF	8 ans
<b>Installations générales et agencements</b>	LINÉAIRE	10 ans
<b>Matériel de transport</b>		
- Véhicules	LINÉAIRE	5 ans
- Autre	DÉGRESSIF	5 ans
<b>Matériel de bureau</b>	DÉGRESSIF	3 ans
<b>Mobilier de bureau</b>	LINÉAIRE	10 ans

### 3.3 PARTICIPATIONS

	Valeur début d'exercice	Acquisitions Augmentat.	Cessions Diminut.	Reclassemt	Valeur fin d'exercice
Titres non cotés	52 525	421		14 850	67 796
Autres titres	64				64
<b>TOTAL</b>	<b>52 589</b>	<b>421</b>	<b>0</b>	<b>14 850</b>	<b>67 860</b>

Les acquisitions et reclassement se décomposent comme suit :

- Actions EPC UK 1
- Actions GALILEO 420
- Augmentation capital DEMOKRITE 14 850

### 3.4 - CRÉANCES RATTACHÉES À DES PARTICIPATIONS

Leur valeur brute se décompose ainsi :

- - GALILEO EXPLOSIVOS 5 508
- - SEI 3 149
- - DEMOKRITE 0
- - DYNAMICHAINES 226
- - DGO M3 424
- - DEXPLO GMBH 7 613
- - DEPOTS D'EXPLOSIFS 25 715
- - GENISSIAT 690
- - EXCHEM 6
- 43 331**



## FILIALES ET PARTICIPATIONS

---

### 3.5 FILIALES ET PARTICIPATIONS

SOCIÉTÉS OU GROUPES DE SOCIÉTÉS	CAPITAL	CAPITAUX AUTRES QUE LE CAPITAL avant affectation des résultats	QUOTE-PART du capital détenu (%)
	(en milliers de la monnaie locale)		
<b>1 - Renseignements détaillés :</b>			
<i>A - Filiales (+ de 50 % du capital détenu par la société)</i>			
SKANEXPLO AB Hugelsta - 635 02 ESKILTUNA (Suède)	204 KSEK	40 766 KSEK	100,00
DEXPLO GMBH 66424 HOMBURG/SAAR (Allemagne)	100 KEUR	(2 978) KEUR	100,00
LES DEPOTS D'EXPLOSIFS 61, rue Galilée - 75008 PARIS	319 KEUR	(4 049) KEUR	100,00
E P C MINETECH 61, rue Galilée - 75008 PARIS	1 000 KEUR	(326) KEUR	100,00
GENISSIAT PARTICIPATIONS 61, rue Galilée - 75008 PARIS	72 KEUR	(783) KEUR	100,00
E P C MINETEK EUROPE 61, rue Galilée - 75008 PARIS	40 KEUR	(1 022) KEUR	100,00
SOCIETE MINE AFRIQUE 61, rue Galilée - 75008 PARIS	40 KEUR	(4 869) KEUR	100,00
PROMETHEE CONSEIL Domaine de Tartay - 84140 AVIGNON	40 KEUR	(21) KEUR	100,00
DEMOKRITE 4, rue Racine - 44000 NANTES	8 500 KEUR	355 KEUR	100,00
SOCIETA ESPLOSIVI INDUSTRIALI Industriale n°8/D - 25016 GHEDI (BRESCIA) ITALIE	520 KEUR	20 292 KEUR	99,99
GALILEO EXPLOSIVOS Calle GOYA , 18 - MADRID ESPAGNE	481 KEUR	(5 784) KEUR	99,97
Société Chérifienne d'Approvisionnement Minier (S.C.A.M.) 20180 BOUSKOURA CENTRE (MAROC)	11 700 KMAD	20 137 KMAD	99,87
EPCap Ré SA 6B, route de Trèves L-2633 SENNINGERBERG - LUXEMBOURG	3 000 KEUR	0 KEUR	99,00
MARODYN Immeuble la Pyramide 625, Boulevard Mohamed V - CASABLANCA (MAROC)	4 000 KMAD	18 286 KMAD	94,00
EXCHEM PLC Albert Buildings 49 Queen Victoria Street - LONDRES (ANGLETERRE)	990 KGBP	9 639 KGBP	87,02
KINSITE 38450 VIF	120 KEUR	943 KEUR	66,22
DYNAMICHAINES rue du Bois de Huy 5D - 4540 AMAY (BELGIQUE)	62 KEUR	213 KEUR	51,56
MINING EXPLOSIVES LIMITED Venture Crescent - Alfreton - Derbyshire DE55 7RA (ANGLETERRE)	350 KGBP	(79) KGBP	51,00
<i>B - Participations (10 à 50 % du capital détenu par la société)</i>			
KEMEK Maynooth Business Campus - Maynooth co KILDARE (IRLANDE)	683 KEUR	11 038 KEUR	50,00
SOCIETE SENEGALAISE DES EXPLOSIFS Route de l'Aéroport - Lot n° 82 - Ngor Almadies DAKAR (SENEGAL)	24 200 KXOF	258 311 KXOF	50,00
SOCIETE CAMEROUNAISE DES EXPLOSIFS 15, rue Castelnau Prolongée - AKWA -DOUALA (CAMEROUN)	159 000 KXAF	147 767 KXAF	49,00
ARABIAN EXPLOSIVES Ras el Khaïmah - (EMIRATS ARABES UNIS)	1 000 KAED	52 043 KAED	40,00
CELTITE AUSTRALIA Alexandria (NSW) - AUSTRALIE	500 KAUD	689 KAUD	30,00
<b>2 - Renseignements globaux :</b>			
Filiales non reprises au paragraphe 1 - A :			
Filiales françaises (ensemble)			
Filiales étrangères (ensemble)			
Participations non reprises au paragraphe 1 - B :			
Dans les sociétés françaises (ensemble)			
Dans les sociétés étrangères (ensemble)			

	VALEUR COMPTABLE des titres détenus		PRÊTS ET AVANCES consentis par la société et non encore remboursés	MONTANT des cautions et avals donnés par la société	CHIFFRE D'AFFAIRES hors taxes du dernier exercice écoulé	BÉNÉFICE ou PERTE (-) du dernier exercice clos	DIVIDENDES encaissés par la société au cours de l'exercice	OBSERVATIONS
	Brute	Nette						
					(en milliers d'euros)			
	11 515	11 515			10 182	-22		1 EUR = 10,252 SEK
	100	0	7 613	3 500	5 052	-593		
	1 567		27 017		88	-2 030		
	1 000	1 000			176	-152		
	72	0	1 786		0	-331		
	40		8 026		0	-22		
	40		4 607		0	-1 658		
	40	40			340	-11		
	34 849	8 855	2 140		534	365		
	3 462	3 462	3 149		33 933	486		
	482	420	5 508		0	399		
	1 496	1 496			9 748	600		1 EUR = 11,3329 MAD
	2 970	2 970			725	0		
	1 715	1 715			5 657	35		1 EUR = 11,3329 MAD
	5 687	5 687	6		44 344	2 708		1 EUR = 0,8881 GBP
	839	839			3 418	243		
	572	572	226		2 807	19		
	225	225			348	-55		1 EUR = 0,8881 GBP
	648	648			25 204	1 956	1 500	Chiffres consolidés
	37	37			811	7		1 EUR = 655,957 XOF Chiffres 2008
	243	243			1 328	109	40	1 EUR = 655,957 XAF Chiffres 2008
	73	73			16 898	5 494	2 274	1 EUR = 5,2959 AED
	120	120			0	0		1 EUR = 1,6008 AUD
	56	56						
	0	0						
	8	8						
	3	3					4	

### 3.6 ETAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
<b>ACTIF IMMOBILISE</b> .....	<b>44 030</b>	<b>39 393</b>	<b>4 637</b>
Créances rattachées à des participations .....	43 331	38 784	4 547
Prêts .....	699	609	90
<b>ACTIF CIRCULANT</b> .....	<b>20 872</b>	<b>20 872</b>	
Créances clients et comptes rattachés.....	2 289	2 289	
Créances liées à l'intégration fiscale .....			
Créances fiscales TVA .....	464	464	
Avances en trésorerie EPC Minetek Europe .....	8 025	8 025	
Avances en trésorerie S.M.A.....	4 607	4 607	
Avances en trésorerie Genissiat.....	1 096	1 096	
Avances en trésorerie Demokrite .....	2 140	2 140	
Avances en trésorerie Les Dépôts d'Explosifs .....	1 302	1 302	
Avances en trésorerie EPC NORGE .....	500	500	
Créances royalties Exchem .....	185	185	
Autres créances .....	110	110	
Charges constatées d'avance .....	154	154	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b> .....	<b>64 902</b>	<b>60 265</b>	<b>4 637</b>

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit .....	24 003	5 793	18 210
Emprunts et dettes financières diverses.....	5		5
Convention trésorerie EPC MINETECH .....	471	471	
Compte Courant Mr J.CHATEL .....	128	128	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés .....	707	707	
Dettes fiscales et sociales .....	824	824	
Autres dettes .....	80	80	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b> .....	<b>26 218</b>	<b>8 003</b>	<b>18 215</b>

### 3.7 VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Outre les 16 102 actions E.P.C. rachetées en bourse pour une valeur de 2 478 k€ selon les dispositions de la loi du 24 Juillet 1966, ce poste comprend les valeurs mobilières de placement valorisées au coût historique d'acquisition.

La méthode FIFO est retenue lors des ventes.

Nature des valeurs mobilières de placement	Quantité	Cours d'achat	Cours au 31.12.2009
SICAV monétaires diverses.....	26	1 077	1 080

### 3.8 CAPITAUX PROPRES

Le capital est composé de 168 400 actions de 31 €. Il existe 29 473 parts de fondateurs sans valeur nominale offrant un droit dans les bénéfices, les réserves et le boni de liquidation.

### 3.8A ECARTS DE RÉÉVALUATION

Il s'agit de la réserve de réévaluation (1976), non incorporée au capital.

### 3.8B RÉSERVES STATUAIRES OU CONTRACTUELLES

Il s'agit du Fonds Précipitaire des parts qui bénéficiera exclusivement à ces dernières en cas de liquidation de la Société. Son montant s'élève à 1 740 soit 25/75<sup>ème</sup> du capital social.

### 3.8C AUTRES RÉSERVES

Il s'agit du Fonds de prévoyance qui a supporté l'impôt.

### 3.8D TABLEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Capitaux Propres au 01/01/2009	75 502
Variation du capital	0
Variation des autres fonds propres	0
Variation des provisions réglementées	0
Résultat de l'exercice	(4 227)
Capitaux Propres au 31/12/2009	<b>71 275</b>

## 3.9 ETAT DES PROVISIONS

### MÉTHODES D'ÉVALUATION DES PROVISIONS

- Provisions réglementées

Les dotations et reprises ont été pratiquées en application de la législation fiscale en vigueur.

- Provisions pour risques et charges

Leur montant tient compte des événements connus et identifiables permettant une estimation précise des risques et charges.

- Provisions pour dépréciations des immobilisations financières

- Dépréciation des titres :

Les titres de participations figurent au bilan pour leur coût historique d'acquisition hors frais d'acquisition.

- Une provision est constatée :

Si la situation nette de la filiale est négative, à hauteur de 100 % de la valeur des titres.

Ou si la valeur d'inventaire des titres de participation est inférieure à la valeur brute, à hauteur de la différence constatée.

La valeur d'inventaire des titres de participation est appréciée en fonction de la quote-part des capitaux propres éventuellement corrigés pour tenir compte de leurs perspectives de plus-values d'actifs, de développement et de rentabilité.

Ces estimations et hypothèses sont effectuées sur la base d'une expérience passée et de divers autres facteurs dans le contexte actuel où les perspectives de sortie de crise demeurent incertaines, rendant difficile l'appréhension des perspectives d'activité.

- Dépréciation des créances rattachées : une provision est constatée quand la situation nette des filiales est négative à hauteur de cette dernière.

- Provisions pour dépréciation de l'actif circulant

Clients : La provision est calculée sur chaque créance hors taxes dont l'ancienneté est supérieure à 12 mois et en fonction de la situation de chaque débiteur, en respect du principe de prudence.

Avances : une provision est constatée à hauteur de la situation nette négative des filiales non couverte par la provision pour dépréciation des créances rattachées.

	31.12.08	Dotation	Reprise	31.12.09
<b>PROVISIONS RÉGLEMENTÉES</b>				
Amortissements dérogatoires .....	1			1
Plus values réinvesties .....	36			36
<b>TOTAL .....</b>	<b>37</b>		<b>-</b>	<b>37</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES</b>				
Indemnités de non-concurrence .....	340		109	231
Risque filiale S.M.A. ....		495		495
<b>TOTAL .....</b>	<b>340</b>	<b>495</b>	<b>109</b>	<b>726</b>
<b>PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATIONS</b>				
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>				
TITRES DE PARTICIPATION				
DEMOKRITE .....	19 999	5 995		25 994
LES DÉPÔTS D'EXPLOSIFS .....	1 567			1 567
GALILEO EXPLOSIVOS .....	62			62
DEXPLO.....	100			100
SMA .....	40			40
GENISSIAT PARTICIPATIONS.....	72			72
EPC MINETEK EUROPE .....	40			40
Sous-Total.....	21 880	5 995		27 875
CRÉANCES RATTACHÉES				
À DES PARTICIPATIONS				
Créance GALILEO EXPLOSIVOS.....	1 145			1 145
Créance DEXPLO .....	2 285	593		2 878
DEMOKRITE .....	6 364		6 364	0
DEPOTS D'EXPLOSIFS .....	1 700	2 030		3 730
GENISSIAT.....	380	309		689
Sous-Total.....	11 874	2 932	6 364	8 442
PRÊTS				
Créance D.F.C.....	457	152		609
Sous-Total.....	457	152		609
<b>TOTAL .....</b>	<b>34 211</b>	<b>9 079</b>	<b>6 364</b>	<b>36 926</b>
<b>PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION</b>				
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Comptes clients.....	0			0
Avance S.M.A. ....	3 171	1 164		4 335
Avance EPC MINETEK EUROPE .....	960	22		982
Avance GENISSIAT .....	0	22		22
Actions Propres .....	214		214	0
<b>TOTAL .....</b>	<b>4 345</b>	<b>1 208</b>	<b>214</b>	<b>5 339</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL .....</b>	<b>38 933</b>	<b>10 782</b>	<b>6 687</b>	<b>43 028</b>
<b>MOUVEMENTS DE L'EXERCICE</b>				
EXPLOITATION			109	
FINANCIER		10 782	6 578	
EXCEPTIONNEL				
		<b>10 782</b>	<b>6 687</b>	

### 3.10 CHARGES ET PRODUITS FIGURANT AU BILAN EN « COMPTES DE RÉGULARISATION »

Charges constatées d'avance :

Nature	Montant	Exercice de rattachement
Intérêts sur emprunt	48	2010
Honoraires	33	2010
Location immobilières	3	2010
Commissions bancaires	4	2010
Abonnements	2	2010
Assurances	64	2010

### 3.11 TABLEAU DES PRODUITS À RECEVOIR ET DES CHARGES À PAYER

#### ACTIF

Nature du produit	Poste concerné	Montant
Intérêts courus .....	Créances rattachées à des participations ...	2 142
Intérêts courus.....	Prêts .....	152
Factures à établir .....	Clients et comptes rattachés .....	53
Produits à recevoir.....	Autres créances.....	203
TVA sur factures non parvenues ...	Autres créances.....	36

#### PASSIF

Nature de la charge	Poste concerné	Montant
Factures à recevoir .....	Dettes fournisseurs et comptes rattachés ....	295
Dettes sociales .....	Dettes fiscales et sociales .....	276
État .....	Dettes fiscales et sociales .....	11
TVA sur factures à établir .....	Dettes fiscales et sociales .....	9
Divers .....	Autres dettes .....	80
Intérêts courus.....	Emprunts et dettes financières diverses .....	78

## 4 - NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

### 4.1 VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

	FRANCE	EXPORT
Produits fabriqués		
Négoce		907
Autres produits.	1 370	27
	1 370	934

### 4.2 RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

NATURE	MONTANT
Plus-value sur cession de titres	
Produits exceptionnels divers	53
Charges exceptionnelles diverses	-5
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>48</b>

### 4.3 VENTILATION DE L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

	Résultat avant impôt	Impôt Sociétés	Résultat après impôt
Résultat courant	-4 738	-	-4 738
Résultat exceptionnel	48	-	48
<b>Résultat</b>	<b>-4 690</b>	<b>-</b>	<b>-4 690</b>

### 4.4 ACCROISSEMENTS ET ALLÈGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPÔTS

	Début exercice	Variation	Fin Exercice
Décalages certains ou éventuels			
<b>Provisions réglementées</b>			
• Amortissements dérogatoires .....	1		1
<b>Charges non déductibles temporairement</b>			
A déduire l'année suivante :			
• Organic .....	6	-2	4
• Jetons de présence à payer .....		63	63
• Frais d'acquisition des titres Skan AB .....	30		30
A déduire ultérieurement :			
• Frais d'acquisition des titres Skan AB .....	47	-30	17
• Provisions pour risques .....	140	366	506
<b>Éléments à imputer</b>			
Créance résultant du « Carry Back » .....	1 906	-1 906	0
Déficit reportable .....	28 791	+1 732	30 523
<b>Éléments de taxations éventuelles</b>			
Plus-values réinvesties (art. 40).....	36		36

#### 4.5 INTÉGRATION FISCALE

Notre Société a constitué un groupe fiscal à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2006.

Cette intégration a fait l'objet d'une convention d'intégration fiscale signée le 12 Septembre 2006 entre les filiales et notre Société.

La société PROMETHEE CONSEIL a intégré le groupe fiscal au 1<sup>er</sup> janvier 2009.

La société DIOGEN est sortie du groupe fiscal au 1<sup>er</sup> janvier 2009.

Au titre de l'exercice 2009 les membres du groupe fiscal sont donc outre notre Société : 2B RECYCLAGE, DEMOKRITE, OCCAMAT, OCCAMIANTE, PRODEMO, LES DEPOTS D'EXPLOSIFS, DEMOSTEN, EPC MINETECH, EPC MINETEK EUROPE, GENISSIAT PARTICIPATIONS, S.M.A., S.A.M.S., S.T.I.D. et PROMETHEE CONSEIL.

Modalités de répartition de l'impôt dû sur le résultat d'ensemble :

- Le principe de répartition retenu est celui dit de « neutralité » : la charge d'impôt supportée par chacune des filiales ne pourra être supérieure à celle qu'elle aurait supportée en l'absence d'intégration fiscale.
- E.P.C. est titulaire, à l'égard des filiales bénéficiaires, d'une créance égale à la charge d'impôt constatée sur l'exercice par lesdites filiales.
- Les filiales déficitaires ne constatent aucune charge d'impôt, E.P.C. constatant l'économie d'impôt à son niveau. Elles ne sont titulaires d'aucune créance sur E.P.C.
- E.P.C. considère comme un gain immédiat l'économie d'impôt réalisée par le Groupe au titre des déficits des filiales remontés, et constate en produit l'économie de trésorerie réalisée au moyen du transfert des déficits fiscaux émanant des filiales du Groupe.

Les économies qui ne sont pas liées directement au déficit (en particulier économie résultant des correctifs ainsi que des crédits d'impôt des sociétés déficitaires) sont constatées, en produit ou en charge, par E.P.C., au fur et à mesure de leur réalisation.

Impact de l'intégration fiscale sur la charge d'impôt de l'exercice :

Impôt comptabilisé	Impôt qui aurait été supporté en l'absence d'intégration	Différence
- 463	0	463

## 5. TABLEAUX COMPLEMENTAIRES

### 5.1 EFFECTIF MOYEN

Catégories de personnel	Personnel salarié
Cadres	2
<b>TOTAL</b>	<b>2</b>

Ces éléments n'ont pas de signification particulière pour E.P.C., la quasi-totalité du personnel administratif du siège étant salariée de la Société ADEX qui apporte son concours aux sociétés du Groupe.

### Régimes de retraite complémentaires

Le Président et le Directeur Général Délégué bénéficient d'un complément de retraite par capitalisation à cotisations définies (Article 83) et d'un régime de retraite à prestations définies (Article 39).

Ces régimes de retraite complémentaires ont été mis en place en 2006.

### 5.2 ÉLÉMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES ET LES PARTICIPATIONS

	Montant concernant les entreprises	
	liées	avec lien de participation
Participations .....	67 851	8
Créances rattachées à des participations .....	43 331	-
Prêts .....	-	-
Avances acomptes versés sur commandes .....	-	-
Créances clients et comptes rattachés.....	2 255	18
Autres créances .....	17 856	-
Emprunts et dettes financières diverses.....	471	-
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours ...	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés .....	243	-
Dettes s/immob. et comptes rattachés .....	-	-
Autres dettes .....	511	-
Dettes sociales .....	-	-
Produits financiers .....	5 497	-
Charges financières .....	4	-
Reprises provisions sur participations .....	6 364	-
Dotations provisions sur participations .....	10 183	-

Entreprises liées :

Ce sont celles comprises dans le périmètre de consolidation de E.P.C. (voir annexe des comptes consolidés) ainsi que les sociétés suivantes :

- Société Camerounaise d'Explosifs, Nitrates et Engrais, Société Sénégalaise d'Explosifs, Siciex, Société Congolaise d'Explosifs et Société Gabonaise d'Explosifs.

Les entreprises avec lien de participation :

- Davey-Bickford, Nitro-Bickford, Adex et Adex TP.

### 5.3 PROPOSITIONS SUR L'AFFECTATION DU RÉSULTAT (EN EUROS)

DÉSIGNATION	ORIGINE	AFFECTATION
Report à nouveau antérieur .....	-605 905,21	
Résultat de l'exercice .....	-4 227 116,36	
<b>TOTAL</b> .....	<b>-4 833 021,57</b>	
<u>Dividendes</u> :		
Actions .....		
Parts .....		
<u>Affectations aux réserves</u> :		
Autres réserves .....		-4 000 000,00
<u>Report à nouveau</u> :		-833 021,57
<b>TOTAL</b> .....		<b>-4 833 021,57</b>

### 5.4 ENGAGEMENTS FINANCIERS

#### 5.4.1 – Engagements donnés

Avals et caution ..... 0

Clause de garantie de passif donnée à :

La Société ICO cessionnaire des actions D.F.C., dans la limite de..... 1 219

Garantie donnée à :

La Société Générale pour les découvert bancaire et caution accordés à notre filiale allemande  
Dexplo GmbH à hauteur de..... 3 500

La Société Générale sur caution de marché ..... 1 500 K US \$

#### 5.4.2 – Engagements reçus

- Caution en garantie du remboursement du compte courant D.F.C.  
par la Société ICO pour..... 457

### 5.5 RÉMUNÉRATIONS DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

(EN EUROS) :

Exercice 2009 :.....440 213

Exercice 2008 :.....561 629

## 5.6 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Cette information est fournie dans l'annexe des comptes consolidés du Groupe EPC.

## 5.7 INVENTAIRE DES TITRES DE PARTICIPATION DÉTENUS EN PORTEFEUILLE AU 31 DÉCEMBRE 2009 (EN EUROS)

(Montants nets : brut – provision)

19 970	Actions Les Dépôts D'explosifs .....	0
3 973	Actions Kinsite .....	838 478,32
84 997	Actions Démokrite .....	8 855 000,00
400	Actions SMA .....	0
720	Actions Genissiat Participations .....	0
10 000	Actions EPC Minetech .....	1 000 000,00
400	Actions EPC Minetek Europe .....	0
400	Actions Prométhée Conseil .....	40 000,00
	Titres de placement et de participation dont la valeur d'inventaire est inférieure à 15 245 €. par catégorie de titres ou par participation .....	7 804,90
	Titres de participation dans les Sociétés Immobilières .....	56 383,36
2 041	Titres SkanExplo AB .....	11 514 675,00
1 600 264	Actions Exchem Plc Ordinaires 50 P.....	5 224 733,27
602 392	Actions Exchem Plc Deferred 10 P .....	462 188,36
1 000 231	Actions S.E.I. ....	3 462 049,20
99	Parts EPCapRé .....	2 970 000,00
752	Actions Marodyn .....	1 714 852,71
116 842	Parts SCAM .....	1 495 998,96
262 500	Actions KEMEK Limited .....	648 414,32
66	Actions Dynamichaïnes .....	572 248,18
39 989	Actions Galiléo Explosivos .....	481 863,09
	Titres de participation dans diverses sociétés étrangères .....	639 825,13
		<b>39 984 514,80</b>

(pour mémoire actions propres : 16 102 actions, valeur nette 2 478 067,92)

## 5.8 LA SOCIÉTÉ E.P.C. EST CONSOLIDÉE PAR INTÉGRATION GLOBALE DANS LES COMPTES DU GROUPE E.P.C.

## COMPTES CONSOLIDÉS 2009

---

## États financiers annuels consolidés 2009

---

# Sommaire

---

Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2009 .....	56
État des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres au 31 décembre 2009 .....	57
État de situation financière consolidée au 31 décembre 2009 .....	58
Tableau des flux de trésorerie consolidé au 31 décembre 2009 .....	59
Tableau de variation des capitaux propres consolidés .....	61

# Compte de résultat consolidé de l'exercice 2009

(en milliers d'Euros)

	Notes	Exercice 2009	Exercice 2008 Retraité (*)	Exercice 2008 Publié
<i>Activités poursuivies</i>				
<b>Produit des activités ordinaires</b>	5.1	<b>271 972</b>	<b>297 100</b>	<b>297 100</b>
Autres produits		1 255	1 801	1 801
Achats consommés		(110 215)	(121 433)	(121 433)
Autres achats et charges externes	5.2	(79 833)	(85 021)	(85 021)
Variation des stocks d'encours et de produits finis	5.3	1 731	423	423
Charges de personnel	5.4	(63 343)	(63 978)	(65 033)
Amortissements et dépréciations des immobilisations		(14 090)	(16 732)	(16 732)
Dotations et reprises de provisions		2 260	(3 387)	(3 387)
Autres produits et charges d'exploitation	5.5	(2 246)	(3 469)	(3 469)
<b>Résultat opérationnel courant</b>		<b>7 491</b>	<b>5 304</b>	<b>4 249</b>
Autres produits et charges opérationnels	5.6	(1 931)	(837)	-
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>5 560</b>	<b>4 467</b>	<b>4 249</b>
Coût de l'endettement financier net	5.8	(3 513)	(3 663)	(3 663)
Autres produits et charges financiers	5.8	(1 824)	(1 886)	(1 923)
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	6.4	2 273	2 717	2 717
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>2 496</b>	<b>1 635</b>	<b>1 380</b>
Impôt sur les résultats	5.9	(860)	(3 530)	(3 445)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé – activités poursuivies</b>		<b>1 636</b>	<b>(1 895)</b>	<b>(2 065)</b>
Résultat net des activités abandonnées **	8	(315)	(24 976)	(24 976)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé – total</b>		<b>1 321</b>	<b>(26 871)</b>	<b>(27 041)</b>
Résultat net – part du Groupe		1 844	(25 858)	(26 028)
Résultat net – part des minoritaires		(523)	(1 013)	(1 013)
<b>Résultat par action de l'activité globale – part du Groupe</b>				
Résultat par action	5.10	9,08	(127,34)	(115,92)
Résultat par part de fondateur	5.10	15,64	(219,32)	(220,78)
Résultat dilué par action	5.10	9,08	(127,34)	(115,92)
Résultat dilué par part de fondateur	5.10	15,64	(219,32)	(220,78)

(\*) Comptes consolidés au 31 décembre 2008 retraités de l'impact IFRIC 14 (Voir note 3.2)  
Ils ont également fait l'objet d'un reclassement en autres produits et charges opérationnels (Voir Note 5.6)  
(\*\*) L'impact des activités abandonnées en 2009 au titre de 2008 est présenté en note 8.

## État des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres au 31 décembre 2009

(en milliers d'Euros)

	Exercice 2009	Exercice 2008 Retraités (*)	Exercice 2008 Publié
Résultat net total	1 321	(26 871)	(27 041)
Écarts de conversion sur sociétés intégrées globalement	476	(2 776)	(2 776)
Écarts de conversion sur sociétés mises en équivalence	(106)	213	213
Écarts actuariels (nets d'impôt)	1 731	(5 605)	(5 605)
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	2 101	(8 167)	(8 167)
<b>Résultat global</b>	<b>3 422</b>	<b>(35 039)</b>	<b>(35 208)</b>
dont quote-part du Groupe	3 677	(33 659)	(33 828)
dont quote-part revenant aux minoritaires	(255)	(1 380)	(1 380)

(\*) Comptes consolidés au 31 décembre 2008 retraités de l'impact IFRIC 14 (Voir note 3.2)

# État de situation financière consolidée au 31 décembre 2009

(en milliers d'Euros)		Exercice 2009	Exercice 2008 Retraités (*)	Exercice 2008 Publié
	<b>Notes</b>			
<b>ACTIF</b>				
Écarts d'acquisition	6.1	19 069	19 107	19 107
Immobilisations incorporelles	6.2	998	835	835
Immobilisations corporelles	6.3	87 564	87 769	87 769
Participations dans les entreprises associées	6.4	4 303	4 403	4 403
Autres actifs financiers non courants	6.6	1 941	3 247	3 247
Actifs d'impôts différés	6.12	10 041	7 774	7 457
Autres actifs long terme		521	537	537
<b>Total actifs non courants</b>		<b>124 437</b>	<b>123 672</b>	<b>123 355</b>
Stocks	6.7	31 603	30 670	30 670
Clients et autres débiteurs	6.8	97 965	106 083	108 072
Créances fiscales		233	2 172	183
Autres actifs courants		4 194	3 286	3 286
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6.9	31 531	39 930	39 930
<b>Total actifs courants</b>		<b>165 526</b>	<b>182 141</b>	<b>182 141</b>
Groupes d'actifs destinés à être cédés	9	379	-	-
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>290 342</b>	<b>305 813</b>	<b>305 496</b>
<b>PASSIF</b>				
Capital	6.10	5 220	5 220	5 220
Réserves		93 936	120 055	120 859
Résultat net de l'exercice – part du Groupe		1 844	(25 858)	(26 028)
<b>Capitaux propres part du Groupe</b>		<b>101 000</b>	<b>99 417</b>	<b>100 051</b>
Intérêts minoritaires		4 525	1 791	1 791
<b>Capitaux propres</b>		<b>105 525</b>	<b>101 208</b>	<b>101 842</b>
Dettes financières non courantes	6.11	31 489	15 703	15 703
Passifs d'impôts différés	6.12	2 504	1 267	1 267
Provisions pour avantages aux salariés	6.13	11 676	13 243	12 292
Autres provisions non courantes	6.14	26 519	31 197	31 197
Autres passifs long terme		1 422	1 695	1 695
<b>Total passifs non courants</b>		<b>73 610</b>	<b>63 105</b>	<b>62 154</b>
Fournisseurs et autres créditeurs	6.15	69 868	77 052	77 052
Dettes d'impôt		675	284	284
Dettes financières courantes	6.11	36 325	60 528	60 528
Autres provisions courantes	6.14	2 518	2 367	2 367
Autres passifs courants		1 540	1 269	1 269
<b>Total passifs courants</b>		<b>110 926</b>	<b>141 500</b>	<b>141 500</b>
<b>Total dettes</b>		<b>184 536</b>	<b>204 605</b>	<b>203 654</b>
Passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés	9	281	-	-
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>290 342</b>	<b>305 813</b>	<b>305 496</b>

(\*) Comptes consolidés au 31 décembre 2008 retraités de l'impact IFRIC 14 (Voir note 3.2)  
Ils ont également fait l'objet de reclassement d'actifs (Voir Note 6.8)

## Tableau des flux de trésorerie consolidé au 31 décembre 2009

(en milliers d'Euros)

	Notes	Exercice 2009	Exercice 2008 Retraités (*)	Exercice 2008 Publié
<b>Résultat net consolidé</b>		<b>1 321</b>	<b>(26 871)</b>	<b>(27 041)</b>
Elim. du résultat des mises en équivalence		(2 273)	(2 717)	(2 717)
Elim. des amortissements et provisions		13 249	35 243	36 250
Elim. des résultats de cession et des pertes et profits de dilution		122	(23 967)	(23 967)
Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie		9	316	316
Elim. de l'effet d'actualisation		774	752	-
Elim. des produits de dividendes		(142)	-	-
<b>Marge brute d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt</b>		<b>13 060</b>	<b>(17 244)</b>	<b>(17 159)</b>
Elim. de la charge (produit) d'impôt	5.9	933	3 530	3 445
Elim. du coût de l'endettement financier net	5.8	3 513	3 663	3 663
<b>Marge brute d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</b>		<b>17 506</b>	<b>(10 051)</b>	<b>(10 051)</b>
Incidence de la variation du BFR	6.16	(995)	9 706	9 706
Impôts payés		(3)	(3 051)	(3 051)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>		<b>16 508</b>	<b>(3 396)</b>	<b>(3 396)</b>
Incidence des variations de périmètre	6.17	151	13 033	13 033
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	6.3	(12 447)	(22 369)	(22 369)
Acquisition d'actifs financiers		(208)	(44)	(44)
Variation des prêts et avances consentis		(624)	(382)	(382)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		2 177	3 359	3 359
Cession d'actifs financiers		-	(27)	(27)
Dividendes reçus		2 411	2 588	2 588
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		<b>(8 540)</b>	<b>(3 842)</b>	<b>(3 842)</b>
Augmentation de capital		-	216	216
Emission d'emprunts		8 078	37 261	37 261
Remboursement d'emprunts		(16 492)	(15 538)	(15 538)
Intérêts financiers nets versés		(3 496)	(3 770)	(3 770)
Dividendes payés aux actionnaires du Groupe		-	(1 406)	(1 406)
Dividendes payés aux minoritaires		694	771	771
Autres flux liés au financement <sup>(1)</sup>		(2 996)	-	-
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		<b>(14 212)</b>	<b>17 534</b>	<b>17 534</b>
Incidences de la variation des taux de change		53	(783)	(783)
Incidence des changements de principes comptables		-	-	-
<b>Variation de la trésorerie</b>		<b>(6 191)</b>	<b>9 512</b>	<b>9 512</b>
Trésorerie d'ouverture	6.9	30 662	21 150	21 150
Trésorerie de clôture	6.9	24 471	30 662	30 662

(\*) Comptes consolidés au 31 décembre 2008 retraités de l'impact IFRIC 14 (Voir note 3.2)

(1) Les autres flux de financement correspondent aux engagements bancaires pris par le Groupe pour le compte du Groupe STIPS TI.

Les impacts dans le tableau de flux de trésorerie liés aux activités abandonnées sont les suivants :

En milliers d'euros	<b>Exercice 2009</b>	<b>Exercice 2008</b>
<b>Résultat net consolidé</b>	<b>(315)</b>	<b>(24 976)</b>
<i>Marge brute d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</i>	<i>(690)</i>	<i>(17 227)</i>
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	255	(8 613)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	56	11 074
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(36)	5 466
Incidences de la variation des taux de change	8	-
<b>Variation de la trésorerie</b>	<b>283</b>	<b>7 927</b>
Trésorerie d'ouverture	(649)	(7 903)
Trésorerie de clôture	(366)	24

## Tableau de variation des capitaux propres consolidés décembre 2009

(en milliers d'Euros)	Capital social	Actions propres	Réserves consolidées et résultat Part du Groupe	Réserves de conversion	Total capitaux propres Part du Groupe	Intérêts Minoritaires	Total capitaux propres
<b>Total au 1<sup>er</sup> janvier 2008 antérieurement publié</b>	<b>5 220</b>	<b>(2 478)</b>	<b>132 877</b>	<b>(798)</b>	<b>134 821</b>	<b>1 809</b>	<b>136 630</b>
Changement de méthode comptable (première application IFRIC 14)	-	-	(339)	-	(339)	-	(339)
<b>Total au 1<sup>er</sup> janvier 2008</b>	<b>5 220</b>	<b>(2 478)</b>	<b>132 538</b>	<b>(798)</b>	<b>134 482</b>	<b>1 809</b>	<b>136 291</b>
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	(5 591)	(2 210)	(7 801)	(367)	(8 167)
Résultat net de l'exercice	-	-	(25 858)	-	(25 858)	(1 013)	(26 871)
<b>Total des produits et charges comptabilisés</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(31 449)</b>	<b>(2 210)</b>	<b>(33 659)</b>	<b>(1 380)</b>	<b>(35 039)</b>
Dividendes versés	-	-	(1 406)	-	(1 406)	771	(635)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	592	592
Autres variations	-	-	-	-	-	(2)	(2)
<b>Total au 31 décembre 2008 <sup>(1)</sup></b>	<b>5 220</b>	<b>(2 478)</b>	<b>99 683</b>	<b>(3 008)</b>	<b>99 417</b>	<b>1 791</b>	<b>101 208</b>
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	1 219	614	1 833	268	2 101
Résultat net de l'exercice	-	-	1 844	-	1 844	(523)	1 321
<b>Total des produits et charges comptabilisés</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 063</b>	<b>614</b>	<b>3 677</b>	<b>(255)</b>	<b>3 422</b>
Dividendes versés	-	-	-	-	-	694	694
Variations de périmètre <sup>(2)</sup>	-	-	(2 094)	-	(2 094)	2 294	200
Autres variations	-	-	(1)	1	-	1	1
<b>Total au 31 décembre 2009</b>	<b>5 220</b>	<b>(2 478)</b>	<b>100 651</b>	<b>(2 393)</b>	<b>101 000</b>	<b>4 525</b>	<b>105 525</b>

(1) Publication du 31 décembre 2008 retravaillée (Voir note 3.2)

(2) Les variations de périmètre sur 2009 pour 2 094 KE correspondent à la cession interne de titres entre sociétés intégrées globalement à des taux de détention différents. Ces opérations sont détaillées au point 2.1.2

## Annexe aux états financiers annuels consolidés 2009

# Sommaire

---

<b>1. Présentation générale.....</b>	<b>65</b>
<b>2. Faits marquants de l'exercice.....</b>	<b>65</b>
2.1. Evolution du périmètre de consolidation .....	65
2.2. Direction générale du Groupe EPC.....	65
2.3. DG Construction.....	66
2.4. Usine de Sydvaranger en Norvège .....	66
2.5. Projet Arabie Saoudite.....	66
2.6. BFMS (Burkina Faso).....	66
2.7. EPC Ceska.....	66
2.8. Minexplo.....	66
2.9. Restructuration en Irlande.....	67
2.10. Restructuration en Guinée .....	67
2.11. Procédure collective de STIPS TI et ses filiales.....	67
2.12. Crise économique mondiale.....	67
<b>3. Principes comptables.....</b>	<b>67</b>
3.1. Principes généraux et normes comptables .....	67
3.2. Informations comparatives .....	69
3.3. Méthodes de consolidation.....	70
3.4. Règles et méthodes d'évaluation .....	73
<b>4. Information sectorielle.....</b>	<b>81</b>
4.1. Informations comparatives .....	82
4.2. Résultats sectoriels .....	83
4.3. Autres éléments sectoriels inclus dans le compte de résultat, sans contrepartie de trésorerie.....	84
4.4. Investissements sectoriels .....	84
<b>5. Notes relatives au compte de résultat .....</b>	<b>85</b>
5.1. Produits des activités ordinaires.....	85
5.2. Autres achats et charges externes.....	85
5.3. Variation des stocks d'en-cours et de produits finis au compte de résultat.....	85
5.4. Charges de personnel .....	86
5.5. Autres produits et charges d'exploitation .....	87
5.6. Autres produits et charges opérationnels.....	87
5.7. Frais de recherche et développement.....	87
5.8. Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers .....	88
5.9. Impôt sur les résultats .....	88
5.10. Résultat par action .....	89

<b>6. Notes relatives a l'état de situation financière consolidée .....</b>	<b>91</b>
6.1. Écarts d'acquisition .....	91
6.2. Immobilisations incorporelles .....	93
6.3. Immobilisations corporelles .....	93
6.4. Participation dans les entreprises associées .....	94
6.5. Participation dans les co-entreprises .....	95
6.6. Autres actifs financiers non courants .....	95
Stocks et en cours.....	96
6.7. Clients et autres débiteurs.....	96
6.8. Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	97
6.9. Capital .....	97
6.10. Dettes financières .....	98
6.11. Impôts différés au bilan .....	99
6.12. Provisions pour avantages aux salariés.....	100
6.13. Autres provisions.....	102
6.14. Fournisseurs et autres créditeurs.....	102
6.15. Besoin en Fonds de Roulement.....	103
6.16. Incidence des variations de périmètre .....	103
6.17. Engagements financiers.....	104
<b>7. Information relative aux parties liées.....</b>	<b>104</b>
7.1. Contrôle.....	104
7.2. Relation avec les filiales .....	104
7.3. Rémunération du personnel dirigeant-clé .....	104
7.4. Transactions avec des parties liées .....	105
<b>8. Abandons d'activités .....</b>	<b>105</b>
8.1. Arrêt des activités de Nitrokemfor Services .....	105
8.2. Arrêt des activités de BFMS.....	106
8.3. Liquidation judiciaire de STIPS TI et ses filiales.....	106
<b>9. Activités cédées .....</b>	<b>107</b>
<b>10. Sociétés du groupe.....</b>	<b>108</b>
<b>11. Honoraires des commissaires aux comptes .....</b>	<b>110</b>
<b>12. Événements post clôture .....</b>	<b>111</b>
12.1. Cession de stid.....	111
12.2. Signature d'une promesse de bail avec solairedirect.....	111
12.3. Cession de l'activité défense en italie .....	111

## 1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Le Groupe EPC est un Groupe international. EPC SA est une société anonyme cotée à la bourse de Paris (ISIN FR000037343) immatriculée en France. EPC pratique principalement trois activités :

- La fabrication d'explosifs à usage civil et leur mise en œuvre (forage minage),
- La démolition,
- Autres activités diversifiées (produits chimiques et défense).

La société mère, Société Anonyme d'Explosifs et de Produits Chimiques, est une société anonyme française dont le siège social est situé au 61, rue de Galilée, 75008 Paris.

Les comptes consolidés du Groupe EPC au 31 décembre 2009 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 25 mars 2010, qui en a autorisé la publication.

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros.

## 2. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

### 2.1 Évolution du périmètre de consolidation

#### 2.1.1 Première consolidation de sociétés non consolidées au 31 décembre 2008

Le Groupe EPC consolide à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009 les sociétés suivantes :

- Diogen
- EPC Minetech
- EPC Ceska

L'écart d'acquisition dégagé sur l'ensemble de ces opérations s'élève à 40 K€.

#### 2.1.2 Cessions internes de titres

Les titres des sociétés Galiléo et EPC Romania ont été cédés entre sociétés intégrées globalement à des taux d'intérêts différents. Ces opérations portent le taux d'intérêt de Galiléo à 99,97% (contre 69,35% au 31 décembre 2008) et d'EPC Romania à 90,3% (contre 52% au 31 décembre 2008).

### 2.2 Direction générale du Groupe EPC

Monsieur Antoine DARBOIS a quitté le Groupe EPC pour mener à bien des projets personnels dans le respect de son obligation de non concurrence.

Monsieur Henri LORAIN, Directeur Général Délégué du Groupe, a fait valoir ses droits à la retraite le 30 mars 2009. Il avait rejoint le Groupe en 1987 et avait occupé la fonction de Directeur Général pendant plus de 21 années. Il reste administrateur et Vice Président du Conseil d'Administration.

Monsieur OBST a été nommé Directeur Général le 24 juin 2009.

### **2.3 DG Construction**

L'ouverture de la procédure collective de STIPS TI, ayant imposé l'interruption, fin septembre 2008, du processus de rapprochement avec DG Construction, EPC a étudié avec eux la possibilité de réaliser ce rapprochement sur de nouvelles bases. Ces discussions n'ont pas abouti.

Le 30 décembre 2008, DG Construction, Financière Constructeam, qui détient 50% du capital de cette dernière, et certains dirigeants ont mis en demeure et assigné EPC devant le Tribunal de commerce de Paris en demandant pour réparation de leurs hypothétiques préjudices un montant de 8,725 millions d'euros toutes causes confondues.

EPC montrera devant le Tribunal que ces procédures sont abusives, en tous cas sans fondement, et que la réalisation du rapprochement annoncé en juillet 2008 est devenue impossible du fait de circonstances exclusives de toute faute d'EPC et donc de toute obligation de réparer un quelconque préjudice.

### **2.4 Usine de Sydvaranger en Norvège**

Skansplo AS, filiale norvégienne d'EPC, a signé début 2009 un contrat important de cinq ans de fourniture et mise en œuvre d'explosifs pour la mine de fer de Sydvaranger, au nord de la Norvège. L'usine d'explosifs a débuté sa production en novembre 2009. La montée en pleine charge a été réalisée en janvier 2010.

### **2.5 Projet Arabie Saoudite**

Le 6 mai 2009, le Groupe EPC a signé à Riyad avec la société saoudienne Modern Chemicals un accord de partenariat pour la création d'une société commune, Modern Chemical Services (MCS), détentrice de la 2ème licence de commercialisation et production d'explosifs d'Arabie Saoudite. Les statuts de la société ont été signés le 15 octobre 2009 entre les partenaires Modern Chemicals Company et EPC Minetech (filiale à 100% du Groupe EPC). La société a été dûment enregistrée auprès des autorités Saoudiennes. Les travaux de construction ont commencé sur les deux sites de production.

Les premières productions et commercialisations d'explosifs sont attendues courant 2010.

### **2.6 BFMS (Burkina Faso)**

En décembre 2009, la société Etruscan, exploitant la mine de Youga au Burkina Faso et cliente de notre filiale BFMS, a prononcé la résiliation anticipée du contrat de Forage Minage qui les liait. Notre filiale BFMS conteste les conditions dans lesquelles cette résiliation a été prononcée et va demander réparation des préjudices subis. Le résultat de la société a été classé en résultat des activités abandonnées au 31 décembre 2009

### **2.7 EPC Ceska**

EPC Ceska a signé un contrat pour la réalisation du forage minage dans 7 nouvelles carrières en République Tchèque, confirmant ainsi sa position d'acteur majeur sur ce marché.

### **2.8 Minexplo**

La Joint Venture MINEXPLO montée en partenariat avec AEL au Royaume-Uni a démarré sa production industrielle de détonateurs non électriques au 4ème trimestre 2009. Elle fournira dans un premier temps les filiales du Groupe au Royaume-Uni. Ces produits pourront à terme être exportés dans les autres filiales européennes du Groupe en fonction des besoins du marché.

## **2.9 Restructuration en Irlande**

L'importante restructuration entamée fin 2008 s'est achevée en 2009. Cette restructuration qui a touché près de la moitié des effectifs de la filiale a été mise en œuvre pour adapter la structure à la baisse du marché.

## **2.10 Restructuration en Guinée**

Des actions fortes d'adaptation des moyens de production, face à la réduction du niveau d'activité en Guinée, ont été prises en 2009. Elles ont permis de rétablir la rentabilité d'exploitation dès le 4<sup>ème</sup> trimestre de l'exercice.

## **2.11 Procédure collective de STIPS TI et ses filiales**

Les opérations de liquidation suivent leurs cours. Notamment, le 26 mars 2009, le Tribunal de Commerce d'Aix-en-Provence a prononcé la liquidation judiciaire de Roosevelt-Dumas, filiale indirectement détenue à 100% par STIPS TI. Roosevelt-Dumas avait pour seule activité la détention d'un terrain à Vaux-en-Velin.

## **2.12 Crise économique mondiale**

La lecture sur l'exercice 2009 des conséquences pour le Groupe de la crise est contrastée. Certains pays comme la Roumanie et l'Irlande subissent des baisses d'activité importantes alors que d'autres pays résistent bien. Le niveau particulièrement bas des taux à court terme a été positif pour le Groupe compte tenu de la structure de son endettement.

# **3. PRINCIPES COMPTABLES**

## **3.1 Principes généraux et normes comptables**

### **3.1.1 Principe général**

Les états financiers consolidés sont présentés en euros et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf indication contraire.

En application du règlement n°1126/2008 du Conseil Européen adopté le 3 novembre 2008, le Groupe EPC a établi ses comptes consolidés conformément aux normes internationales d'information financière ou « International Financial Reporting Standards » (IFRS) telles qu'adoptées dans l'Union Européenne à la date de préparation des états financiers.

Les normes comptables internationales comprennent les IFRS, les IAS (International Accounting Standards), et leurs interprétations SIC (Standing Interpretations Committee) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

[http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias\\_fr.htm#adopted-commission](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission)

### **3.1.2 Normes, mises à jour et interprétations applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009 et qui ont un impact sur l'information financière du Groupe**

- Amendement de la norme IAS 1 – Présentation des états financiers, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2009. Cette norme a été adoptée par l'Union Européenne le 17 décembre 2008. Cette présentation a été retenue pour les états financiers 2009. Les informations comparatives ont été retraitées pour être mises en conformité avec la norme révisée. Ce changement de méthode comptable n'affecte que la présentation et n'a aucun impact sur les comptes.
- Interprétation IFRIC 14 - Surfinancement d'un régime : Plafonnement de l'actif et contribution minimale. Cette interprétation a été adoptée par l'Union Européenne le 16 décembre 2008. Les impacts de ce changement de méthode sont présentés au point 3.2.1.
- IFRS 8 – secteurs opérationnels, qui se substitue à la norme IAS 14 – information sectorielle. Voir point 4 sur l'information sectorielle.
- IFRS 7 amendée « Amélioration des informations à fournir sur les instruments financiers » : applicable pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009. Cette norme a été adoptée par l'Union Européenne le 27 novembre 2009.

### **3.1.3 Normes, mises à jour et interprétations entrant en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2009 et qui ne trouvent pas à s'appliquer dans le Groupe EPC**

- Amendement IFRS 2 « Conditions d'acquisition des droits et annulations », applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009. Cette norme a été adoptée par l'Union Européenne le 16 décembre 2008.
- Amendements IAS 32 « Instruments financiers remboursables au gré du porteur », applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009. Cette norme a été adoptée par l'Union Européenne le 21 janvier 2009.
- IAS 23 R « Coûts d'emprunt », applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009. Cette norme a été adoptée par l'Union Européenne le 10 décembre 2008.
- Interprétation IFRIC 13 « Programme de fidélisation clients », applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2008. Cette interprétation a été adoptée par l'Union Européenne le 16 décembre 2008.
- Interprétation IFRIC 11 « actions propres et transactions intragroupes », applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009. Cette interprétation a été adoptée par l'Union Européenne le 15 octobre 2008.

### **3.1.4 Normes, mises à jour et interprétations qui ne sont pas encore applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2009 et qui n'ont pas été appliquées de manière anticipée par le Groupe et n'ont pas fait l'objet d'estimation des impacts de leur application.**

- IFRS 3 R et IAS 27 révisées « Regroupements d'entreprises », applicables aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009. Ces normes ont été adoptées par l'Union Européenne le 3 juin 2009.
- IAS 32 amendée relatif à la classification des droits de souscription applicable au 1<sup>er</sup> février 2010,
- IAS 39 « Instruments financiers – Expositions éligibles à la comptabilité de couverture » amendée et applicable pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009. Cette norme a été adoptée par l'Union Européenne le 15 septembre 2009.
- Interprétation IFRIC 12 « Accord de concession de services », applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010. Cette interprétation a été adoptée par l'Union Européenne le 25 mars 2009.

- Interprétation IFRIC 15 « Accords pour la construction d'un bien immobilier », cette interprétation est applicable à compter des exercices ouverts le 1<sup>er</sup> janvier 2010. Cette interprétation a été adoptée par l'Union Européenne le 22 juillet 2009.
- Interprétation IFRIC 16 « Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger », cette interprétation est applicable à compter des exercices ouverts le 1<sup>er</sup> juillet 2009. Cette interprétation a été adoptée par l'Union Européenne le 4 juin 2009.
- Interprétation IFRIC 17 « Distributions d'actifs non monétaires aux actionnaires », applicable pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009. Cette interprétation a été adoptée par l'Union Européenne le 26 novembre 2009.
- Interprétation IFRIC 18 « Transferts d'actifs clients » publiée le 29 janvier 2009, applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009. Cette interprétation a été adoptée par l'Union Européenne le 27 novembre 2009.

## 3.2 Informations comparatives

### 3.2.1 IFRIC 14 – surfinancement d'un régime : Plafonnement de l'actif et contribution minimale

Le Groupe applique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009 l'interprétation IFRIC 14 - surfinancement d'un régime : Plafonnement de l'actif et contribution minimale. Le changement de méthode consiste à limiter les actifs de couverture d'un régime de provision pour avantages aux salariés au montant de l'engagement.

Ce changement de méthode comptable a été appliqué de façon rétrospective au 1<sup>er</sup> janvier 2008, conformément aux dispositions de la norme IAS 8. Les capitaux propres ainsi que les informations comparatives présentées ont été retraités comme suit :

<b>Au 31 décembre 2008</b>	<b>31 décembre 2008</b>	<b>31 décembre 2008</b>	<b>Variation</b>
En milliers d'euros	<b>Retraité</b>	<b>Publié</b>	
Actifs d'impôts différés	7 774	7 457	317
Capital	5 220	5 220	-
Réserves	120 055	120 859	(804)
Résultat net de l'exercice – part du Groupe	(25 858)	(26 028)	170
<b>Capitaux propres part du Groupe</b>	<b>99 417</b>	<b>100 051</b>	<b>(634)</b>
Provisions pour avantages aux salariés	13 243	12 292	951

<b>Au 31 décembre 2007</b>	<b>31 décembre 2007</b>	<b>31 décembre 2007</b>	<b>Variation</b>
En milliers d'euros	<b>Retraité</b>	<b>Publié</b>	
Actifs d'impôts différés	7 849	7 678	171
Capital	5 220	5 220	-
Réserves	119 631	120 153	(522)
Résultat net de l'exercice – part du Groupe	9 631	9 447	184
<b>Capitaux propres part du Groupe</b>	<b>134 482</b>	<b>134 820</b>	<b>(338)</b>
Provisions pour avantages aux salariés	8 525	8 016	509

A l'exception de cette première application d'IFRIC14, les principes comptables et les règles d'évaluation appliquées au 31 décembre 2009 en normes IFRS sont identiques à ceux appliqués au 31 décembre 2008.

### **3.3 Méthodes de consolidation**

#### **3.3.1 Périmètre de consolidation**

Les comptes consolidés comprennent ceux de la Société Anonyme d'Explosifs et Produits Chimiques ainsi que ceux de ses filiales, sociétés associées et co-entreprises. Cet ensemble forme le Groupe.

##### ***Filiales***

Les filiales sont toutes les entités sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle, c'est-à-dire le pouvoir de diriger leurs politiques financière et opérationnelle afin d'obtenir des avantages de leurs activités. Ce contrôle est présumé dans les cas où le Groupe détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de ses filiales, plus de la moitié des droits de vote. Les états financiers des filiales sont consolidés en suivant la méthode de l'intégration globale, et les intérêts minoritaires sont déterminés sur la base du pourcentage d'intérêt.

Les intérêts des actionnaires minoritaires sont présentés au bilan dans une catégorie distincte des capitaux propres, part du Groupe. Le montant de leur quote-part dans le résultat net consolidé est présenté séparément dans le compte de résultat. Les pertes revenant aux minoritaires excédant leurs intérêts dans les capitaux propres de la filiale sont affectées à la participation du Groupe sauf lorsque les minoritaires sont tenus d'apporter une contribution supplémentaire pour couvrir les pertes et qu'ils sont en mesure de le faire.

L'ensemble des soldes et transactions intragroupe, y compris les profits, pertes et dividendes, est éliminé en consolidation.

##### ***Entreprises associées***

Les entreprises associées sont les entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable, c'est-à-dire le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle, sans toutefois exercer un contrôle sur ces politiques. L'influence notable est présumée lors de la détention, directe ou indirecte par le biais de filiales, de 20% à 50% des droits de vote. Les états financiers des entreprises associées sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

Les participations dans des entreprises associées sont présentées sur une ligne distincte du bilan. Les quotes-parts de résultat des entreprises mises en équivalence, et le résultat de sortie de ces participations, sont présentés séparément dans le compte de résultat. Les quotes-parts de mouvements des capitaux propres des entreprises associées sont constatées directement en capitaux propres.

Si la quote-part du Groupe dans les pertes de l'entreprise associée excède la valeur nette comptable de sa participation, la valeur de la participation est réduite à zéro, et le Groupe ne continue à comptabiliser sa part dans les pertes de l'entreprise associée que dans la mesure où il est responsable de ces pertes.

##### ***Co-entreprises***

L'intégration proportionnelle est appliquée aux co-entreprises, c'est-à-dire aux entités dont le contrôle de l'activité économique est partagé entre deux parties ou plus, et où les décisions stratégiques et opérationnelles sont prises à l'unanimité des associés (contrôle conjoint).

### **3.3.2 Opérations intra-groupe**

Les opérations et transactions réciproques d'actif et de passif, de produits et de charges entre entreprises intégrées sont éliminées dans les comptes consolidés. Cette élimination est réalisée :

- en totalité si l'opération est réalisée entre deux entreprises intégrées globalement,
- à hauteur du pourcentage d'intégration de l'entreprise si l'opération est réalisée entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise intégrée proportionnellement,
- à hauteur du pourcentage de détention de l'entreprise mise en équivalence dans le cas de résultat interne réalisé entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise mise en équivalence.

### **3.3.3 Conversion en monnaies étrangères**

#### **Conversion des états financiers des sociétés étrangères**

La monnaie de fonctionnement des sociétés étrangères correspond à la monnaie locale.

Les états financiers des sociétés étrangères dont la monnaie est différente de la monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe sont convertis selon la méthode dite « du cours de clôture ».

Leurs éléments de bilan sont convertis au cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice et les éléments du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de conversion en résultant sont enregistrés en écart de conversion dans les réserves consolidées. Les écarts d'acquisition relatifs aux sociétés étrangères sont considérés comme faisant partie des actifs et passifs acquis et, à ce titre, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture.

#### **Opérations en monnaie étrangère**

Les opérations en monnaie étrangère sont converties en euro au cours de change en vigueur à la date d'opération. A la clôture de l'exercice, les actifs financiers et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis en euro au cours de change de clôture de l'exercice. Les pertes et gains de change en découlant sont reconnus dans la rubrique résultat de change et présentés en autres produits et charges financiers au compte de résultat.

### **3.3.4 Activités abandonnées (arrêtées, cédées) ou en cours de cession et actifs non courants détenus en vue de la vente**

Les éléments du compte de résultat relatifs aux activités abandonnées sont présentés sur une ligne isolée pour toutes les périodes présentées. Une activité abandonnée est une composante d'une entité ayant des flux de trésoreries identifiables et qui représente une ligne d'activité ou une zone géographique distincte.

Les groupes d'actifs et passifs dont la cession a été décidée au cours de la période sont présentés sur une ligne séparée du bilan, dès lors que la cession doit intervenir dans les 12 mois. Ils sont évalués au plus bas de la valeur comptable ou du prix de vente estimé, net des coûts relatifs à la cession.

### **3.3.5 Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition**

Les sociétés entrent dans le périmètre de consolidation à la date à laquelle leur contrôle est transféré au Groupe, et en sortent à la date à laquelle le Groupe cesse d'exercer un contrôle sur elles.

Les acquisitions de filiales sont constatées selon la méthode de l'acquisition. Cette méthode implique la comptabilisation des actifs et passifs des sociétés acquises par le Groupe à leur juste valeur, en conformité avec les règles prévues par IFRS3 – Regroupement d'entreprises.

Les coûts de restructuration et les autres coûts de l'entreprise acquise consécutifs au regroupement et qui répondent à la date de l'acquisition aux critères de constitution de provisions fixés par la norme IAS 37 sont inclus dans les passifs acquis ; les coûts engagés ultérieurement à la date d'acquisition sont comptabilisés dans le compte de résultat opérationnel de la période au cours de laquelle ils sont encourus ou lorsqu'ils répondent aux critères de la norme IAS 37.

Les passifs éventuels de l'entreprise acquise sont reconnus comme des passifs et sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition ; il s'agit de passifs ne répondant pas aux critères de constitution des provisions fixés par la norme IAS 37.

L'excédent du coût d'acquisition sur les intérêts du Groupe dans la juste valeur des actifs et passifs enregistrés constitue l'écart d'acquisition. Les écarts d'acquisition relatifs aux filiales ou co-entreprises sont enregistrés sur une ligne séparée du bilan (note 6.1). Les écarts d'acquisition relatifs aux entreprises associées sont compris dans la valeur comptable de la participation et sont pris en considération dans le test de dépréciation relatif à cet actif.

A l'inverse, si la quote-part des actifs et passifs en juste valeur dépasse le coût d'acquisition, cet excédent est immédiatement enregistré en profit.

L'évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise peut être ajustée dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition ; au-delà de ce délai, le montant de l'écart d'acquisition ne peut être modifié que dans des cas très spécifiques (ajustement du prix, corrections d'erreur).

Les écarts d'acquisition ne font pas l'objet d'amortissements récurrents, mais des pertes de valeur sont constatées si cela s'avère nécessaire sur la base des résultats des tests de perte de valeur.

Pour la réalisation des tests de perte de valeur, les écarts d'acquisition sont affectés à chacune des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) auxquelles ils se rattachent en fonction de l'organisation mise en place par le Groupe (voir définition d'une UGT en note 3.4.2).

Les UGT auxquelles un écart d'acquisition est affecté font l'objet de test de perte de valeur au moins une fois par an, ou plus fréquemment s'il existe un indice de perte de valeur.

Si la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à la valeur comptable de ses actifs, la perte de valeur est affectée en priorité à l'écart d'acquisition, puis aux autres actifs non courants de l'UGT (immobilisations corporelles et incorporelles) au prorata de leur valeur comptable.

Une perte de valeur sur un écart d'acquisition a un caractère irréversible et ne peut donc pas être reprise.

### **3.4 Règles et méthodes d'évaluation**

#### **3.4.1 Recours à des estimations**

L'établissement des états financiers nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui peuvent affecter les montants figurant dans ces états financiers, notamment en ce qui concerne les éléments suivants :

- l'évaluation des provisions et des engagements de retraites
- l'évaluation des impôts différés
- les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur
- l'évaluation des coûts de démantèlement, décontamination et de remise en état des sites

Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

#### **3.4.2 Perte de valeur des actifs**

Des tests de perte de valeur sont effectués systématiquement au moins une fois par an pour les actifs incorporels à durée de vie indéfinie, ou plus souvent s'il existe un indice de perte de valeur.

Des tests sont effectués dès qu'il existe un indice de perte de valeur pour les immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie.

Les indices de perte de valeur suivis par le Groupe sont de deux types :

- Externes : matières premières, taux d'intérêts, modification substantielle du contexte réglementaire.
- Internes : incident majeur d'exploitation, baisse d'activité durable, modifications substantielles des conditions et autorisation d'exploitation.

Lorsque le montant recouvrable d'une Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) est inférieur à la valeur nette comptable des actifs rattachés à l'UGT, une perte de valeur est constatée.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre, la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie générés par l'UGT, augmentée, le cas échéant, de sa valeur de sortie à la fin de sa durée d'utilité prévue, et la juste valeur diminuée du coût de cession.

Une UGT est définie comme étant le plus petit ensemble d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie de façon indépendante des autres actifs ou ensemble d'actifs du Groupe. Elle inclut les écarts d'acquisition qui lui sont attribuables.

Afin de tenir compte des évolutions dans sa structure de management, et pour refléter au plus près les enjeux économiques, le Groupe EPC a réorganisé ses activités autour de 6 UGT :

- France Benelux (Explosifs et Forage Minage)
- Europe du Sud et Maroc (Explosifs et Forage Minage)
- Europe du Nord (Explosifs et Forage Minage)
- Europe Centrale et Orientale (Explosifs et Forage Minage)
- Afrique Sub-Saharienne (Explosifs et Forage Minage)
- Démolition

### **3.4.3 Reconnaissance du produit des activités ordinaires**

Le produit des activités ordinaires est constitué par les ventes et les prestations de services à des tiers, déduction faite des remises et rabais commerciaux ainsi que des taxes sur les ventes, et après élimination des ventes intragroupe.

#### **Ventes de biens**

Les ventes de biens sont enregistrées lorsque les principaux risques et avantages sont transférés à l'acheteur, ce qui coïncide généralement avec le transfert de propriété.

#### **Prestations de services**

Les produits provenant des prestations de services sont enregistrés une fois que le service est rendu ou sur la base d'un pourcentage d'avancement sur la durée du contrat.

#### **Contrats de construction**

Lorsque le résultat d'un contrat de construction peut être estimé de façon fiable, et qu'il est probable que le contrat sera rentable, les produits et les coûts du contrat sont comptabilisés en fonction de l'avancement de l'activité du contrat à la date de clôture (méthode du pourcentage d'avancement). Le degré d'avancement des travaux est déterminé suivant les méthodes suivantes, en fonction de la nature du contrat :

1. le rapport existant entre les coûts encourus pour les travaux exécutés jusqu'à la date considérée et les coûts totaux estimés du contrat ;
2. l'examen des travaux exécutés; ou
3. l'achèvement, en termes physiques, d'une partie des travaux du contrat.

Lorsque le résultat d'un contrat de construction ne peut être estimé de façon fiable :

- les produits ne sont comptabilisés que dans la limite des coûts encourus qui seront probablement recouvrables,
- les coûts du contrat sont comptabilisés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Dans le cas où les prévisions de fin d'affaire sur les contrats de construction font ressortir un résultat déficitaire, une provision pour perte à terminaison est comptabilisée immédiatement en résultat.

### **3.4.4 Autres produits et charges d'exploitation**

Les autres produits d'exploitation comprennent les éléments suivants :

- Production immobilisée
- Subvention d'exploitation
- Quote-part de subvention d'investissement virée au compte de résultat de l'exercice
- Produits de cession d'immobilisations et de titres consolidés
- Autres produits, dont résultat bénéficiaire sur opérations faites en commun

Les autres charges d'exploitation comprennent les éléments suivants :

- Valeur nette comptable des immobilisations et titres consolidés cédés
- Impôts et taxes
- Autres charges, dont pertes sur opérations faites en commun

#### **3.4.5 Charges et produits financiers**

Les charges et produits financiers comprennent les éléments suivants :

- Les charges et produits d'intérêt relatifs à l'endettement net consolidé, lequel se compose des emprunts bancaires, des dettes liées aux contrats de location financement et de la trésorerie et équivalents de trésorerie.
- Les autres charges versées aux établissements financiers au titre des opérations de financement
- La composante financière du coût des régimes de retraite (charge d'intérêt et rendement attendu des actifs du régime)
- La désactualisation des provisions pour décontamination, démantèlement et dépollution
- Les dépréciations durables et les résultats de cession des titres disponibles à la vente
- Les dividendes reçus des participations non consolidées (les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire de percevoir le paiement est établi).
- Les profits et pertes de change résultant des opérations de financement, y compris le cas échéant les effets de la comptabilité de couverture.

#### **3.4.6 Contrats de location**

##### ***Contrats de location simple***

Les paiements effectués au titre d'un contrat de location simple sont enregistrés en charge dans le compte de résultat, sur une base linéaire pendant la durée du contrat.

Les revenus locatifs sont comptabilisés en produits de façon linéaire.

##### ***Contrats de location financement***

Les contrats de location financement pour lesquels le Groupe est preneur sont comptabilisés à l'actif et au passif du bilan pour des montants égaux au plus faible de la juste valeur du bien loué et de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location (au taux d'intérêt implicite du contrat). Les paiements sont ventilés entre charge financière et amortissement de la dette.

### **3.4.7 Immobilisations incorporelles**

#### **Frais de développement**

Les dépenses relatives à un projet de développement sont capitalisées s'ils répondent aux six critères suivants :

- fiabilité technique,
- intention d'achever l'actif et de l'utiliser ou de le vendre,
- capacité à utiliser ou à vendre l'actif,
- probabilité d'avantages économiques futurs (existence d'un marché ou utilisation en interne),
- disponibilité de ressources financières nécessaires à l'achèvement,
- fiabilité de la mesure des dépenses attribuables à l'immobilisation.

Les frais de développement capitalisés sont ensuite amortis sur la durée probable de vie de l'immobilisation incorporelle à partir de sa mise en service.

#### **Autres immobilisations incorporelles**

Une immobilisation incorporelle est comptabilisée :

- s'il est probable que les avantages économiques futurs iront à l'entreprise
- si le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les immobilisations incorporelles sont évaluées selon la méthode du coût amorti, en utilisant la méthode linéaire sur une durée d'utilité comprise entre 12 mois et 3 ans.

### **3.4.8 Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées selon la méthode du coût amorti.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé selon le mode le plus représentatif de la dépréciation économique des biens, suivant la méthode des composants, et sur la durée d'utilité estimée des biens.

Les durées d'amortissement retenues par le Groupe sont les suivantes :

Constructions en dur, merlons	Linéaire 30 ans
Constructions légères, clôtures	Linéaire 15 ans
Matériels et installations de fabrication	Linéaire 12 ans
Installations réseaux (eau, vapeur, électricité, surveillance...)	Linéaire 12 ans
Réservoirs et citernes fixes	Linéaire 12 ans
Foreuse, Pelles, Chargeuse	Dégressif 7 ans, coef 2.1, sur 80% de la valeur brute
Châssis Unité Mobile de Fabrication	Dégressif 10 ans coef 3
Body Unité Mobile de Fabrication	Linéaire 10 ans

#### **3.4.9 Provisions pour démantèlement décontamination**

Lorsqu'une obligation légale, contractuelle ou implicite rend nécessaire le réaménagement de sites de production du Groupe, les coûts correspondant ont été estimés et activés. La provision est comptabilisée initialement à la mise en service de l'immobilisation en contrepartie du coût de revient amortissable de l'immobilisation. La provision, évaluée site par site, est estimée à partir de la valeur actuelle des coûts attendus des travaux de réaménagement.

Les coûts de démantèlement décontamination constituent une obligation immédiate, qui se traduit dans les comptes consolidés par une augmentation de valeur des actifs et enregistrement d'une provision correspondante.

#### **3.4.10 Provisions pour dépollution**

Lorsque le Groupe estime qu'il a une obligation légale ou implicite liée à un risque environnemental dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources, une provision correspondant aux coûts futurs estimés est comptabilisée sans tenir compte des indemnités d'assurance éventuelles (seules les indemnités d'assurance quasi certaines sont comptabilisées à l'actif du bilan).

Les autres coûts environnementaux sont comptabilisés en charges lors de leur réalisation.

Les coûts de dépollution constituent une obligation progressive qui se traduit dans les comptes consolidés par une provision.

#### **3.4.11 Immeubles de placement**

Le Groupe EPC n'est pas propriétaire d'immeubles de placement.

#### **3.4.12 Autres actifs financiers non courants**

Les autres actifs financiers correspondent aux titres de participations non consolidées et aux créances rattachées à ces participations.

Les titres de participations non consolidées représentent les intérêts du Groupe dans le capital de sociétés non consolidées en raison de leur caractère peu significatif.

Une perte de valeur est constatée en résultat financier en cas de baisse durable de leur valeur, déterminée sur la base des critères financiers appropriés à la situation de chaque société, tels que la quote part des capitaux propres et les perspectives de rentabilité.

Les créances rattachées à des participations sont dépréciées lorsque leur valeur recouvrable est inférieure à leur valeur au bilan.

#### **3.4.13 Instruments financiers dérivés**

Afin d'atténuer le risque de volatilité des devises étrangères, le Groupe peut avoir recours à des contrats à terme. Le Groupe applique les principes comptables spécifiques de la comptabilité de couverture dans la mesure où il est démontré que les relations de couverture entre les instruments dérivés et le risque couvert remplissent les conditions requises pour en permettre l'utilisation.

#### **3.4.14 Stocks**

Les stocks sont enregistrés au plus faible du coût de revient et de la valeur nette de réalisation. Le coût est calculé selon la méthode FIFO (premier entré premier sorti), ou au coût moyen unitaire pondéré.

Le coût des produits en cours de production et des produits finis détenus en stocks inclut les matières premières, la main d'œuvre directe et une portion adéquate des charges de production variables et fixes, celles-ci étant affectées sur la base des capacités opérationnelles normales.

#### **3.4.15 Clients et autres débiteurs**

Les créances clients sont initialement comptabilisées à leur juste valeur.

Une dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction.

#### **3.4.16 Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie comprend les disponibilités bancaires et les valeurs mobilières de placement.

Les équivalents de trésorerie se composent des placements sans risque dont l'échéance est inférieure ou égale à trois mois. Ils sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture. Les variations de juste valeur sont enregistrées en résultat financier de la période.

#### **3.4.17 Dettes financières**

Les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif.

#### **3.4.18 Coûts d'emprunts**

Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de l'exercice lorsqu'ils sont encourus.

#### **3.4.19 Impôts différés**

Des impôts différés sont comptabilisés en utilisant la méthode bilantielle du report variable, pour toutes les différences temporelles existant à la date de clôture entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable au bilan, ainsi que sur les déficits reportables, dans la mesure où il est probable que le Groupe dispose de bénéfices futurs imposables sur lesquels ces déficits pourront être imputés.

Les impôts différés sont déterminés à l'aide des taux d'impôts (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture et dont il est prévu qu'ils s'appliqueront lorsque l'actif d'impôt différé concerné sera réalisé ou le passif d'impôt différé réglé.

#### **3.4.20 Fournisseurs et autres créditeurs**

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont comptabilisés à leur juste valeur, qui, dans la plupart des cas, correspond à leur valeur nominale.

#### **3.4.21 Avantages du personnel**

Le Groupe propose à ses salariés différents régimes de retraite, des indemnités de fin de contrat et d'autres avantages, qui dépendent des législations locales et des pratiques adoptées par chacune des filiales.

Les indemnités de fin de contrat correspondent généralement à des montants calculés sur la base de l'ancienneté du salarié et de son salaire annualisé à l'âge du départ à la retraite ou à la fin du contrat.

#### **3.4.22 Obligations en matière de retraites**

##### **Régimes à cotisations définies**

Le Groupe comptabilise en charges le paiement des cotisations lorsqu'elles sont encourues.

Un complément de retraite par capitalisation à cotisation définies (Article 83) a été mis en place chez EPC en 2006.

##### **Régimes à prestations définies**

Les estimations des obligations du Groupe au titre des régimes de retraite à prestations définies et des indemnités de départ en retraite sont calculées annuellement, conformément à la norme IAS19 « Avantages du personnel », par des actuaires indépendants en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Cette méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service future du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel.

L'obligation est actualisée en utilisant un taux d'actualisation approprié pour chaque pays où sont situés les engagements. Elle est comptabilisée au prorata des années de service des salariés.

Lorsque les engagements relatifs aux avantages au personnel sont financés par des fonds externes, ceux-ci sont pris en compte à leur juste valeur à la date de clôture de l'exercice.

Les changements d'hypothèses actuarielles qui affectent l'évaluation des obligations, ainsi que l'écart entre le rendement attendu à long terme des investissements des fonds de pension et le rendement réellement obtenu sont traités comme des gains et pertes actuariels, et enregistrés en capitaux propres sur l'exercice.

Au compte de résultat sont reportés le coût des services rendus qui constate l'augmentation des obligations liée à l'acquisition d'une année d'ancienneté supplémentaire et la charge d'intérêt sur l'obligation qui traduit la désactualisation des obligations. Le rendement à long terme attendu des investissements des fonds de pensions est porté en déduction de ces charges. L'effet des modifications de plans sur les obligations des sociétés du Groupe est généralement reconnu au compte de résultat.

#### **3.4.23 Paiements en actions**

Un plan d'options sur actions a été lancé en date du 24 octobre 2006.

#### **3.4.24 Provisions**

Conformément à IAS 37, les provisions sont constatées lorsque :

- il existe une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé;
- il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre cette obligation ; et
- le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

#### **3.4.25 Subventions publiques**

Les subventions publiques sont comptabilisées lorsqu'il existe une assurance raisonnable que le Groupe remplira les conditions attachées à la subvention, et que la subvention sera reçue.

Les subventions attachées à des actifs (subventions d'investissement) sont présentées en produit différé au passif, puis rapportées au compte de résultat, sur une base systématique, pendant la durée de vie utile de l'actif, en « Autres produits ».

Les subventions liées au résultat sont présentées en tant que crédit au compte de résultat dans la rubrique « autres produits », sur une base systématique sur les périodes nécessaires pour les rattacher aux coûts qu'elles sont destinées à compenser.

#### **3.4.26 Distribution de dividendes**

Les distributions de dividendes aux actionnaires du Groupe sont enregistrées en dettes au cours de la période durant laquelle elles ont été autorisées par les actionnaires.

#### **3.4.27 Gestion du risque financier**

##### **Risque de change**

Afin d'atténuer le risque de change, le Groupe a parfois recours à des contrats à terme. La comptabilisation de ces instruments est décrite en note 3.4.13.

##### **Risque de Crédit**

En matière de risque client, le portefeuille est suffisamment large pour considérer que ce risque ne constitue pas un enjeu significatif. Le recours à des bases de données externes d'analyse du risque est pratiqué régulièrement.

##### **Risque de liquidité**

La Direction Financière du Groupe s'assure auprès des diverses filiales de la mise en place des ressources financières suffisantes pour faire face au risque de liquidité.

Au cours de l'exercice écoulé, des conventions de gestion de trésorerie ont été établies pour participer à une meilleure gestion de ce risque.

### ***Risque de taux d'intérêt***

Dans un contexte de taux d'intérêt faible, le Groupe ne gère pas de manière active son exposition au risque de taux d'intérêt.

Les emprunts bancaires en place dans le Groupe sont la plupart à taux variable, court terme.

### **3.4.28 Engagements hors bilan**

Les engagements hors bilan du Groupe sont suivis par les filiales et la Direction Financière du Groupe au fil de l'eau. Ce processus prévoit la transmission des informations relatives aux engagements donnés suivants :

- Effets escomptés non échus
- Avals et cautions
- Garantie d'actif et de passif
- Hypothèques & nantissements
- Autres engagements

## **4. INFORMATION SECTORIELLE**

Conformément à la norme IFRS 8 – secteurs opérationnels, l'information sectorielle présentée est établie sur la base des données de gestion internes utilisées pour l'analyse de la performance des activités.

Les secteurs présentés par le Groupe reflètent l'organisation choisie par le décideur, selon une analyse axée principalement sur la géographie. Les secteurs retenus sont les suivants :

- France et Benelux
- Europe du Nord et de l'Est
- Europe du Sud, Afrique et autres pays

Les informations relatives aux secteurs opérationnels présentés suivent les mêmes règles comptables que celles utilisée pour les états financiers consolidés.

#### 4.1 Informations comparatives

##### 4.1.1 Produit des activités ordinaires publié, par zone géographique

En milliers d'euros	2009	2008	Variation %
France & Benelux (dont Holding)	113 407	118 396	-4,2%
Europe du Nord et de l'Est	100 437	110 448	-9,1%
Europe du Sud, Afrique et autres	58 128	68 256	-14,8%
<b>Total</b>	<b>271 972</b>	<b>297 100</b>	<b>-8,5%</b>

##### 4.1.2 Produit des activités ordinaires à taux de change et périmètre constant

En milliers d'euros	2009	2008	Variation %
France & Benelux (dont Holding)	113 407	118 799	-4,5%
Europe du Nord et de l'Est	100 437	107 682	-7,6%
Europe du Sud, Afrique et autres	58 128	63 114	-7,9%
<b>Total</b>	<b>271 972</b>	<b>289 595</b>	<b>-6,4%</b>

##### 4.1.3 Résultat opérationnel courant par zone géographique

En milliers d'euros	2009	2008
France & Benelux (dont Holding)	(2 008)	(735)
Europe du Nord et de l'Est	5 885	4 995
Europe du Sud, Afrique et autres	3 614	207
<b>Total</b>	<b>7 491</b>	<b>4 467</b>

##### 4.1.4 Résultat net par zone géographique

En milliers d'euros	2009	2008
France & Benelux (dont Holding)	(3 599)	(28 747)
Europe du Nord et de l'Est	836	2 772
Europe du Sud, Afrique et autres	4 084	(896)
<b>Total</b>	<b>1 321</b>	<b>(26 871)</b>

## 4.2 Résultats sectoriels

### 4.2.1 France & Benelux (dont Holding)

En milliers d'euros	2009	2008 Retraité
Produit des activités ordinaires	117 466	122 787
Produit des activités ordinaires intersectoriel	(4 059)	(4 391)
<b>Produit des activités ordinaires externe total</b>	<b>113 407</b>	<b>118 396</b>
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>(2 008)</b>	<b>(735)</b>
Résultat opérationnel	(2 008)	(735)
Charges financières – net	(4 071)	(1 492)
Quotes-parts de résultat des ent. mises en équivalence	-	10
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>(6 079)</b>	<b>(2 217)</b>
Impôt sur les résultats	1 484	(1 590)
<b>Résultat net – activités poursuivies</b>	<b>(4 595)</b>	<b>(3 807)</b>
Résultat net – activités abandonnées	996	(24 940)
<b>Résultat net total</b>	<b>(3 599)</b>	<b>(28 747)</b>

### 4.2.2 Europe du Nord et de l'Est

En milliers d'euros	2009	2008
Produit des activités ordinaires	100 590	110 557
Produit des activités ordinaires intersectoriel	(153)	(109)
<b>Produit des activités ordinaires externe total</b>	<b>100 437</b>	<b>110 448</b>
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>5 885</b>	<b>4 995</b>
Résultat opérationnel	4 064	4 995
Charges financières – net	(1 828)	(1 446)
Quotes-parts de résultat des ent. mises en équivalence	-	-
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>2 236</b>	<b>3 549</b>
Impôt sur les résultats	(1 400)	(777)
<b>Résultat net – activités poursuivies</b>	<b>836</b>	<b>2 772</b>
Résultat net – activités abandonnées	-	-
<b>Résultat net total</b>	<b>836</b>	<b>2 772</b>

#### 4.2.3 Europe du Sud, Afrique et autres

En milliers d'euros	2009	2008
Produit des activités ordinaires	58 420	68 622
Produit des activités ordinaires intersectoriel	(292)	(366)
<b>Produit des activités ordinaires externe total</b>	<b>58 128</b>	<b>68 256</b>
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>3 614</b>	<b>207</b>
Résultat opérationnel	3 504	207
Charges financières – net	562	(2 611)
Quotes-parts de résultat des ent. mises en équivalence	2 273	2 707
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>6 339</b>	<b>303</b>
Impôt sur les résultats	(944)	(1 163)
<b>Résultat net – activités poursuivies</b>	<b>5 395</b>	<b>(860)</b>
Résultat net – activités abandonnées	(1 311)	(36)
<b>Résultat net total</b>	<b>4 084</b>	<b>(896)</b>

#### 4.3 Autres éléments sectoriels inclus dans le compte de résultat, sans contrepartie de trésorerie

##### 4.3.1 France & Benelux (dont Holding)

En milliers d'euros	2009	2008
Dot/Rep. aux amortissements et pertes de valeur des immobilisations	(6 335)	(6 673)
Dot/Rep. aux provisions	930	(769)

##### 4.3.2 Europe du Nord et de l'Est

En milliers d'euros	2009	2008
Dot/Rep. aux amortissements et pertes de valeur des immobilisations	(5 454)	(5 119)
Dot/Rep. aux provisions	1 474	(1 381)

##### 4.3.3 Europe du Sud, Afrique et autres

En milliers d'euros	2009	2008
Dot/Rep. aux amortissements et pertes de valeur des immobilisations	(2 301)	(4 940)
Dot/Rep. aux provisions	(144)	(1 237)

#### 4.4 Investissements sectoriels

En milliers d'euros	2009	2008
France & Benelux (dont Holding)	3 505	10 421
Europe du Nord et de l'Est	6 627	8 327
Europe du Sud, Afrique et autres	2 315	3 621
<b>Investissements (incorp &amp; corp)*</b>	<b>12 447</b>	<b>22 369</b>

\* hors investissements financés par contrat de locations financement (voir note 6.3)

## 5. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

### 5.1 Produits des activités ordinaires

Chiffres d'affaires publiés et retraités selon IFRS5

En milliers d'euros	Exercice 2009	Exercice 2008
Chiffre d'affaires hors retraitement des activités abandonnées	276 341	311 472
Activités abandonnées	(4 369)	(14 372)
<b>Chiffres d'affaires publiés</b>	<b>271 972</b>	<b>297 100</b>

### 5.2 Autres achats et charges externes

En milliers d'euros	Exercice 2009	Exercice 2008
Autres services extérieurs	(7 668)	(9 253)
Locations	(10 929)	(11 194)
Prestations générales Groupe (1)	(8 816)	(9 508)
Entretien et grosses réparations	(8 011)	(9 602)
Commissions sur vente	(9 596)	(9 926)
Frais de transport	(12 551)	(11 545)
Frais de déplacement	(5 197)	(5 397)
Intérimaires	(3 949)	(4 759)
Assurance	(3 897)	(4 371)
Rémunérations d'intermédiaires	(4 549)	(4 455)
Autres achats et charges externes	(4 670)	(5 011)
<b>Total des autres achats et charges externes</b>	<b>(79 833)</b>	<b>(85 021)</b>

(1) Prestations de services facturées par des parties liées au Groupe.

### 5.3 Variation des stocks d'en-cours et de produits finis au compte de résultat

En milliers d'euros	Exercice 2009	Exercice 2008
Production stockée de biens	1 446	889
Variation d'en-cours de production de biens	243	(385)
Variation d'en-cours de production de services	42	(82)
<b>Total</b>	<b>1 731</b>	<b>423</b>

#### 5.4 Charges de personnel

En milliers d'euros	Exercice 2009	Exercice 2008
Rémunérations	(44 991)	(46 884)
Charges sociales	(16 996)	(16 701)
Autres charges de personnel	(1 356)	(1 230)
<b>Total charges de personnel</b>	<b>(63 343)</b>	<b>(64 815)</b>

#### *Paiements en action*

Par délibération, en date du 24 octobre 2006, prise en application de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires réunie le 18 juin 1992, le Conseil d'Administration a consenti, dans le cadre des dispositions des articles L.225-179 et suivants du Code de commerce, 7 500 options donnant droit à l'achat d'actions provenant d'acquisitions effectuées préalablement à l'ouverture de l'option par la Société elle-même, en application des dispositions de l'article L.225-209 du N.C.C.

Au 31 décembre 2009, le nombre d'options exerçables est de 5 500.

Les options ont été consenties à un prix unitaire de 315,64 €, et sont à exercer au plus tard le 23 octobre 2010.

Aucune option n'a été levée.

#### *Effectifs*

Catégorie de personnel	Exercice 2009	Exercice 2008
Ingénieurs et cadres	178	169
Agents de maîtrise, techniciens & employés	719	759
Ouvriers	740	793
<b>Total des effectifs</b>	<b>1 637</b>	<b>1 721</b>

Les effectifs sont pris en compte à 100% pour les sociétés intégrées par la méthode de l'intégration globale et en fonction du pourcentage d'intégration pour les sociétés intégrées par la méthode de l'intégration proportionnelle.

## 5.5 Autres produits et charges d'exploitation

En milliers d'euros	Exercice 2009	Exercice 2008
Production immobilisée	585	32
Subventions d'exploitation	72	55
Subventions d'investissement virées au compte de résultat	172	172
Produits de cession d'immobilisations	1 922	2 023
Autres produits d'exploitation	4 066	4 005
<b>Total autres produits</b>	<b>6 817</b>	<b>6 287</b>
Valeur nette comptable des immobilisations cédées	(2 018)	(1 451)
Impôts et taxes	(3 976)	(4 186)
Autres charges d'exploitation	(3 069)	(4 119)
<b>Total autres charges</b>	<b>(9 063)</b>	<b>(9 756)</b>
<b>Total autres produits et charges d'exploitation</b>	<b>(2 246)</b>	<b>(3 469)</b>
<b>Plus ou moins value sur cession d'immobilisations</b>	<b>(96)</b>	<b>572</b>

## 5.6 Autres produits et charges opérationnels

En milliers d'euros	Exercice 2009	Exercice 2008 (*)	Exercice 2008 Publié
Filiale irlandaise	(1 429)	(837)	-
Filiale anglaise	(392)	-	-
Autres filiales	(110)	-	-
<b>Total autres produits et charges opérationnels</b>	<b>(1 931)</b>	<b>(837)</b>	<b>-</b>

Les autres produits et charges opérationnels correspondent à des charges de personnel relatifs à des frais de restructuration comptabilisés dans les filiales.

(\*) A noter qu'en 2008, les coûts de restructuration de la filiale Irlandaise qui s'élevaient à 837 K€ figuraient en charges de personnel et non en autres produits et charges opérationnels comme en 2009.

## 5.7 Frais de recherche et développement

Le Groupe ne pratique pas de recherche fondamentale.

Dans le cadre des Normes IFRS applicables à la Recherche appliquée, le Groupe a distingué :

- les travaux de conception (études de faisabilité, définition des objectifs, définition des spécifications ...) imputables en charges sur l'exercice,
- des travaux de développement (Industrialisation) assimilables à un actif incorporel et amortissables sur plusieurs années.

Les charges imputables sur l'exercice se résument comme suit :

En milliers d'euros	Exercice 2009	Exercice 2008
Frais de recherche (travaux de conception)	1 542	1 667
<b>Total</b>	<b>1 542</b>	<b>1 667</b>

## 5.8 Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers

En milliers d'euros	Exercice 2009	Exercice 2008 Retraité
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	181	1 036
Charges d'intérêts	(3 694)	(4 699)
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>(3 513)</b>	<b>(3 663)</b>
Pertes et gains de change	147	(720)
Coût financier sur avantages au personnel («interest cost»)	(1 081)	(245)
Charge de désactualisation des provisions	(774)	(752)
Dividendes reçus de sociétés non consolidées	142	96
Dotations et reprises aux provisions financières	(386)	(560)
Autres charges et produits financiers	128	295
<b>Autres produits et charges financiers</b>	<b>(1 824)</b>	<b>(1 886)</b>
<b>Total du résultat financier</b>	<b>(5 337)</b>	<b>(5 549)</b>

## 5.9 Impôt sur les résultats

La charge d'impôts sur le résultat s'analyse de la façon suivante :

En milliers d'euros	Exercice 2009	Exercice 2008 Retraité
(Charge) / produit d'impôts exigibles	(2 175)	(2 395)
(Charge) / produit d'impôts différés	1 315	(1 135)
<b>Total</b>	<b>(860)</b>	<b>(3 530)</b>

Rapprochement entre impôt théorique au taux légal d'imposition France et impôt effectif :

En milliers d'euros	Exercice 2009	Exercice 2008 Retraité
Résultat avant impôt et résultat des entreprises liées	222	(1 082)
Taux d'imposition théorique en vigueur en France	33,33%	33,33%
<b>Impôt théorique attendu</b>	<b>(74)</b>	<b>361</b>
Déficits reportables de la période non activés	(5 027)	(4 961)
Déficits activés sur la période (2)	2 119	
Déficits antérieurs non activés utilisés sur la période	1 834	784
Incidence de la variation de taux (report variable)	(141)	70
Différentiel de taux sur résultat étranger (1)	629	1 224
Autres différences permanentes	(200)	(1 008)
<b>Impôt effectivement comptabilisé</b>	<b>(860)</b>	<b>(3 530)</b>
<b>Taux d'impôt effectif</b>	<b>*</b>	<b>*</b>

(1) L'incidence des taux d'impôt étrangers s'élève à 629K€ au 31 décembre 2009. Elle est principalement imputable à l'Irlande pour 372K€, avec un taux de 12,5%.

(2) Le Groupe a choisi, pour les exercices clos le 31 décembre 2009 et le 31 décembre 2008, de limiter le montant des actifs d'impôt différé reconnu au titre des pertes fiscales à l'impôt calculé sur le bénéfice prévisionnel de l'année suivante qui inclut une plus value de cession sur des terrains liée au projet SOLAIREDIRECT (voir note 12.2)

A la clôture 2009, le Groupe dispose au niveau de l'intégration fiscale en France d'un stock non-activé d'impôt différé de 9 975 K€ au titre des déficits reportables.

Les taux d'impôt applicables sont les suivants :

Pays	Exercice 2009	Exercice 2008
Allemagne	27%	25%
Belgique	33,99%	33,99%
Burkina Faso	27,5%	40%
Espagne	30%	30%
France	33,33%	33,33%
Royaume-Uni	28%	28%
Guinée	35%	35%
Irlande	12,5%	12,5%
Italie	31,4%	27,5%
Luxembourg	25,5%	25,5%
Maroc	30%	35%
Norvège	28%	28%
Pologne	19%	19%
Portugal	25%	25%
République Tchèque	19%	16%
Roumanie	16%	16%
Sénégal	25%	25%
Suède	26,5%	26,5%

## 5.10 Résultat par action

### 5.10.1 Résultat de base

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires (résultat net part du Groupe) par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice (déduction faite du nombre moyen pondéré d'actions auto détenues).

Le même calcul est réalisé pour les parts de fondateurs.

	Exercice 2009	Exercice 2008	Exercice 2008 Publié
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires (en K€)	1 383	(19 394)	(19 521)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	152 298	152 298	168 400
<b>Résultat de base par action (en €/action)</b>	<b>9,08</b>	<b>(127,34)</b>	<b>(115,92)</b>

	Exercice 2009	Exercice 2008	Exercice 2008 Publié
Bénéfice net attribuable aux parts de fondateurs (en K€)	461	(6 464)	(6 507)
Nombre moyen pondéré de parts de fondateurs	29 473	29 473	29 473
<b>Résultat de base par part de fondateurs (en €/part)</b>	<b>15,64</b>	<b>(219,32)</b>	<b>(220,78)</b>

### 5.10.2 Résultat dilué

Les instruments potentiellement dilutifs existants ont été considérés comme non exerçables, le cours moyen de marché des actions (2008 et 2009) n'excédant pas le prix d'exercice des options.

Ainsi, le résultat par action calculé en ajustant le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives est identique au résultat de base.

### 5.10.3 Mouvements depuis la clôture

Il n'est pas intervenu depuis la clôture d'opérations affectant le nombre d'actions.

### 5.10.4 Résultat par action des activités poursuivies

	Exercice 2009	Exercice 2008	Exercice 2008 Publié
<b>Résultat des activités poursuivies (en K€)</b>	<b>1 636</b>	<b>(1 895)</b>	<b>(2 065)</b>
Résultat par action	8,06	(9,33)	(9,20)
Résultat par part de fondateur	13,88	(16,07)	(17,52)
Résultat dilué par action	8,06	(9,33)	(9,20)
Résultat dilué par part de fondateur	13,88	(16,07)	(17,52)

	Exercice 2009	Exercice 2008	Exercice 2008 Publié
<b>Résultat des activités poursuivies (en K€) Part du Groupe</b>	<b>1 958</b>	<b>(993)</b>	<b>(1 163)</b>
Résultat par action	9,64	(4,89)	(5,18)
Résultat par part de fondateur	16,61	(8,42)	(9,86)
Résultat dilué par action	9,64	(4,89)	(5,18)
Résultat dilué par part de fondateur	16,61	(8,42)	(9,86)

### 5.10.5 Résultat par action des activités abandonnées

	Exercice 2009	Exercice 2008
<b>Résultat des activités abandonnées (en K€)</b>	<b>(315)</b>	<b>(24 976)</b>
Résultat par action	(1,40)	(111,24)
Résultat par part de fondateur	(2,67)	(211,85)
Résultat dilué par action	(1,40)	(111,24)
Résultat dilué par part de fondateur	(2,67)	(211,85)

## 6. NOTES RELATIVES A L'ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

### 6.1 Écarts d'acquisition

En milliers d'euros	Exercice 2009	Exercice 2008
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>		
Valeur brute	21 050	20 172
Pertes de valeur cumulées	(1 943)	(1 943)
<b>Valeur nette à l'ouverture</b>	<b>19 107</b>	<b>18 229</b>
Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises	-	-
Variations de périmètre <sup>(1)</sup>	(42)	926
Ecart de conversion	4	(48)
Pertes de valeur enregistrées en résultat	-	-
<b>Au 31 décembre 2009</b>		
Valeur brute	21 012	21 050
Pertes de valeur cumulées <sup>(2)</sup>	(1 943)	(1 943)
<b>Valeur nette à la clôture</b>	<b>19 069</b>	<b>19 107</b>

(1) La variation des écarts d'acquisition de l'exercice 2009 est due à l'entrée dans le périmètre de la société EPC Ceska pour 39K€, et au reclassement de l'entité STID en actifs destinés à être cédés pour (81) K€.

(2) Les pertes de valeur cumulées concernent l'UGT démolition.

Pour information les écarts d'acquisition se répartissent de la manière suivante par UGT :

En milliers d'euros	Ecart d'acquisition testé
<b>France et Benelux</b>	
Démolition	2 715
France Benelux (Explosifs et Forage Minage)	2 913
<b>Europe du Nord et de l'Est</b>	
Europe du Nord (Explosifs et Forage Minage)	9 277
Europe du Sud et Maroc (Explosifs et Forage Minage)	2 345
<b>Europe du Sud, Afrique et Autres</b>	
Europe Centrale et Orientale (Explosifs et Forage Minage)	1 817
Afrique Sub-Saharienne (Explosifs et Forage Minage)	-
<b>Total</b>	<b>19 069</b>

#### Tests de perte de valeur – méthodologie

Le Groupe a adopté à compter de l'exercice 2008 la méthode recommandée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), c'est-à-dire la méthode d'évaluation par les flux de trésorerie actualisés, en considérant comme taux d'actualisation le coût moyen pondéré des capitaux propres (WACC).

Les taux d'actualisation appliqués par UGT sont les suivants :

	<b>WACC Après Impôts</b>	<b>Taux d'actualisation d'équilibre</b>
France Benelux (Explosifs et Forage Minage)	7.43%	9.05%
Europe du Sud et Maroc (Explosifs et Forage Minage)	7.60%	9.57%
Europe du Nord (Explosifs et Forage Minage)	8.34%	11.47%
Europe Centrale et Orientale (Explosifs et Forage Minage)	7.59%	9.12%
Afrique Sub-Saharienne (Explosifs et Forage Minage)	15.17%	18.45%
Démolition	7.83%	9.67%

La valeur comptable de chaque groupe d'actifs a fait l'objet d'une comparaison avec sa valeur d'utilité au 31 décembre 2009. A noter qu'à compter de 2009, les tests ont été réalisés en tenant compte d'un BFR normatif par UGT.

Il en ressort que les valeurs d'utilité calculées dépassent la valeur comptable de chaque groupe d'actif. Pour information, le Taux d'actualisation à partir duquel une dépréciation aurait dû être constatée figure dans la colonne « Taux d'actualisation d'équilibre ».

Les valeurs d'utilité correspondent à la somme des flux futurs de trésorerie disponibles actualisés, déterminés sur la base d'un plan d'affaires à horizon cinq ans pour chacune des UGT ; ce plan d'affaires reflétant la connaissance des marchés et les orientations de développement décidées par la Direction du Groupe.

Le taux d'actualisation appliqué par UGT intègre :

- La prime de risque général (marché actions France) retenue pour les tests 2009 qui est identique à la prime de risque retenue au 31 décembre 2008
- le risque spécifique lié à l'activité concernée par l'UGT (coefficient bêta distingué entre explosif/forage minage et Démolition)
- le risque spécifique à la zone géographique constituant l'UGT obtenu en pondérant les primes de risque de chaque pays par la valeur des actifs corporels et incorporels attachés à chacun des pays constituant l'UGT.

La valeur d'utilité intègre une valeur terminale obtenue par projection et actualisation à l'infini du dernier flux de l'horizon explicite en tenant compte d'un taux de croissance de 1% à 3% suivant les UGT. Ce taux reflète le potentiel estimé de chaque marché sur le long terme.

## 6.2 Immobilisations incorporelles

Aucune perte de valeur n'a été constatée sur les immobilisations incorporelles pour les deux exercices 2008 et 2009.

En milliers d'euros	Concessions, brevets, licences	Frais de dévelop- pement	Autres Immos incorp. & en cours	Total
<b>Au 31 décembre 2008</b>				
Valeurs brutes	1 492	604	1 103	<b>3 199</b>
Amortissements cumulés et dépréciations	(1 316)	(378)	(670)	<b>(2 364)</b>
<b>Valeur nette au 31 décembre 2008</b>	<b>176</b>	<b>226</b>	<b>433</b>	<b>835</b>
<b>Variations de l'exercice</b>				
Acquisitions	78	102	212	<b>392</b>
Variations de périmètre	-	-	2	<b>2</b>
Sorties	-	-	-	-
Ecart de conversion	-	-	-	-
Amortissements et dépréciations	(79)	(91)	(63)	<b>(233)</b>
Autres mouvements	-	2	-	<b>2</b>
<b>Valeur nette au 31 décembre 2009</b>	<b>175</b>	<b>239</b>	<b>584</b>	<b>998</b>
<b>Au 31 décembre 2009</b>				
Valeurs brutes	1 570	708	1 317	<b>3 595</b>
Amortissements cumulés et dépréciations	(1 395)	(469)	(733)	<b>(2 597)</b>
<b>Valeur nette au 31 décembre 2009</b>	<b>175</b>	<b>239</b>	<b>584</b>	<b>998</b>

## 6.3 Immobilisations corporelles

En milliers d'euros	Terrains & constr.	Total ITMO <sup>(1)</sup>	Autres Immos corp.	Immos en cours et autres	Total
<b>Au 31 décembre 2008</b>					
Valeurs brutes	42 186	123 654	26 187	5 990	<b>198 019</b>
Amortissements cumulés et dépréciations	(20 678)	(70 949)	(16 948)	(480)	<b>(109 057)</b>
Perte de valeur	-	(1 193)	-	-	<b>(1 193)</b>
<b>Valeur nette au 31 décembre 2008</b>	<b>21 508</b>	<b>51 512</b>	<b>9 239</b>	<b>5 510</b>	<b>87 769</b>
<b>Variations de l'exercice</b>					
Acquisitions	1 059	7 520	2 270	3 938	<b>14 787</b>
Variations de périmètre	179	90	112	-	<b>381</b>
Sorties	(14)	(1 679)	(497)	(77)	<b>(2 267)</b>
Écart de conversion	235	907	105	71	<b>1 318</b>
Amortissements et dépréciations	(899)	(10 339)	(3 026)	153	<b>(14 111)</b>
Autres mouvements	1 799	1 920	1 351	(5 383)	<b>(313)</b>
<b>Valeur nette au 31 décembre 2009</b>	<b>23 867</b>	<b>49 931</b>	<b>9 554</b>	<b>4 212</b>	<b>87 564</b>
<b>Au 31 décembre 2009</b>					
Valeurs brutes	45 877	128 967	29 080	4 540	<b>208 464</b>
Amortissements cumulés et dépréciations	(22 010)	(77 961)	(19 526)	(328)	<b>(119 825)</b>
Perte de valeur (2)	-	(1 075)	-	-	<b>(1 075)</b>
<b>Valeur nette au 31 décembre 2009</b>	<b>23 867</b>	<b>49 931</b>	<b>9 554</b>	<b>4 212</b>	<b>87 564</b>

(1) Installations techniques, matériel et outillage.

(2) Concerne BFMS et Nitrokémine

### Contrats de locations financement

Les immobilisations corporelles incluent les éléments suivants pris en location financement :

En milliers d'euros	Exercice 2009	Exercice 2008
<b>Constructions</b>		
Valeur brute	142	111
Amortissements et dépréciations cumulés	(52)	(39)
<b>Valeur nette comptable</b>	<b>90</b>	<b>71</b>
<b>ITMO</b>		
Valeur brute	23 069	18 523
Amortissements et dépréciations cumulés	(13 030)	(9 987)
<b>Valeur nette comptable</b>	<b>10 080</b>	<b>8 536</b>
<b>Autres immobilisations corporelles</b>		
Valeur brute	4 780	3 790
Amortissements et dépréciations cumulés	(2 709)	(2 369)
<b>Valeur nette comptable</b>	<b>2 071</b>	<b>1 421</b>

### Réconciliation des « Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles » des notes 6.2 et 6.3 avec le Tableau de flux de trésorerie

En milliers d'euros	Exercice 2009	Exercice 2008
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	393	342
Acquisitions d'immobilisations corporelles	14 787	30 313
	<b>15 179</b>	<b>30 655</b>
Elimination des acquisitions d'immobilisations en contrats de location	(3 064)	(8 054)
Variation des dettes sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	332	(232)
	<b>(2 732)</b>	<b>(8 286)</b>
<b>Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles – Tableau de Flux de Trésorerie</b>	<b>12 447</b>	<b>22 369</b>

### 6.4 Participation dans les entreprises associées

Au 31 décembre 2009, comme au 31 décembre 2008, le Groupe détient des participations dans deux entreprises associées : Arabian Explosives et Croda EPC.

En milliers d'euros	Exercice 2009	Exercice 2008
<b>Valeur à l'ouverture de l'exercice</b>	<b>4 403</b>	<b>4 324</b>
Quote-part du résultat	2 273	2 717
Ecart de conversion	(104)	204
Dividendes	(2 269)	(2 588)
Variation de périmètre	-	(254)
<b>Valeur à la clôture de l'exercice</b>	<b>4 303</b>	<b>4 403</b>

## 6.5 Participation dans les co-entreprises

Le Groupe détient des participations dans quatre co-entreprises : Kemek, Exor, Nitrokemine Guinée et Société de Minage en Guinée (maison mère de Nitrokemine Guinée).

En milliers d'euros	Exercice 2009	Exercice 2008
Actifs courants	6 388	6 512
Actifs non courants	5 086	6 580
<b>Actifs</b>	<b>11 474</b>	<b>13 092</b>
Passifs courants	3 550	3 816
Passifs non courants	1 253	5 842
<b>Passifs</b>	<b>4 803</b>	<b>9 658</b>
<b>Actif net</b>	<b>6 671</b>	<b>3 434</b>
Produit des activités ordinaires	14 503	24 001
Charges	12 602	19 010
<b>Résultat net</b>	<b>1 901</b>	<b>4 991</b>

## 6.6 Autres actifs financiers non courants

En milliers d'euros	Exercice 2009	Exercice 2008
Titres de participation	2 945	3 786
Provisions sur titres de participation	(1 581)	(1 364)
<b>Valeur nette des titres de participation</b>	<b>1 364</b>	<b>2 422</b>
Créances rattachées à des participations	280	905
Prêts non courants	107	111
Divers	190	170
<b>Autres actifs financiers – valeur brute</b>	<b>577</b>	<b>1 186</b>
Provisions	-	(361)
<b>Autres actifs financiers – valeur nette</b>	<b>577</b>	<b>825</b>
<b>Total autres actifs financiers non courants</b>	<b>1 941</b>	<b>3 247</b>

### Détail des titres de participation non consolidés

En milliers d'euros	Exercice 2009	Exercice 2008
EPC Minetech	-	1 000
Modern Chemical Services	187	-
Davey Bickford	-	286
Sté camerounaise des explosifs	243	243
Corse expansif	176	176
Exchem Explosives Ltd	134	125
Cie Guinéenne de produits chimiques	154	79
Silex Seguridad	77	77
Cadex	72	72
Autres participations	321	364
<b>Valeur nette des titres de participation</b>	<b>1 364</b>	<b>2 422</b>

### **Instrument financier dérivés**

A la clôture de l'exercice 2009, le Groupe n'utilise aucun instrument financier dérivé

### **Stocks et en cours**

En milliers d'euros	Matières premières et autres appro.	En-cours de biens et services	Produits intermédiaires	Marchandises	Total
<b>Au 31 décembre</b>					
Valeurs brutes	8 859	669	8 938	13 053	<b>31 520</b>
Provisions cumulées	(672)	-	(66)	(111)	<b>(849)</b>
<b>Valeur nette au 31 décembre 2008</b>	<b>8 187</b>	<b>669</b>	<b>8 872</b>	<b>12 942</b>	<b>30 670</b>
<b>Variations de l'exercice</b>					
Mouvements de BFR	(1 364)	425	1 346	(134)	<b>273</b>
Dotations nettes aux provisions	242	-	(26)	29	<b>245</b>
Variations de périmètre	20	-	-	-	<b>20</b>
Écart de conversion	38	13	47	297	<b>395</b>
Autres mouvements	-	-	1	(1)	-
<b>Valeur nette au 31 décembre 2009</b>	<b>7 123</b>	<b>1 107</b>	<b>10 240</b>	<b>13 133</b>	<b>31 603</b>
<b>Au 31 décembre 2009</b>					
Valeurs brutes	7 555	1 107	10 337	13 215	<b>32 214</b>
Provisions cumulées	(432)	-	(97)	(82)	<b>(611)</b>
<b>Valeur nette au 31 décembre 2009</b>	<b>7 123</b>	<b>1 107</b>	<b>10 240</b>	<b>13 133</b>	<b>31 603</b>

### **6.7 Clients et autres débiteurs**

En milliers d'euros	Exercice 2009	Exercice 2008 (2)	Exercice 2008 Publié
Avances et acomptes	1 581	1 639	1 639
Créances clients	93 714	98 439	98 439
Autres créances (2)	1 861	4 630	7 967
Créances fiscales – hors IS	6 093	5 130	5 130
Comptes courants (1)	15 181	15 177	15 177
Dividendes à recevoir	-	1 348	-
Autres montants	425	441	441
<b>Total des créances brutes</b>	<b>118 855</b>	<b>126 804</b>	<b>128 793</b>
Dépréciation clients et comptes rattachés	(6 390)	(6 221)	(6 221)
Dépréciation des comptes courants (1)	(14 500)	(14 500)	(14 500)
Autres dépréciations	-	-	-
<b>Total des dépréciations</b>	<b>(20 890)</b>	<b>(20 721)</b>	<b>(20 721)</b>
<b>Total des clients et autres débiteurs</b>	<b>97 965</b>	<b>106 083</b>	<b>108 072</b>

(1) Les comptes courants comprennent principalement un compte courant relatif à STIPS TI, pour 14,3 M€, entièrement provisionné.

(2) En 2008, les autres créances incluent à tort 3 M€ de créances fiscales dont 2 M€ de créances d'impôt sur les Sociétés.

### Suivi des créances clients

En milliers d'euros	Exercice 2009	Exercice 2008
<b>Valeur brute au bilan</b>	<b>93 714</b>	<b>98 439</b>
Dont actifs non échus et non dépréciés à la date de clôture	56 801	66 674
Dont actifs échus et impayés mais non dépréciés à la date de clôture	30 523	25 545
* échu depuis 3 mois au plus	18 935	16 371
* échu depuis plus de 3 mois et moins de 6 mois	3 616	3 633
* échu depuis plus de 6 mois	7 972	5 541
Dont actifs dépréciés	6 390	6 221

### 6.8 Trésorerie et équivalents de trésorerie

En milliers d'euros	Exercice 2009	Exercice 2008
VMP – Equivalents de trésorerie	10 858	17 783
Disponibilités	20 673	22 147
<b>Total trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>31 531</b>	<b>39 930</b>
Découverts bancaires	(7 056)	(9 268)
<b>Total trésorerie nette</b>	<b>24 475</b>	<b>30 662</b>
Trésorerie reclassée en actifs/passifs destinés à être cédés	(4)	-
<b>Total de la trésorerie nette des actifs/passifs destinés à être cédés</b>	<b>24 471</b>	<b>30 662</b>

Le Groupe disposait en plus des lignes disponibles dans les filiales d'une ligne de crédit au niveau de EPC SA de 10 000 K€ non utilisée au 31 décembre 2009.

### 6.9 Capital

#### 6.9.1 Actions

	Nombre d'actions	Nombre de parts de fondateurs	Total du capital (en K€)
Au 31 décembre 2009	168 400	29 473	5 220
Au 31 décembre 2008	168 400	29 473	5 220

Le capital est composé de 168 400 actions de 31 €. Un droit de vote double est attribué à toutes les actions nominatives, entièrement libérées, inscrites depuis cinq ans au moins au nom d'un même titulaire.

Il existe 29 473 parts de fondateurs sans valeur nominative offrant un droit dans les bénéfices, les réserves et le boni de liquidation. Les réserves de la société tête de Groupe, la SA EPC, comportent un Fonds Précipitaire des parts qui bénéficiera exclusivement à ces dernières en cas de liquidation de la Société. Son montant s'élève désormais à 1 740 000 €, soit 25/75ème du capital social.

### 6.9.2 Dividendes par action

Aucun dividende ne fut versé en 2009 contre le versement de 1.406.912 € de dividendes en 2008.

La répartition de ces dividendes se présente comme suit :

En euros	Exercice 2009	Exercice 2008
Dividendes par action	-	6,75
Dividendes par part de fondateur	-	12,87

Aucun dividende ne sera proposé au vote de l'Assemblée Générale.

### 6.10 Dettes financières

#### Dettes financières non courantes (> 1 an)

En milliers d'euros	Exercice 2009	Exercice 2008
Emprunts bancaires	23 759	9 656
Dettes sur location financement	7 730	6 047
<b>Total dettes financières non courantes</b>	<b>31 489</b>	<b>15 703</b>

#### Dettes financières courantes (< 1 an)

En milliers d'euros	Exercice 2009	Exercice 2008
Emprunts bancaires	23 622	43 367
Autres emprunts et dettes assimilées	2 641	5 572
Dettes sur location financement	2 995	2 282
Découverts bancaires	7 056	9 268
Intérêts courus sur emprunt	11	39
<b>Total dettes financières courantes</b>	<b>36 325</b>	<b>60 528</b>

Sur un total de 47 381 K€ d'Emprunts bancaires, 23 926 K€ sont soumis à ratios :

- Ratio de Structure Financière : rapport de l'Endettement Financier Net Consolidé sur les Capitaux Propres. Il s'élève à 0,38 au 31 décembre 2009, inférieur au 0,75 exigé.
- Ratio de Levier Financier : rapport de l'endettement Financier Net Consolidé sur l'Excédent Brut d'Exploitation Consolidé. Il s'élève à 2,06 au 31 décembre 2009, inférieur aux 2,50 exigés.

#### Engagements relatifs aux contrats de location financement non résiliables

En milliers d'euros	Exercice 2009	Exercice 2008
Moins d'1 an	2 995	2 282
De 1 à 5 ans	7 730	6 047
Plus de 5 ans	-	-
<b>Paiements minimaux</b>	<b>10 725</b>	<b>8 329</b>

### Échéancier des dettes financières non courantes

	Emprunts bancaires	Dettes sur location financement	Total
Entre 1 et 2 ans	10 261	2 981	13 242
Entre 2 et 3 ans	7 268	1 979	9 247
Entre 3 et 4 ans	4 855	2 034	6 889
Entre 4 et 5 ans	1 370	718	2 088
Plus de 5 ans	5	18	23
<b>Total</b>	<b>23 759</b>	<b>7 730</b>	<b>31 489</b>

### 6.11 Impôts différés au bilan

Les mouvements d'impôts différés sont les suivants :

En milliers d'euros	Provisions dépollution et démantèlement	Avantages au personnel	Autres	Total
<b>Au 31 décembre 2008 - Publié</b>	<b>4 747</b>	<b>2 415</b>	<b>(972)</b>	<b>6 190</b>
Changement de méthode comptable (première application IFRIC 14)	-	317	-	317
<b>Au 31 décembre 2008 - Retraité</b>	<b>4 747</b>	<b>2 732</b>	<b>(972)</b>	<b>6 507</b>
Enregistré au compte de résultat	77	100	1 102	1 279
Enregistré en capitaux propres	-	(552)	106	(446)
Variations de périmètre	-	-	-	-
Différences de change	79	156	(38)	196
Autres mouvements	-	-	-	-
<b>Au 31 décembre 2009</b>	<b>4 903</b>	<b>2 436</b>	<b>198</b>	<b>7 537</b>

En milliers d'euros	Exercice 2009	Exercice 2008 Retraité
Impôts différés actifs	10 041	7 774
Impôts différés passifs	(2 504)	(1 267)
<b>Impôts différés nets</b>	<b>7 537</b>	<b>6 507</b>
Rappel de l'impôt comptabilisé au résultat	1 279	(828)
Impôt reclassé sur activités abandonnées	36	(307)
<b>Impôts différés au compte de résultat</b>	<b>1 315</b>	<b>(1 135)</b>

## 6.12 Provisions pour avantages aux salariés

### 6.12.1 Indemnités de fin de carrière

Ce régime concerne le personnel des sociétés françaises, à l'exception d'EPC qui a souscrit à un régime à prestations définies. Les calculs ont été effectués en accord avec la réglementation française et le règlement IAS 19.

*Les mouvements de la provision pour indemnités de fin de carrière sont les suivants :*

En milliers d'euros	Exercice 2009	Exercice 2008
<b>Valeur actuelle de l'obligation au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>1 158</b>	<b>1 360</b>
Dépenses reconnues en compte de résultat	136	160
Écarts actuariels reconnus en capitaux propres	(116)	(235)
Variations de périmètre	-	(127)
<b>Valeur actuelle de l'obligation au 31 décembre</b>	<b>1 178</b>	<b>1 158</b>

*Les montants enregistrés au compte de résultat de l'exercice sont les suivants :*

En milliers d'euros	Exercice 2009	Exercice 2008
Coût des services rendus au cours de l'exercice	79	79
Coût financier	56	53
Coût des services passés	-	-
<b>Impact sur le résultat opérationnel courant</b>	<b>135</b>	<b>132</b>
<b>Impact en activités abandonnées</b>	<b>1</b>	<b>29</b>
<b>Total des montants enregistrés en résultat</b>	<b>136</b>	<b>160</b>

Le coût de services rendus est inclus dans les charges de personnel au compte de résultat, et le coût financier en autres charges financières.

*Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes :*

	Exercice 2009	Exercice 2008
Taux d'actualisation	4,75%	5,00%
Taux attendus d'augmentation des salaires	2,50%	2,50%
Taux de rotation du personnel :		
20 – 29 ans	10%	10%
30 – 39 ans	5%	5%
40 – 49 ans	3%	3%
50 – 65 ans	1%	1%

### 6.12.2 Engagements de retraite

#### Régime à prestations définies

Les sociétés du Groupe concernées par un régime à prestations définies sont, outre la société mère EPC, les sociétés anglaises, irlandaises et italiennes.

Pour la société mère EPC, il s'agit d'un régime de retraite souscrit dans le cadre de l'article 39 du code général des impôts, par lequel la société garantit le niveau futur des prestations définies dans l'accord.

Dans les pays anglo-saxon, il s'agit d'un système de fonds de pension.

En Italie, il s'agit du régime des TFR (système de rémunération différée, éligible IAS 19).

#### Les montants enregistrés au bilan sont les suivants :

En milliers d'euros	Exercice 2009	Exercice 2008 Retraité
Valeur actuelle des obligations partiellement ou totalement financées	44 916	39 067
Juste valeur des actifs du régime	(36 540)	(29 034)
<b>Obligations partiellement ou totalement financées par EPC</b>	<b>8 376</b>	<b>10 033</b>
Valeur actuelle des obligations non financées	2 122	2 052
<b>Passif net</b>	<b>10 498</b>	<b>12 085</b>

#### Les montants enregistrés au compte de résultat de l'exercice sont les suivants :

En milliers d'euros	Exercice 2009	Exercice 2008 Retraité
Coût des services rendus au cours de l'exercice	471	1 179
Coût financiers	1 050	309
Rendement attendu des actifs du régime	(25)	(43)
Coût des services passés	-	110
Écarts de change	-	-
<b>Total</b>	<b>1 496</b>	<b>1 555</b>

Le coût de services rendus est inclus dans les charges de personnel au compte de résultat, et le coût financier en autres charges financières.

#### Les mouvements enregistrés au bilan du passif (actif) net sont les suivants :

En milliers d'euros	Exercice 2009	Exercice 2008 Retraité
<b>Valeur nette comptable au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>12 085</b>	<b>6 773</b>
Dépenses reconnues en compte de résultat	1 496	1 555
Cotisations versées	(1 327)	(1 993)
Écarts actuariels reconnus en capitaux propres	(2 167)	7 691
Prestations servies	(154)	(267)
Écart de conversion	565	(1 674)
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre</b>	<b>10 498</b>	<b>12 085</b>

**Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes :**

	<b>Exercice 2009</b>	<b>Exercice 2008</b>
Taux d'actualisation	[4,5% à 6,0%]	[4,5% à 6,4%]
Taux de rendement attendus des actifs du régime	[2,0% à 7,9%]	[2,0% à 8,0%]
Taux attendus d'augmentation des salaires	[3,0% à 4,1%]	[3,0% à 4,4%]
Taux d'inflation	[2,0% à 3,0%]	[2,0% à 2,9%]

### 6.13 Autres provisions

En milliers d'euros	<b>Démant. Décontam. Dépol.</b>	<b>Restruct.</b>	<b>Autres</b>	<b>Total</b>
<b>Au 31 décembre 2008</b>	<b>18 853</b>	<b>1 831</b>	<b>12 880</b>	<b>33 564</b>
Provisions supplémentaires	140	-	2 735	<b>2 875</b>
Reprises (1)	(635)	(907)	(7 439)	<b>(8 981)</b>
Variation de périmètre	-	-	-	-
Augmentation du montant actualisé (effet temps et modification du taux)	774	-	-	<b>774</b>
Écart de conversion	446	-	-	<b>446</b>
Autres mouvements	-	-	359	<b>359</b>
<b>Au 31 décembre 2009</b>	<b>19 578</b>	<b>924</b>	<b>8 535</b>	<b>29 037</b>

(1) Les reprises de provisions incluent, entre autre, un montant de 3 992K€ liés aux engagements sur STIPS TI.

### Détail des autres provisions entre non courant et courant

En milliers d'euros	<b>Exercice 2009</b>	<b>Exercice 2008</b>
Non courant	26 519	31 197
Courant	2 518	2 367
<b>Total</b>	<b>29 037</b>	<b>33 564</b>

### 6.14 Fournisseurs et autres créditeurs

En milliers d'euros	<b>Exercice 2009</b>	<b>Exercice 2008</b>
Dettes fournisseurs	45 933	52 830
Avances et acomptes reçus sur commandes	3 097	3 469
Dettes sociales	8 166	9 692
Dettes fiscales	9 323	6 343
Autres dettes	3 349	4 718
<b>Total</b>	<b>69 868</b>	<b>77 052</b>

### 6.15 Besoin en Fonds de Roulement

Le besoin en fonds de roulement s'analyse comme suit :

En milliers d'euros	Exercice 2009	Variations BFR & prov. courantes	Autres Variations (1)	Exercice 2008
Stocks et en cours	31 603	518	415	30 670
Clients et autres débiteurs	97 965	(8 264)	(1 843)	108 072
Autres actifs long terme	521	139	(155)	537
Autres actifs courants	4 194	433	475	3 286
<b>Sous total</b>	<b>134 283</b>	<b>(7 174)</b>	<b>(1 108)</b>	<b>142 565</b>
Fournisseurs et autres créditeurs	(69 868)	8 442	(1 258)	(77 052)
Autres passifs long terme	(1 422)	(372)	645	(1 695)
Autres passifs courants	(1 540)	99	(370)	(1 269)
<b>Sous total</b>	<b>(72 830)</b>	<b>8 169</b>	<b>(983)</b>	<b>(80 016)</b>
<b>Besoin en fonds de roulement</b>	<b>61 453</b>	<b>995</b>	<b>(2 091)</b>	<b>62 549</b>

(1) dont écart de conversion et variations de périmètre

### 6.16 Incidence des variations de périmètre

En milliers d'euros	Exercice 2009	Exercice 2008
Trésorerie acquise lors des entrées de périmètre	151	1 190
Investissement en titres consolidés	-	(728)
<b>Impact des entrées de périmètre</b>	<b>151</b>	<b>462</b>
Variation des dettes sur immobilisations liée à la cession des titres consolidés	-	-
Variation de la trésorerie liée aux cessions	-	12 571
<b>Impact des sorties de périmètre</b>	<b>-</b>	<b>12 571</b>
<b>Total des incidences de périmètre</b>	<b>151</b>	<b>13 033</b>

Au 31 décembre 2009, la variation de périmètre pour 151 K€ concerne l'entrée des sociétés suivantes:

- Diogen pour 36 K€
- EPC Minetech pour 67 K€
- EPC Ceska pour 48 K€

## 6.17 Engagements financiers

En milliers d'euros	Exercice 2009	Exercice 2008
Effets escomptés non échus	567	3 000
Avals et cautions	6 215	13 749
Garanties d'actif et de passif	-	4 934
Hypothèques et nantissements	7 298	6 510
Autres	3 012	93
<b>Total des garanties données</b>	<b>17 092</b>	<b>28 286</b>

Les engagements relatifs à l'affaire STIPS TI qui figuraient en Avals et Cautions en 2008 ont été reclassés sur la ligne Autres en 2009. La ligne Avals et Caution ne concerne en 2009 que les cautions de marché.

### *Contrats de location simple – Preneurs*

Les engagements en matière de contrat de location simple – Preneurs sont peu significatifs et ne sont donc pas présentés.

### *Contrats de location simple – Bailleurs*

Les engagements en matière de contrat de location simple – Bailleurs sont peu significatifs et ne sont donc pas présentés.

## 7. INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIÉES

### 7.1 Contrôle

Le Groupe EPC est contrôlé par la société EJ Barbier. La société tête de Groupe est la Société Anonyme d'explosifs et produits chimiques, EPC, détenue à 64,54 % par EJ Barbier qui publie des états financiers.

### 7.2 Relation avec les filiales

Les transactions entre la société mère et ses filiales, qui sont des parties liées, ont été éliminées en consolidation et ne sont pas présentées dans ces notes.

### 7.3 Rémunération du personnel dirigeant-clé

Le personnel dirigeant clef du Groupe EPC est composé des mandataires sociaux de la société EPC SA. au 31 décembre 2009.

En milliers d'euros	Exercice 2009	Exercice 2008
Rémunérations avantages en nature	579	765
Jetons de présence	36	86
Paie en action	-	-
<b>Total</b>	<b>615</b>	<b>851</b>

Le Président est tenu à une obligation contractuelle de non concurrence, susceptible d'être indemnisée à la fin de son mandat correspondant aux règles en vigueur dans la convention collective de la chimie et devant respecter les préconisations du code de gouvernement d'entreprise adopté par l'AFEP-MEDEF quant à leur limitation à une durée de 2 ans

Il n'est pas prévu d'indemnité conventionnelle au titre du départ du Président ou plus généralement d'un mandataire social et ce, quelle que soit la cause de ce départ.

#### 7.4 Transactions avec des parties liées

Le Groupe entretient des relations avec les parties liées suivantes :

- E.J.Barbier, maison mère d'EPC SA
- Adex, Adex TP et Adex Services filiales détenues majoritairement par E.J.Barbier.

Ces parties liées assurent des prestations de services pour le compte du Groupe pour un montant de 9 461 K€ au cours de l'exercice 2009 contre 9 788 K€ pour l'exercice 2008.

Ces prestations se sont faites à des conditions normales.

Les sommes dues par le Groupe aux parties liées à fin décembre 2009 s'élèvent à 1 821 K€ contre 3 280 K€ à fin 2008.

## 8. ABANDONS D'ACTIVITÉS

### Résultat net des activités abandonnées

En milliers d'euros	Exercice 2009	Exercice 2008
EEI	(51)	(208)
Nitrokemfor Services (note 8.1)	(497)	-
BFMS (note 8.2)	(763)	-
STIPS TI et ses filiales (note 8.3)	996	(24 768)
<b>Résultat net des activités abandonnées</b>	<b>(315)</b>	<b>(24 976)</b>

### 8.1 Arrêt des activités de Nitrokemfor Services

En milliers d'euros	Exercice 2009	Exercice 2008 (pour info)
Produit des activités ordinaires	457	1 665
Résultat opérationnel	(183)	(505)
Produits (charges) financiers, nets	(329)	(518)
Impôt sur les résultats	15	(14)
<b>Résultat net des activités abandonnées</b>	<b>(497)</b>	<b>(1 037)</b>

## 8.2 Arrêt des activités de BFMS

En milliers d'euros	Exercice 2009	Exercice 2008 (pour info)
Produit des activités ordinaires	3 912	3 394
Résultat opérationnel	(635)	(2 325)
Produits (charges) financiers, nets	(40)	(81)
Impôt sur les résultats	(88)	(20)
<b>Résultat net des activités abandonnées</b>	<b>(763)</b>	<b>(2 426)</b>

## 8.3 Liquidation judiciaire de STIPS TI et ses filiales

Dans le cadre de la décision prononcée par le tribunal de Commerce de Thionville relatif à la liquidation judiciaire de la société STIPS TI et de ses filiales, le Groupe a procédé au reclassement du bilan et du compte de résultat 2007 et du résultat 2008 en activités abandonnées.

Certaines opérations comptabilisées dans d'autres sociétés du Groupe et directement imputables à la liquidation judiciaire de la société STIPS TI et de ses filiales, ont aussi été reclassées en activités abandonnées.

### Liquidation judiciaire de STIPS TI :

En milliers d'euros	Exercice 2009	Exercice 2008
STIPS TI et ses filiales	-	(21 623)
Opérations comptabilisées dans d'autres sociétés du Groupe	996	(3 145)
<b>Liquidation judiciaire de STIPS TI et ses filiales</b>	<b>996</b>	<b>(24 768)</b>

### Compte de résultat de la société STIPS TI et de ses filiales :

En milliers d'euros	Exercice 2009	Exercice 2008
Produit des activités ordinaires	-	14 372
Résultat opérationnel	-	(20 787)
Produits (charges) financiers, nets	-	(689)
Impôt sur les résultats	-	(147)
<b>Résultat net des activités abandonnées</b>	<b>-</b>	<b>(21 623)</b>

### Compte de résultat 2009 des opérations comptabilisées dans d'autres sociétés du Groupe relatives à la liquidation judiciaire de STIPS TI et de ses filiales et reclassées en activités abandonnées :

En milliers d'euros	Exercice 2009
Produit des activités ordinaires	-
Résultat opérationnel (1)	3 992
Produits (charges) financiers, nets (2)	(2 996)
Impôt sur les résultats	-
<b>Résultat net des activités abandonnées</b>	<b>996</b>

(1) Dépréciation du compte courant STIPS TI chez Démokrite (cf note 6.14).

(2) Dépréciation des créances sur participation STIPS TI chez Démokrite.

## 9. ACTIVITÉS CÉDÉES

La société STID a été cédée le 25/02/2010. Conformément à la norme IFRS5, les postes du bilan au 31 décembre 2009 ont été reclassés en actifs/passifs destinés à être cédés :

En milliers d'euros	Exercice 2009
Actifs non courants	135
Actifs courants	244
<b>Actifs destinés à être cédés</b>	<b>379</b>
Passifs non courants	7
Passifs courants	274
<b>Passifs destinés à être cédés</b>	<b>281</b>
Chiffre d'affaires	409
Résultat opérationnel courant	(351)
Résultat net	(305)

## 10. SOCIÉTÉS DU GROUPE

Sociétés	Pays	% d'intérêt	
		Déc. 2009	Déc. 2008
<b>Filiales – Intégration globale</b>			
EPC SA	France	100,00	100,00
EPC France (ex Nitrochimie)	France	65,00	65,00
SIMECO SAS	France	52,00	52,00
DTS SARL	France	56,62	56,62
SOCCAP SAS	France	65,00	65,00
ALPHAROC (ex STIPS SAS)	France	65,00	65,00
DEMOKRITE SAS	France	100,00	100,00
DEMOSTEN	France	100,00	100,00
A.T.D. SAS	France	78,31	78,31
PRODEMO SAS	France	100,00	100,00
Société de Forage en Guinée (SAS)	France	65,00	65,00
OCCAMAT SAS	France	100,00	100,00
OCCAMIANTE SAS	France	100,00	100,00
2 B RECYCLAGE SAS	France	100,00	100,00
FORAGE MINAGE DE L'OUEST (FMO)	France	52,00	52,00
LES DEPOTS EXPLOSIFS	France	100,00	100,00
GENISSIAT PARTICIPATIONS	France	100,00	100,00
KINSITE SA	France	66,23	66,23
EPC MINETEK EUROPE	France	100,00	100,00
PROMETHEE CONSEIL	France	100,00	100,00
PYRENEES MINAGE	France	65,00	65,00
SOCIETE AFRICAINE MINES SERVICES	France	100,00	100,00
STID (2)	France	100,00	100,00
SOCIETE MINE AFRIQUE	France	100,00	100,00
DIOGEN	France	99,75	-
EPC MINETECH	France	100,00	-
SOCIETA ESPLOSIVI INDUSTRIALI Spa (SEI)	Italie	100,00	100,00
SARDA ESPLOSIVI INDUSTRIALI Spa	Italie	100,00	100,00
INTEREM	Italie	100,00	100,00
EPC UK (ex EXCHEM Plc)	Grande Bretagne	87,02	87,02
EXCHEM DEFENCE SYSTEM Ltd	Grande Bretagne	99,87	99,87
BLASTING SERVICES Ltd (1)	Grande Bretagne	87,02	87,02
MINEXPLO	Grande Bretagne	51,00	51,00
SCAM	Maroc	99,87	99,87
MAROC DYNAMITE	Maroc	94,00	94,00
DYNAMICHAINES	Belgique	51,56	51,56
DGO M3	Belgique	26,30	26,30
EMPRESA DE EXPLOSIVOS INDUSTRIAIS LDA (EEI) (1)	Portugal	46,85	46,85
GALILEO EXPLOSIVOS SA	Espagne	99,97	69,35
SERAFINA ORTEGA E HIJOS SA	Espagne	59,98	41,61
SERVICIOS INTEGRALES DEL EXPLOSIVO	Espagne	99,97	69,35
EPC GmbH	Allemagne	65,00	65,00
EPC Deutschland (ex DEXPLO GmbH)	Allemagne	100,00	100,00
EPC Sprengtechnik (ex DEXPLO Sprengtechnik)	Allemagne	100,00	100,00
EPC LUTSCHER	Allemagne	100,00	100,00
EXPLOMINEX	Pologne	100,00	100,00
EPC Romania (ex Gerominex)	Roumanie	90,30	52,00
EPC Ceska Republika	Rép. Tchèque	97,46	-
NITROKEMFOR	Guinée	65,00	65,00
NITROKEMFOR SERVICES (1)	Guinée	65,00	65,00
NITROKEMFOR SENEGAL	Sénégal	65,00	65,00
EPC Sverige (ex SKANEXPLO AB)	Suède	100,00	100,00

Sociétés	Pays	% d'intérêt	
		Déc.2009	Déc.2008
EPC Norge (ex SKANEXPLO AS)	Norvège	100,00	100,00
EPCAPRE	Luxembourg	100,00	100,00
BURKINA FASO MINING SERVICES	Burkina Faso	100,00	100,00

#### Entreprises associées – Mises en équivalence

ARABIAN EXPLOSIVES (PRIVATE Ltd)	Emirats Arabes Unis	40,00	40,00
CRODA EPC (ex CELTITE AUSTRALIA)	Australie	38,70	38,70

#### Coentreprises – Intégration proportionnelle

SOCIETE DE MINAGE EN GUINEE (SAS)	France	32,50	32,50
EXOR	Grande Bretagne	43,51	43,51
NITROKEMINE	Guinée	32,50	32,50
KEMEK	Irlande	50,00	50,00

#### Entreprises non consolidées

NITRATE ET ENGRAIS	France	55,49	55,49
CORSE EXPANSIF	France	19,83	19,83
DAVEY BICKFORD	France	10,00	10,00
SICIEX	France	98,00	98,00
CORSE CONFORTEMENT FORAGE MINAGE	France	11,44	11,44
SCI DE LA PAIX	France	16,25	16,25
SILEX SEGURIDAD	Espagne	69,30	69,30
SANTOS DE CUNHA 7	Portugal	13,08	13,08
CALEXPLO	Nvile Calédonie	33,14	33,14
SOCIETE CONGOLAISE DES EXPLOSIFS	Congo	47,02	47,02
SOCIETE GABONAISE DES EXPLOSIFS	Gabon	46,94	46,94
SOCIETE CAMEROUNAISE DES EXPLOSIFS	Cameroun	49,00	49,00
SOCIETE SENEGALAISE D'EXPLOSIFS	Sénégal	50,00	50,00
CIE GUINEENNE DE PRODUITS CHIMIQUES	Guinée	32,50	32,50
MODERN CHEMICAL SERVICES	Arabie-Saoudite	10,00	-

(1) présenté en activités abandonnées

(2) présenté en activités destinées à être cédées

	31 décembre 2009			31 décembre 2008		
	Total	France	Étranger	Total	France	Étranger
Intégration globale	55	26	29	52	24	28
Intégration proportionnelle	4	1	3	4	1	3
Mise en équivalence	2	0	2	2	0	2
<b>Total des sociétés consolidées</b>	<b>61</b>	<b>27</b>	<b>34</b>	<b>58</b>	<b>25</b>	<b>33</b>

## 11. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

En milliers d'euros	PWC		ACE		Autres		TOTAL	
	Montant (HT)		Montant (HT)		Montant (HT)		Montant (HT)	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
<b>AUDIT</b>								
- Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
• EPC	149	-	83	115	-	115	<b>232</b>	<b>230</b>
• Filiales intégrées globalement	322	-	60	-	267	566	<b>649</b>	<b>566</b>
- Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire au compte								
• EPC	-	-	-	20	-	28	-	<b>48</b>
• Filiales intégrées globalement	51	-	1	-	8	64	<b>60</b>	<b>64</b>
<b>Sous-total Audit</b>	<b>522</b>	<b>-</b>	<b>144</b>	<b>135</b>	<b>275</b>	<b>773</b>	<b>941</b>	<b>908</b>
<b>AUTRES PRESTATIONS</b>								
- Juridique, fiscal et social	-	-	-	-	63	70	<b>63</b>	<b>70</b>
- Autres	-	-	-	-	48	32	<b>48</b>	<b>32</b>
<b>Sous-total autres prestations</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>111</b>	<b>102</b>	<b>111</b>	<b>102</b>
<b>TOTAL</b>	<b>522</b>	<b>-</b>	<b>144</b>	<b>135</b>	<b>386</b>	<b>875</b>	<b>1 052</b>	<b>1 010</b>

## 12. ÉVÉNEMENTS POST CLÔTURE

### 12.1 Cession de STID

La Société STID, filiale à 100% du Groupe a été cédée à ses dirigeants le 25 février 2010. Cette société active dans la démolition de sites industriels en Lorraine n'avait pas de synergie réelle avec le Groupe. Les actifs de cette filiale ont été reclassés en actifs destinés à être cédés au 31 décembre 2009.

### 12.2 Signature d'une promesse de bail avec SOLAIREDIRECT

Le 11 mars 2010, EPC a signé avec Solairedirect les premiers accords (dont une promesse de bail) formalisant le partenariat en vue de l'installation, sur le site de EPC-FRANCE de Saint Martin de Crau, d'un parc photovoltaïque d'une puissance de l'ordre de 50 MWc.

EPC-FRANCE dispose à SMC d'un terrain particulièrement bien adapté à la production d'énergie solaire. Solairedirect est l'un des acteurs français majeurs du secteur photovoltaïque, intégrant une large part de la chaîne des métiers, de la production de panneaux au développement de projets.

L'objectif, ambitieux, vise à la création de l'un des plus importants parcs photovoltaïques d'Europe. La signature de ces accords permet de démarrer la phase de l'étude d'impact. Objectif de démarrage de la construction : fin 2011/début 2012.

### 12.3 Cession de l'activité défense en Italie

Le 24 mars 2010, EPC a accepté de céder au groupe Allemand Rheinmetall l'activité et les biens composant la Division Défense de sa filiale italienne Società Esplosivi Industriali Spa (SEI). Rheinmetall reprendra ces activités sous le nom RWM Italia Munitions S.r.l.

SEI Spa continuera son activité actuelle dans le secteur des Explosifs à usage civil sur le marché italien où cette société est leader.

La reprise de cette activité Défense par RWM Italia Munitions S.r.l. prendra effet dès l'obtention de toutes les autorisations de la part des autorités italiennes.

Les parties ont décidé de ne pas diffuser publiquement le montant de l'opération.

Ce désinvestissement dans un secteur non stratégique pour EPC est partie intégrante de la stratégie du Groupe de se concentrer sur les Explosifs à usage civil, son cœur de métier. Cela permettra en outre à SEI Spa de se renforcer sur le marché italien des explosifs en ayant tous les moyens pour saisir les opportunités possibles de développement.

On n'anticipe pas d'impact significatif sur le résultat consolidé du Groupe lors de la réalisation de cette opération. Elle aura en revanche un impact favorable, à terme, sur l'endettement net consolidé.

# Rapport des Commissaires aux comptes sur les Comptes Annuels Exercice clos le 31 décembre 2009

---

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Société Anonyme d'Explosifs et de Produits Chimiques, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## **I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## **II - JUSTIFICATION DE NOS APPRÉCIATIONS**

Les estimations comptables concourant à la préparation des comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été réalisées dans un contexte toujours incertain qui rend difficile l'appréhension des perspectives d'activité, comme indiqué dans la note 3.9 de l'annexe. C'est dans ce contexte que, conformément aux dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

La note 3.9 de l'annexe expose, en particulier, les règles et méthodes comptables suivies par votre société en matière de dépréciation des titres de participations. Nous avons vérifié le caractère approprié de ces méthodes. Nous avons également procédé à l'appréciation des approches retenues par la société, telles que décrites dans l'annexe, pour déterminer la valeur d'inventaire des titres de participation sur la base des éléments disponibles à ce jour, et nous avons mis en œuvre des tests pour vérifier par sondages l'application de ces méthodes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

### **III- VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux Actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 16 avril 2010  
Les commissaires aux comptes

**PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT**

Hubert TOTH  
*Associé*

**ACE AUDIT**  
AUDITEURS ET CONSEILS D'ENTREPRISE

Alain AUVRAY  
*Associé*

# Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés Exercice clos le 31 décembre 2009

---

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

le contrôle des comptes consolidés de la société Société Anonyme d'Explosifs et de Produits Chimiques, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi ;
- les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## **I. OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- la note 8 aux comptes consolidés qui détaille l'incidence des activités abandonnées au cours de l'exercice ;
- les notes 3.1.2 et 3.2 aux comptes consolidés qui exposent l'incidence de l'application, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009, des nouvelles normes et interprétations appliquées à compter de cette date, et notamment, le changement de méthode comptable relatif à l'application de l'interprétation IFRIC 14 portant sur la comptabilisation des actifs de couverture d'un régime de provision pour avantages aux salariés.

## II. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

Les estimations comptables concourant à la préparation des comptes consolidés au 31 décembre 2009 ont été réalisées dans un contexte toujours incertain qui rend difficile l'appréhension des perspectives d'activité. C'est dans ce contexte que, conformément aux dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

### Estimations comptables

- La société procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des écarts d'acquisition selon les modalités décrites dans la note 3.4.2 aux comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les hypothèses utilisées et nous avons vérifié que les notes 3.4.2 et 6.1 donnent une information appropriée.
- Les notes 3.4.22 et 6.12 précisent les modalités d'évaluation des engagements de retraites et autres engagements assimilés. Ces engagements ont fait l'objet d'une évaluation par des actuaires indépendants. Nos travaux ont consisté à examiner les données utilisées, à apprécier les hypothèses retenues et à vérifier que les notes afférentes aux comptes consolidés fournissent une information appropriée.
- La société a comptabilisé des provisions couvrant les risques environnementaux selon les modalités décrites dans les notes 3.4.9 et 3.4.10 aux comptes consolidés. Sur la base des informations disponibles, nos travaux ont consisté à analyser les processus mis en place par la Direction pour identifier, classifier et évaluer les risques environnementaux, à apprécier les données et hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations retenues et à vérifier que les notes afférentes aux comptes consolidés fournissent une information appropriée.

### Principes comptables

- La note 3.2 aux comptes consolidés expose le changement de méthode comptable intervenu au cours de l'exercice suite à l'application de l'interprétation IFRIC 14. Conformément à la norme IAS 8, l'information comparative relative à l'exercice 2008, présentée dans les comptes consolidés, a été retraitée pour prendre en considération de manière rétrospective l'application de cette nouvelle interprétation. En conséquence, l'information comparative diffère des comptes consolidés publiés au titre de l'exercice 2008. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné le correct retraitement des comptes de l'exercice 2008 et l'information donnée à ce titre dans la note 3.2 aux comptes consolidés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## III. VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 16 avril 2010  
Les commissaires aux comptes

**PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT**

Hubert TOTH  
Associé

**ACE AUDIT**  
AUDITEURS ET CONSEILS D'ENTREPRISE

Alain AUVRAY  
Associé



## Attestation du rapport financier annuel 2009

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquelles elles sont confrontées.

Le Directeur Général

Le Directeur Financier

Olivier Obst

Charles-Ernest Armand